



universität
wien

DIPLOMARBEIT

Titel der Diplomarbeit

« Analyse du discours sarkozien au sujet
de l'immigration et de l'identité nationale »

Verfasserin

Isabella Christine Greifeneder

angestrebter akademischer Grad

Magistra der Philosophie (Mag. phil.)

Wien, 2009

Studienkennzahl lt. Studienblatt:

A 190 347 344

Studienrichtung lt. Studienblatt:

Lehramt Französisch / Englisch

Betreuer:

ao. Univ.-Prof. Mag. Dr. Peter Cichon

Table de matière

1. Introduction	2
1.1. Présentation du contenu.....	3
1.2. Objectifs généraux de l'étude	3
2. Énoncé et énonciateur.....	5
2.1. Le choix des discours	5
2.2 Présentation du contenu des discours	5
2.2.1 Loi sur l'immigration et l'identité nationale.....	5
2.2.2 Grande Mosquée.....	6
2.2.3 Immigration et l'identité nationale	6
2.2.4 Une nouvelle politique pour les banlieues.....	7
2.3 Brève biographie de Nicolas Sarkozy	8
2.3.1 Le style de Sarkozy	9
2.4. L'UMP – son histoire et ses valeurs.....	12
3. Le fond socio-historique.....	14
3.1 L'histoire de l'immigration en France.....	14
3.2 La situation actuelle.....	15
3.3 L'identité: problèmes et concepts.....	17
3.3.1 L'identité culturelle	17
3.3.2 L'identité nationale.....	18
3.3.3 L'identité française	18
4. Comment faire ? – La méthodologie	20
4.1 L'analyse de discours	20
4.3 L'analyse de discours d'après Siegfried Jäger	25
4.3.1 Le but d'une analyse de discours.....	26
4.3.2 La conception d'un texte	28
4.4 Ma méthode de travail	32
5. Analyse des discours	35
5.1. Discours °1: Immigration choisie et Immigration clandestine	35
5.1.1 Bref résumé du discours	35
5.1.2 Structure du discours et sa fonction.....	36
5.1.3 Situation et intention du discours	37
5.1.4 Caractérisation générale du discours	38

5.1.5 Les stratégies discursives	39
5.1.5.1 <i>Analyse lexico-sémantique</i>	39
5.1.5.2 <i>Analyse argumentative</i>	42
5.1.5.3 <i>Analyse rhétorique</i>	44
5.1.6 La représentation de soi et de l'autre.....	45
5.1.6.1 <i>La désignation pronominale</i>	45
5.1.6.2 <i>La désignation nominale</i>	47
5.2. Discours °2: Immigration et identité nationale.....	47
5.2.1 Bref résumé du discours	47
5.2.2 Structure du discours et sa fonction.....	49
5.2.3 Situation et intention du discours	50
5.2.4 Caractérisation générale du discours	52
5.2.5 Les stratégies discursives	53
5.2.5.1 <i>Analyse lexico-sémantique</i>	53
5.2.5.2 <i>Analyse argumentative</i>	60
5.2.5.3 <i>Analyse rhétorique</i>	62
5.2.6 La représentation de soi et de l'autre.....	64
5.2.6.1 <i>La désignation pronominale</i>	64
5.2.6.2 <i>La désignation nominale</i>	66
5.3. Discours °3: Grande Mosquée de Paris	67
5.3.1 Bref résumé du discours	67
5.3.2 Structure du discours et sa fonction.....	68
5.3.3 Situation et intention du discours	69
5.3.4 Caractérisation générale du discours	69
5.3.5 Les stratégies discursives	71
5.3.5.1 <i>Analyse lexico-sémantique</i>	71
5.3.5.2 <i>Analyse argumentative</i>	74
5.3.5.3 <i>Analyse rhétorique</i>	75
5.3.6 La représentation de soi et de l'autre.....	76
5.3.6.1 <i>La désignation pronominale</i>	76
5.3.6.2 <i>La désignation nominale</i>	77
5.4. Discours °4: Une nouvelle politique pour les banlieues.....	78
5.4.1 Bref résumé du discours	78
5.4.2 Structure du discours et sa fonction.....	79

5.4.3 Situation et intention du discours	81
5.4.4 Caractérisation générale du discours	82
5.4.5 Les stratégies discursives	84
5.4.5.1 <i>Analyse lexico-sémantique</i>	84
5.4.5.2 <i>Analyse argumentative</i>	91
5.4.5.3 <i>Analyse rhétorique</i>	93
5.4.6 La représentation de soi et de l'autre.....	96
5.4.6.1 <i>La désignation pronominale</i>	96
5.4.6.2 <i>La désignation nominale</i>	98
6. Conclusion.....	99
7. Deutsche Zusammenfassung	105
Annexe.....	110
L'immigration choisie / L'immigration clandestine.....	110
Immigration et Identité nationale	113
Grande Mosquée de Paris	125
Une nouvelle politique pour les banlieues.....	129
8. Bibliographie	143
8.1. Livres.....	143
8.2. Sites Internet.....	144
8.3. Discours	146

Remerciements

Tout d'abord, j'aimerais remercier Prof. Peter Cichon pas seulement pour avoir pris ce mémoire à sa charge, mais aussi pour ses conseils indispensables, pour tout son soutien ainsi que son temps consacré à moi pendant les mois de travail intensif sur ce mémoire.

Puis, j'aimerais rendre grâce à Stéphanie Charbit et à Elke Cambres pour avoir corrigé les épreuves ce qu'elles ont fait avec beaucoup de patience et à côté de leur travail plein-temps.

Ensuite, je voudrais dire merci à mes amis, surtout à Marion, Bettina et Philipp pour m'avoir prêté toujours une oreille attentive quand je n'étais pas trop motivée parfois pendant les derniers mois, pour leur soutien moral ainsi que pour leurs conseils concernant le mémoire en tant que tel ou tout ce qui s'y rapportait.

Enfin et surtout, j'aimerais remercier de tout mon cœur mes parents qui m'ont soutenu tout au long de mes études, soit financièrement soit moralement, et qui ne m'ont jamais demandé quand je finirais enfin les études. Sans eux, je n'aurais pas pu faire ce que j'ai fait – ils m'ont rendu possible les études, les séjours à l'étranger, toute ma vie. MERCI !

1. Introduction

« L'immigration est au cœur de l'actualité » comme le formule Noiriel dans son *Atlas de l'immigration en France* (2002, 6) et il ne s'agit pas seulement du droit d'asile ou de la question de la nationalité, mais aussi des problèmes de l'intégration, de la violence dans les banlieues et de la souffrance des clandestins par exemple.

L'immigration en France s'intensifie déjà au XIX^e siècle lorsque la France fait appel aux mains-d'œuvre étrangères alors que les autres pays d'Europe sont toujours touchés par l'émigration. Presque le tiers de la population française est estimé d'être issu de l'immigration au moins si « on remonte jusqu'aux arrière-grands parents. » (Noiriel 2002, 6) Cela est une d'une proportion considérable et comparable à celle des États-Unis, mais les deux types d'immigration ne peuvent pas être comparés. Alors que les immigrants en Amérique « sont considérés comme les pères fondateurs » et sont connotés positivement, l'immigrant en France ne l'est pas ce qui se voit très bien dans la vie quotidienne en France ainsi que dans les discours de Nicolas Sarkozy, analysés dans le cadre de cette étude.

« Dès les débuts de l'humanité, les migrations ont joué un rôle essentiel dans la diffusion [...] des religions et des cultures. » (Noiriel 2002, 8) L'immigration s'est développée constamment depuis deux siècles ce qui résulte des inégalités provoquées par la révolution industrielle. Celle-ci divisait le globe et les gens se voyaient forcés « de trouver ailleurs les moyens de subsistance » (Noiriel 2002, 10) qui manquaient sur place. Ainsi, ils se voyaient aussi forcés de se déplacer ce qui menait à la mobilité des hommes. Les motifs principaux d'immigration sont surtout les études, le travail, le regroupement familial et les persécutions politiques.

Comme déjà mentionné, l'immigrant en France n'est pas forcément considéré comme quelqu'un qui enrichit le pays ou bien la culture française, mais plutôt comme quelqu'un qui représente une menace et qui est difficile à intégrer. Pour ne pas courir le risque de nourrir le racisme ou bien la xénophobie, il serait important de préciser les termes *étranger* et *immigré* qui seront bien sûr utilisés d'une façon neutre et sans évaluation dans le cadre de cette étude. Le terme *étranger* ne prend « en compte ni les données ethniques ou religieuses, ni l'origine nationale des parents venus d'un autre pays que la France. » (Noiriel 2002, 7) Le terme *immigré* désigne « tout individu

habitant en France mais qui n'y est pas né. » (Noiriel 2002, 7) Si ces termes sont connotés, cela vient de l'usage de la part de Nicolas Sarkozy dans un de ses discours.

1.1. Présentation du contenu

Dans le premier chapitre, je présenterai les objectifs généraux de cette étude, c'est-à-dire les raisons de l'analyse de différents discours du Président de la République Française et quelle est mon intention.

C'est dans le deuxième chapitre que je préciserai la raison de sélection de ces discours et je donnerai des brefs résumés de chaque discours pour donner une première impression au lecteur et préciser ma motivation.

Le chapitre « Immigration et Identité Nationale » comporte l'histoire de l'immigration ainsi que la situation actuelle en France pour montrer le développement de l'immigration, les différentes vagues et les problèmes d'aujourd'hui.

Le chapitre « Comment faire ? – La méthodologie » met en place une propre démarche pratique en se référant à des méthodes de Siegfried Jäger. Ce qui importe dans ce contexte est de savoir que j'ai plus ou moins développé ma propre façon d'analyser les discours en suivant et en transformant les démarches de Jäger au fur et à mesure des besoins et des particularités des discours.

Le chapitre 5 présentera l'analyse des discours de Monsieur Sarkozy prononcés pendant la période de l'été 2006 jusqu'au février 2008. Ainsi, des discours des différentes phases dans la carrière politique de Nicolas Sarkozy, soit comme ministre de l'Intérieur ou bien comme Président de la République Française. L'objectif de ce choix est de révéler un certain développement ou bien changement dans le langage de Nicolas Sarkozy.

Un chapitre final résumera les résultats des analyses, montrera l'attitude de Monsieur Sarkozy ainsi que son choix de langage en ce qui concerne l'immigration, les immigrés et l'identité et s'il y a des caractères et des changements frappants.

1.2. Objectifs généraux de l'étude

Les différentes remarques de Monsieur Sarkozy sur les immigrés telles que « *nettoyer au Kärcher* » les banlieues ou « *Cette racaille, on va vous en débarrasser !* » (Le Nouvel Observateur 2006, 58ff)¹, ont fait sensation et choqué. Comme on peut se

¹ <http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2186/articles/a318104-.html?xtmc=guerredesarkozy&xtcr=14>

l'imaginer, un tel politicien est controversé – aimé ou bien estimé et détesté ou bien redouté à la fois.

Cette étude cherche à analyser comment Nicolas Sarkozy utilise son langage pour parler des immigrés, quels sont les mots pour désigner les jeunes dans les banlieues, etc. Est-ce que sa façon de parler a changé tout le long de sa carrière ou a-t-il gardé son langage, ses mots ? Quel est le caractère général de ses discours ? Son choix de langage dépend-il de son intention, des auditeurs présents, des circonstances ? Y-a-t-il des caractères communs dans les discours choisis, des éléments répétitifs, des particularités ?

Telles seront les questions auxquelles des réponses seront demandées dans le cadre de cette étude.

2. Énoncé et énonciateur

Dans le chapitre 2, je justifierai le choix des discours de Nicolas Sarkozy, Président de la République Française depuis 2007 et ministre de l'Intérieur de 2002 à 2004 sous le gouvernement Raffarin et de nouveau de 2005 à 2007 sous le gouvernement Villepin.

2.1. Le choix des discours

Comme le titre de ce mémoire l'indique, il s'agit d'une analyse des discours choisis, soit sur l'immigration, soit sur des discours qui ont un rapport. Ce sont des discours qui traitent l'immigration en général, des problèmes dans les banlieues, de la crise d'identité ou de la disparition de la culture en France dont Nicolas Sarkozy semble avoir peur. Une critère pour le choix des discours était la date ou bien le moment quand ceux-ci étaient prononcés pour voir si Sarkozy changea sa façon de parler à la longue de sa carrière politique. Comment a-t-il utilisé sa langue comme ministre de l'Intérieur ? Qu'est-ce qui importait pendant sa campagne électorale ? Est-il encore plus sûr de soi ou plus prudent comme président de la République ? Est-ce qu'il essaie plus de faire une politique pour tous les Français comme président que comme ministre de l'Intérieur par exemple ?

Un autre critère était bien sûr le contenu comme il ne suffisait pas d'analyser que des discours qui s'agit de l'immigration en tant que telle, mais des discours qui y ont un rapport en traitant des sujets comme l'identité nationale ou la culture qui change avec chaque nouvelle génération.

2.2 Présentation du contenu des discours

2.2.1 Loi sur l'immigration et l'identité nationale

Le discours, prononcé le 10 juillet 2006 à l'occasion de la conférence euro-africaine sur la migration et le développement de l'Afrique à Rabat en Maroc, traite surtout de l'immigration africaine qui est souvent une immigration clandestine qu'il faut lutter selon le ministre de l'Intérieur. L'objectif de Nicolas Sarkozy sur cette conférence est de présenter son concept d'immigration choisie et celui du co-développement. Un autre objectif est de persuader la jeunesse d'Afrique d'un avenir en dehors de l'émigration et ainsi de la faire rester en Afrique et de réduire l'immigration en France ou bien en Europe en général.

2.2.2 Grande Mosquée

Cette allocution faite le 1^{er} octobre 2007 à l'occasion du rupture du jeûne à Paris n'aborde pas forcément l'immigration ou l'identité nationale, mais la place de l'islam en France. Nicolas Sarkozy constate que l'islam est une partie de la France ainsi qu'un culte présent dans la vie quotidienne des Français et du monde qui les entoure. Il souligne la différence entre un islam *en* France et un islam *de* France pour lequel il se bat – une différence qui est très importante pour lui. De plus, il déclare qu'il est absolument nécessaire de ne pas confondre l'islam et l'islamisme qui se sert de l'islam pour tuer en son nom par exemple. La raison pour laquelle cette allocution fait partie de cette étude est le fait qu'une très grande majorité des immigrés sont des musulmans qui ne semblent pas pratiquer un islam de France souhaité par Nicolas Sarkozy, mais un islam en France à cause duquel il y aurait toujours des difficultés d'intégration et des discussions. L'arrivée de l'islam représente une mutation principale « dans le paysage religieux français » (Roman 1999, 380) Selon Roman, l'islam est une religion qui ne faisait jamais vraiment partie du paysage culturel en France, même s'il y avait toujours des contacts de civilisation entre les musulmans et les chrétiens. De plus, l'islam est une religion qui n'est pas habituée à « être en situation minoritaire, qui plus est dans un milieu massivement laïcisé. » (Roman 1999, 380) Des aspects qui sont toujours liés à l'islam sont des courants fondamentalistes qui « contribuent à faire de cette religion [...] un motif de rejet pour nombre de Français » (Roman 1999, 380) ce qui se retrouve aussi dans l'allocution de Nicolas Sarkozy. Dès lors, ce n'est peut-être pas seulement un rejet de la religion, mais aussi de ceux qui la pratique – les musulmans et ainsi surtout les immigrés en France.

2.2.3 Immigration et l'identité nationale

Le discours sur l'immigration et l'identité nationale, prononcé le 13 mars 2007, traite surtout de la crise d'identité que la France traverse selon Nicolas Sarkozy et qu'il faut combattre. Cette crise d'identité nationale est fortement liée à l'immigration et aux immigrés dont l'intégration n'est pas réussie à cause de plusieurs raisons, telles que le refus d'adopter les valeurs, la culture et la langue, bref l'identité de la France de la part des immigrés. Ce refus mène, selon Sarkozy, à la destruction de la nation. Ainsi, une reconstruction d'une culture commune, dont Sarkozy s'occupera, semble nécessaire. Le

futur président parle de ce qu'il veut et va changer, ce qu'il va promouvoir et renforcer ainsi que des conditions pour les immigrés de venir vivre en France.

2.2.4 Une nouvelle politique pour les banlieues

Le discours *Une nouvelle politique pour les banlieues*, prononcé le 8 février 2008, ne parle pas forcément des immigrés, mais surtout des problèmes et des difficultés auxquelles les banlieues de la France font face. Nicolas Sarkozy se prononce entre autres sur ses projets pour l'avenir, tels que la construction des nouvelles villes, la lutte contre la violence et la délinquance ou le changement des ghettos. La raison pour laquelle ce discours fait partie de cette étude est le fait que la plupart des habitants vivant dans les banlieues sont des immigrés. Malheureusement, il n'y a pas de statistiques ethniques en France qui pourraient prouver cette affirmation. Le taux officiel des immigrés dans les banlieues est très faible comme les gens nés en France reçoivent tout de suite la nationalité française. Ainsi ils sont des Français et n'apparaissent pas dans les statistiques. Comme beaucoup ou bien même la plupart des habitants dans les banlieues sont des immigrés de la première ou deuxième génération, Sarkozy associe implicitement la situation des banlieues à la présence des immigrés et fait une distinction entre les personnes qui sont les bienvenues en France et celles-ci qui ne le seraient pas. Ce discours comprend aussi la situation des jeunes en général et comment elle pourrait être améliorée ainsi que les erreurs de l'Etat ou bien des gouvernements précédents. Pour conclure, Sarkozy s'exprime sur la France qu'il rêve et qu'il imagine.

Les discours *Une nouvelle politique pour les banlieues* et *Immigration et Identité nationale* comprennent des parties traitant des sujets pas important pour cette étude. Ainsi, celles-ci n'étaient pas pris en considération.

2.3 Brève biographie de Nicolas Sarkozy

Le président de la République française, Nicolas Sarkozy, est né le 28 janvier 1955 à Paris. Sa mère était française, son père était hongrois qui était en exil en France lorsque la Hongrie « a été envahie par la Russie communiste. » Sa famille lui a enseigné les valeurs gaulistes, comme il dit : « l'amour de la France et le refus de la fatalité. » (www.sarkozy.fr) Il fait des études de droit privé et obtient le certificat d'aptitude à la profession d'avocat en 1981. (www.elysee.fr)

Sa carrière politique commence en 1977 quand il devient conseiller municipal de Neuilly-sur-Seine. Six ans plus tard, il devient maire de Neuilly-sur-Seine, un poste qu'il occupe jusqu'en 2002. Pendant ses années comme maire, il occupe aussi d'autres fonctions au gouvernement, par exemple « Ministre du Budget (1993-1995), de la Communication (1994-1995) ainsi que Porte-parole du gouvernement (1993-1995) » (<http://tf1.lci.fr>)

Le 7 mai 2002, Nicolas Sarkozy est nommé ministre de l'Intérieur et en 2004 « il devient ministre d'Etat, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. » (<http://tf1.lci.fr>)

Le 28 novembre 2004, il est élu président de l'UMP (Union pour un Mouvement Populaire).

En 2007 Monsieur Sarkozy se porte candidat aux élections présidentielles dont il remporte le second tour et devient ainsi le 23^e président de la République Française.

Nicolas Sarkozy semble être un homme politique qui a beaucoup de succès, mais à cela près, il est aussi l'auteur de plusieurs livres comme *La République, les Religions, l'Espérance* ou *Témoignage*, un livre plus ou moins autobiographique.

Sarkozy n'est pas seulement un candidat, il est aussi un président qui déchaîne de nombreuses passions, provoque tellement d'antagonisme et fait l'objet de détestation. Sa victoire était écrasante comme chez nul autre candidat avant.

Comparé aux candidats ou bien aux présidents sortants, il est un jeune président de 52 ans, mais sa carrière politique a commencé tôt comme déjà mentionné plus tôt. Louis-Jean Calvet le décrit comme « [M]inistre hyperactif et grand maître de la communication » (Calvet 2008, 11) qui est présent partout, particulièrement dans les médias.

En ce qui concerne la campagne, elle donnait l'impression étrange comme « la candidate de la gauche parlait comme la droite, et le candidat de droite parlait comme la

gauche... » (Calvet 2008, 5) Sarkozy se servait de Jaurès, de Blum ou de la culture ouvrière et des travailleurs par exemple.

Une des raisons de sa victoire écrasante semble avoir été son langage qui est décrit comme « langage musclé du ministre de l'Intérieur, de la racaille au Kärcher [...] et le flirt avec le vocabulaire du Front National ». (Calvet 2008, 5) Dès lors, Sarkozy empruntait et emprunte toujours beaucoup de mots et de thèmes du discours d'autres directions politiques et construit très peu son propre discours. Ainsi, il vide le contenu et coupe l'herbe sous le pied de ses adversaires. (Calvet 2008, 7)

Selon Louis-Jean Calvet (2008, 8), le langage de Sarkozy a changé au fil des ans, parce qu'il n'y a « [P]lus de racaille, ni de Kärcher. » Henri Guaino qui est son conseiller et plume et qui « écrit une grande partie de ses discours » jouait certainement et joue toujours un rôle décisif pour la rédaction des discours et le développement de ceux-ci. Ce qui montre que Nicolas Sarkozy n'écrit pas ses textes soi-mêmes. Henri Guaino est décrit comme un « ancien séguiniste [...] comme fervent gaulliste sociale. » (Calvet 2008, 8) Il semble avoir proposé la facture sociale comme thème pour la droite, déjà pendant la campagne de Jacques Chirac en 1995 ce qu'« il fallait [...] pour faire oublier [...] les écarts de langage du ministre de l'Intérieur ». (Calvet 2008, 8)

Henri Guaino intègre des éléments stylistiques frappants dans le discours de Nicolas Sarkozy, ajoute des thématiques humanistes, réfère souvent à l'histoire républicaine et ouvrière ce qui se montre aussi dans les discours analysés dans cette étude.

Mais ce n'est pas seulement son langage qui a changé, mais aussi ses gestes agressifs ou sa nervosité par exemple. (cf. Calvet 2008, 5ff)

2.3.1 Le style de Sarkozy

Comme dans tous les textes, il se trouve aussi dans les textes de Sarkozy ou bien de Guaino des traces stylistiques qui se retrouvent continuellement : « choix du vocabulaire, mots fétiches et tics de langage, longueur des phrases, utilisation des temps verbaux, de la ponctuation, etc. » (Calvet 2008, 23)

La langue de Sarkozy s'illustre par des euphémismes convenus ou la langue de bois même s'il risque de choquer et de provoquer. Son langage est plutôt simple et concis et présente beaucoup de répétitions, presque obsessionnellement, ainsi qu'un certain slogan publicitaire, du populisme ou de démagogie.

Il y a plusieurs caractères stylistiques tels que des phrases courtes, un vocabulaire limité, des répétitions omniprésentes ou un vocabulaire verbal. (cf. Calvet 2008, 27)

Des phrases courtes servent à attirer l'attention de l'auditeur qui préfère surtout « un discours politique plus alerte » (Calvet 2008, 28) ce qui n'implique pas forcément une accélération du tempo.

En ce qui concerne le vocabulaire limité, la richesse lexicale chez Sarkozy tombe à 428 mots différents environ pour 1000 mots ce qui est peu comparé à certains autres hommes ou femmes politiques. Ce qui importe, c'est le type du discours, c'est-à-dire si le discours est plus médiatique, généraliste ou bien spécialisé et multiple.

Pour les répétitions, on peut dire que tous les politiciens s'en servent, en particulier dans la forme des anaphores aux débuts de phrases, mais Nicolas Sarkozy est le seul qui les utilise d'une façon très systématique. (cf. Calvet 2008, 30ff)

Ce qui caractérise aussi le discours sarkozien est un vocabulaire verbal, c'est-à-dire que la fréquence des verbes est plus forte et plus importante que celle des noms. Ce discours verbal s'approche plus de la conversation courante ou narrative. Selon Louis-Jean Calvet (2008, 36)

[U]n discours politique très nominalisé prend donc une tonalité immanquablement abstraite, technocratique et détachée, tandis qu'un discours verbal donne [...] l'impression du dynamisme et du mouvement.

En ce qui concerne l'usage des pronoms, le discours de Nicolas Sarkozy s'illustre aussi par une certaine omniprésence et hyperprésidence. Il parle toujours d'une façon comme s'il était en campagne, il cherche toujours une caméra ou un micro et veut se mettre en scène continuellement. Le pronom *je* se retrouve environ 17 fois pour 1000 mots ce qui se montre aussi dans les discours dans cette étude. En général, le discours politique semble s'être personnalisé les dernières décennies. Alors que Georges Pompidou par exemple utilisait *je* 12 fois pour 1000 mots, François Mitterrand l'utilisait 24 fois ce qui présente le record d'égotisme. Ainsi, l'égoïsme de Nicolas Sarkozy semble relatif. (cf. Calvet 2008, 39f) Quand-même, Sarkozy donne l'impression d'un égotisme extrême comme il utilise très peu les pronoms *nous* et *vous* qui sont, à côté du *je*, des personnes de l'interlocution et « mettent en prise directe l'orateur et ses auditeurs » (Calvet 2008, 42)

Le verbe modal qui domine dans le discours sarkozien est le verbe *vouloir* ce qui montre son caractère autocentré. Dans tous les discours analysés dans cette étude, le verbe *vouloir* apparaît 116 fois ce qui présente une fréquence de huit occurrences pour 1000 mots.

En ce qui concerne la rhétorique, Louis-Jean Calvet (2008, 51) décrit Sarkozy comme « expert dans la manipulation rhétorique, très souvent fondée sur la séduction et l'établissement d'une connivence avec l'interlocuteur ».

Il se sert souvent des phatiques par exemple, c'est-à-dire de petites phrases qui ne servent qu'à renforcer ou établir la communication, qu'à obtenir la sympathie et, au mieux aussi l'adhésion. (cf. Calvet 2008, 51ff) De telles phatiques se trouvent aussi dans nos discours, par exemple *écoutez, nous le savons tous, etc.*

Un autre élément qui se trouve dans nos discours sont les questions rhétoriques qui ne sont guère de vraies questions et n'appellent ni *oui* ni *non* ni une certaine information. Ces questions apparaissent surtout dans des contextes émotionnels ou dramatiques et cherchent à entraîner « l'assentiment obligatoire de l'interlocuteur » (Calvet 2008, 55) comme il n'a pas la possibilité de répondre. Souvent il est aussi difficile de ne pas être d'accord avec la personne posant une question rhétorique comme ces questions entraînent des réponses automatiques et l'interlocuteur ne peut rien faire qu'applaudir. (cf. Calvet 2008, 55f)

Dans son livre, Louis-Jean Calvet mentionne aussi le leitmotiv de *dire la vérité aux Français* qui se retrouvent aussi dans les discours analysés dans ce cadre. Nicolas Sarkozy prétend de ne pas avoir le droit de parler en France ce qui est surtout typique des discours tenus vers la fin de la campagne. Chez le discours *Immigration et Identité nationale*, Nicolas Sarkozy mentionne aussi qu'il veut dire la vérité aux Français et que « [R]ien ni personne ne [l]'en fera changer. » (fig. 32) La question qui s'y pose est de savoir qui le lui interdit. (cf. Calvet 2008, 61ff)

Ce qui est aussi très typique pour le discours politique est de le commencer par une phrase plus ou moins stéréotypée qui exprime l'émotion de l'homme politique et sa gratitude de pouvoir parler devant le public. Même s'il n'est pas courant qu'un homme politique s'exprime sur ses émotions, sauf sur son amour pour la France par exemple, Sarkozy avait un vocabulaire des émotions deux fois plus présent que Ségolène Royal par exemple. (cf. Calvet 2008, 70ff)

Un autre thème qui se retrouve chez Nicolas Sarkozy est celui du travail, emprunté à la gauche. Il parle de la culture ouvrière et des travailleurs, de la volonté de travailler, d'une formation, de la réussite au marché du travail ou bien dans le monde du travail. Il met le sujet du travail et de l'argent étroitement en rapport à l'immigration comme condition pour le regroupement familial par exemple. (cf. Calvet 2008, 105ff)

Parlant de l'immigration, Nicolas Sarkozy entreprend un virage à droite en parlant de la création d'une ministère de l'immigration et d'identité nationale. Beaucoup d'autres hommes politiques le qualifie comme flirt avec l'extrême-droite. Le vocabulaire de Sarkozy peut être classifié comme sécuritaire et antimigratoire. Quandmême, il savait certainement choisir son langage pour ne pas risquer d'irriter d'autres membres de l'UMP ou de déplaire aux électeurs dont il a besoin des votes. Le champ sémantique du mot *immigration* manifeste surtout un vocabulaire négativement connoté : *clandestin, migrant, flux, conséquence, nombre, malheureux*, etc. Des mots-clés très controversés sont par exemple *l'immigration choisie* ou *l'immigration subie* qui a une connotation très péjorative. Pour substituer le thème de l'immigration, Nicolas Sarkozy parle de l'identité – deux thèmes qui sont très fortement liés et associés à la crise d'identité dont cette étude s'agira aussi. (cf. Calvet 2008, 135ff)

Enfin, il semble important pour l'étude dans ce cadre de rappeler que Nicolas Sarkozy se servait et se sert toujours des thèmes d'autres directions politiques, si c'est la gauche, l'extrême-droite ou le centre n'importe pas vraiment.

2.4. L'UMP – son histoire et ses valeurs

UMP est l'acronyme pour *Union pour un Mouvement Populaire* qui n'a été créé qu'en 2002 de l'ancien parti RPR. Sur le site officiel de l'UMP, on décrit cette création comme « un tournant politique majeur dans le paysage politique français. » Le but de l'UMP est de répondre avec clarté et sincérité à des décennies du 20^{ème} siècle caractérisées par l'inquiétude et la méfiance envers la politique.

L'UMP se décrit comme mouvement « moderne, démocratique, ouvert et respectueux des sensibilités de chacun »², un mouvement qui rassemble des femmes ainsi que des hommes et qui se tourne « vers l'avenir, l'audace et l'imagination » (idem). Avec près de 400 000 adhérents, il est le premier parti politique en France.

En ce qui concerne ses valeurs, l'UMP les déclare comme la liberté, la responsabilité et la solidarité ainsi que la nation française et l'Europe.

Pour l'UMP, la liberté est « la valeur essentielle qui permet à chacun d'imaginer, d'agir, de créer. »³ C'est une valeur exprimée à tous les niveaux de la société et qui respecte chacun des concitoyens.

² http://www.u-m-p.org/site/index.php/ump/l_ump/notre_histoire

³ http://www.u-m-p.org/site/index.php/ump/l_ump/nos_valeurs

La responsabilité est très proche liée à la liberté pour l'UMP, car la personne qui est libre est aussi responsable, donc un citoyen n'a pas que des droits, mais aussi des responsabilités ce qui se retrouve continuellement dans les discours analysés de cette étude.

Concernant la solidarité, l'UMP la définit comme « donner à chacun la possibilité d'une nouvelle chance »⁴ et de le protéger contre la maladie, le handicap, la dépendance ou le chômage par exemple.

La nation française est bien sûr très importante pour un parti politique en France, ainsi pour l'UMP, car elle fonde l'identité commune. La nation est « riche d'une histoire [...], [d]es valeurs républicaines, notre culture, notre langue », etc. L'UMP refuse le communautarisme qui dissout l'identité française, mais elle est aussi convaincue « de la richesse des différences que l'intégration républicaine garantit. » (idem)

« L'Europe est le fruit d'une volonté commune qu'il faut poursuivre. » (ibid) L'UMP voit l'Europe comme un élargissement des perspectives, comme un projet commun qui confronte des systèmes ce qui permet à chaque pays de progresser. L'Europe est une entreprise dure qui essaie ou bien devrait essayer d'inventer « une construction où chaque pays conserve son identité tout en s'unissant aux autres. » (ibid) Pour l'UMP, il est important de prendre des décisions fortes au niveau européen, mais de laisser d'autres décisions qui sont plus près au citoyen au niveau national.

⁴ http://www.u-m-p.org/site/index.php/ump/1_ump/nos_valeurs

3. Le fond socio-historique

3.1 *L'histoire de l'immigration en France*

En ce qui concerne le peuplement, la France peut être considérée comme l'Amérique de l'Europe, au sens où les habitants d'aujourd'hui sont tous [...] 'issus de l'immigration'. (Noiriel 1992, 43)

En France, celle-ci est un phénomène ancien qui était encore stimulée au XIX^e siècle à cause de plusieurs raisons : l'Empire colonial, la tradition d'accueil des réfugiés politiques, l'agrément relatif de la vie en France et les besoins en main-d'œuvre liés à la croissance économique. Ce sont des immigrés touchés par la famine, le chômage, la guerre, la révolution ou la dictature chez eux. (cf. Pitte 1997, 41f) Dans l'ensemble, on divise l'immigration en trois grandes périodes : (cf. Haëm 1999, 3f)

- L'immigration des années 1850 jusqu'à la première guerre mondiale, qui était surtout une immigration de main-d'œuvre grâce à l'essor économique et une immigration voisine, c'est-à-dire que les immigrés venaient surtout d'Italie et de Belgique. Pendant la première guerre mondiale, la « stagnation économique » a ralenti un peu le flux migratoire. De plus, la France connaissait un développement d'une hostilité envers les étrangers.
- Dans la seconde période, il y a deux phases. Tout d'abord la forte immigration pendant les années 1920 liée à la première guerre mondiale où la France a perdu un grand nombre de sa population. Dès lors, et grâce à un boom économique, il y avait de nouveau un appel aux mains-d'œuvre étrangères. Pendant cette phase, le nombre des immigrés s'est multiplié par trois. Donc, cette immigration était surtout une immigration économique ainsi qu'une immigration de réfugiés. La deuxième phase, pendant les années 1930, était « une phase de reflux de l'immigration » à cause d'une crise économique. Avec la chute de la III^e République et le début de régime de Vichy, qui était plutôt raciste et antisémite, cette période s'est terminée.
- L'immigration de 1945 jusqu'à aujourd'hui est marquée par une forte immigration pendant les « Trente Glorieuses » de 1945 à 1974 où l'économie française a connu un énorme essor. Ainsi, il s'agit de nouveau d'une immigration économique et de réfugiés. En 1974, la croissance économique freinait et le gouvernement a demandé l'arrêt de l'immigration, « sauf dans le

cadre du regroupement familial et des demandes spécifiques » venant d'employeur. Après 1974, il y avait une phase de reflux, aussi à cause d'une hostilité croissante envers les immigrés dont le Front National a trouvé un bouillon de culture.

Dès lors, la France était toujours un pays ouvert où il n'y avait pas seulement de vastes invasions de l'Antiquité, mais aussi des migrations tranquilles de l'époque contemporaine, ainsi des groupes humains qui étaient plus ou moins importants et qui ont passé la France et se sont établis en France.

Ainsi se constitua une société bigarrée, diversée par les origines de ses membres, leurs pratiques sociales et culturelles, leurs projets professionnels, leurs aptitudes à l'insertion dans le pays d'accueil. Avec l'augmentation de l'effectif des immigrés se posèrent des problèmes nouveaux ou d'une ampleur jusque-là inégalée. (Schor 1996, 5)

A partir des années 1970, l'immigration commence à poser des problèmes. A cause de la crise économique, ce sont surtout les immigrés qui sont touchés par le chômage, ils logent dans les logements les moins chers construits dans les années 1960/ 70 qui ne servent à rien d'autre que dormir. Dès lors, ils sont souvent les plus pauvres et peu appréciés. (Pitte 1997, 46) Cela ainsi que le taux d'activité sont des raisons pour lesquelles on parle de « l'aspect 'prolétarien' de l'immigration », car la plupart des immigrés, soit 60%, travaillent toujours dans l'industrie et ils sont surtout acceptés « pour leur force de travail. » (Noiriel 1992, 65)

De plus, le taux d'analphabétisme parmi eux freine encore l'assimilation et l'intégration. Cette marginalisation de certains immigrés est entre autre une des sources des problèmes récents comme les émeutes dans les banlieues de Paris en 2005, la consommation et le commerce de drogue, les agressions, etc. Une solution n'est pas facile à trouver comme « il n'y a pas 2 banlieues 'sensibles' identiques », mais une grande diversité, selon Pitte. (1997, 46)

3.2 La situation actuelle

En 1990, 6,35% de la population française étaient des étrangers et ce chiffre reste plus ou moins stable. 50% des immigrés étaient d'origine européenne et « les cinq communautés les plus nombreuses sont aujourd'hui originaires du Portugal, d'Algérie, d'Italie, du Maroc et de l'Espagne ». Elles représentent 60% de la

population totale immigrée. La grande diversité des origines parmi les immigrés explique la « multi-nationalité » dans la France actuelle.

En 1910, l'immigration maghrébine commençait, qui semble être l'immigration la plus fréquente aujourd'hui. (cf. Insée 1997, 18)

Concernant l'immigration, il reste à dire qu'il y a différents motifs à celle-ci. Avant 1975, il s'agissait surtout de raisons économiques, c'est-à-dire qu'il y avait beaucoup d'immigrés qui se sont installés en France pour trouver un emploi. A partir de 1974, quand l'Etat français a interdit l'immigration, c'était le regroupement familial. Pour les immigrés de l'Asie et du Sud-Est, c'étaient surtout des raisons politiques et pour ceux d'Afrique, les études. En ce qui concerne les études, il faut dire qu'il y a beaucoup d'immigrés qui ne peuvent pas les faire car elles coûtent cher. Dès lors, les immigrés ont souvent une mauvaise formation ou un mauvais emploi dont les conséquences sont le chômage et le mécontentement.(idem, 26)

Selon Schor (1996, 285) un des plus grands problèmes est que les immigrés, et surtout ceux de la deuxième génération, se placent normalement dans un « 'entre-deux socio-culturel' ». D'une côté, ils « restent fidèles à des comportements et à une identité d'origine, amenés de leurs pays ou transmis par les parents. » D'un autre côté, leurs modes de pensée ou bien les pratiques sont transformés plus ou moins profondément par la socialisation des jeunes ou l'éducation, bref par la vie en France. La façon du changement dépend de différents facteurs, soit le milieu social, la structure de la famille, la nationalité, le sexe, la religion ou le niveau de vie par exemple. Donc, cette évolution est très complexe et entraîne des modifications sociales et culturelles, qui expliquent peut-être mieux les problèmes des immigrés.

Depuis 1945, la population a augmentée de plus de 40% à cause de l'immigration et 20% des personnes qui sont « nées en France possèdent au moins un parent ou un grand-parent ayant immigré au cours du siècle écoulé. » (Schor 1996, 6)

3.3 L'identité: problèmes et concepts

« L'identité donne sens à l'existence. » (Lamizet 2002, 5f) Pour nous et notre psychisme, l'identité est essentielle comme on se définit par celle-ci. Dès que l'identité nous manque ou on la perd, on ne se reconnaît plus, on perd sa voix, son nom - des situations qu'on appelle la folie. (cf. Lamizet 2002, 282)

Selon Lamizet (2002, 10), « la question de l'identité se pose d'abord au singulier » comme il faut toujours trouver son identité par rapport aux autres, avant qu'on peut la trouver comme membres d'une société. Lamizet distingue quatre formes caractéristiques de la dimension sociale de l'identité. D'abord, c'est la langue qui nous donne la possibilité de nous identifier dans un cadre public. Puis, c'est le nom qui donne un signifiant à l'identité et qui montre la singularité de l'existence. De plus, elle est spécifiée par le statut, c'est-à-dire le statut politique, social ou professionnel qui représente une part de l'identité. Enfin, c'est la culture, c'est-à-dire les pratiques culturelles et symboliques, qui marque l'identité de chacun ainsi que d'une société par exemple.

Dés qu'on quitte le cadre familial et qu'on entre dans l'espace public, notre identité est mise en question car nous sommes confrontés à « une forme de *miroir social* » (Lamizet 2002, 11) et nous représentons notre identité par rapport aux autres membres soit de la même société soit d'une autre. Lamizet ajoute une autre forme de l'identité, soit la citoyenneté qui indique la dimension politique de l'identité et les droits civils et politiques qui y sont attachés.

3.3.1 L'identité culturelle

La culture n'est pas seulement considérée comme un produit, mais aussi comme un potentiel ou une ressource originaire du développement d'un acteur social. L'identité de celui-ci pourrait être enrichie et rendue plus ouverte grâce à l'hétérogénéité culturelle qui existe aujourd'hui. Cela rend possible l'existence des sociétés multiculturelles – une forme d'une société dont la France semble de s'approcher de plus en plus. Dès lors, une société ne peut jamais être réduite à une simple identité comme elle n'est pas du tout passive, mais comme elle bouge presque tout le temps et traverse des changements. Selon Vinsonneau

la conception de l'identité culturelle donne lieu à des descriptions énumératives de traits, de fonctions et de comportements, individuels ou

collectifs, que l'on considère comme définitivement attachés aux porteurs d'identité. (2002, 11)

Dès lors, un individu se développe d'après les conditions socioculturelles données et il a le choix d'appartenance, c'est-à-dire qu'il élabore son attachement d'appartenance et fonde indirectement son identification commune. Cela veut dire qu'on partage des valeurs, qu'on s'inscrit dans un tissu social, qu'on adopte un statut subjectif, un certain rôle dans la société, des comportements ainsi que des attentes sociales spécifiques. L'acteur social construit à la fois sa culture et son identité propre qui est aussi une identité mobile à cause de différents contacts culturels qui peut nous inciter à la reformer.

3.3.2 L'identité nationale

L'identité nationale est liée au processus d'étatisation nationale qui a évoqué une différenciation interne entre les Etats. Il y a de différents éléments identitaires de l'appartenance à un Etat comme la génération, la religion, la ville, le quartier ou le village où on habite, le marché de travail, la monnaie ou la langue par exemple. En ce qui concerne la langue, il y a même de différentes formes, des accents ou dialectes qui sont variables selon le milieu social ou local et selon le contexte culturel par exemple. L'identité nationale est une identité latente ou cachée tant qu'on ne la voit pas mise en danger. Normalement, elle est intériorisée d'une part sous la forme d'habitus nationale comme la façon de parler, les manières et les coutumes, etc. D'autre part, elle n'est pas consciente comme on vit à l'intérieur d'un groupe national. (cf. Noiriel 2001, 205f)

Noiriel cite Michelet pour qui « la France est le pays du monde où la nationalité, où la personnalité nationale se rapprochent le plus de la personnalité individuelle ». Celui-ci ajoute que « si l'Angleterre est un empire; l'Allemagne un pays, une race; la France est une personne. » (idem, 140)

3.3.3 L'identité française

La raison pour laquelle le sujet de l'identité est traité dans le cadre de cette étude est le fait que Nicolas Sarkozy voit l'identité française en danger à cause du nombre des immigrants entrant et s'installant en France. Il pense que l'immigration pose un problème à l'identité nationale qui mène à une certaine crise d'identité. Apparemment, les Français n'ont plus le droit de parler de leur identité et de ceux qu'ils sont.

Selon Noiriel l'identité de chaque peuple est fortement liée à leur histoire et comme « toute histoire s'écrit au présent » (Noiriel 2001, 78), c'est souvent l'histoire qui détermine l'identité.

Dès lors, pour aborder l'identité française, il faut tenir compte les événements historiques les plus importants et, bien sûr, les facteurs présents qui pourraient déterminer ou bien déterminent l'identité française d'aujourd'hui.

L'identité française date du fameux Dimanche de Bouvines en 1214, c'est-à-dire la première victoire de la nation française, et de la Guerre de Cent Ans avec Jeanne d'Arc. Cette précocité implique la solidité de l'identité française et la conscience des Français de leur différence, qui leur donne souvent une réputation d'arrogance.

Selon Pitte (1997, 26)

l'identité française semble aujourd'hui moins vigoureuse qu'entre le milieu du XIX^e et le milieu du XX^e siècle, mais elle demeure très affirmée, loin d'être en train de disparaître dans une Europe encore balbutiante.

4. Comment faire ? – La méthodologie

4.1 *L'analyse de discours*

Comment l'analyse de discours qui fait appel à la linguistique est-elle considérée dans l'espace germanophone ainsi qu'en France ? Elle est une science interdisciplinaire qui lie des éléments de la linguistique, de l'histoire, de la sociologie et même de la psychologie ou de la philosophie. La linguistique ou bien la linguistique de texte est souvent considérée comme discipline *peu confortable* parmi les sciences car elle manque souvent de rapport à la pratique ou celui-ci est ridicule. Il en ressort clairement qu'elle ne s'intéresse pas au contenu d'un texte.

Selon Sowinski (cf. Jäger 1994, 14f), la linguistique s'intéresse surtout au processus réglé de la constitution d'un texte, à la réalisation, aux éléments coopérants et aux fonctions communicatives ainsi qu'aux effets des textes. Mais comment comprendre les fonctions communicatives et les effets d'un texte sans connaître son contenu ?

La linguistique pensait que celui-ci serait l'affaire d'autres disciplines et ratait souvent l'objet de sa science parce qu'elle ne se voyait pas comme partie de cette société en ce qu'elle faisait: une position qu'il fallait surmonter. Il est nécessaire d'étudier le rapport entre des remarques linguistiques au discours et son rapport à la réalité, au moins de comprendre des textes comme des fragments de discours qui transportent des contenus sociaux de tout type et qui se réfèrent à des processus sociaux.

Il faut aussi considérer les formes d'argumentation, la métaphore, la symbolique collective avec laquelle des disparités peuvent être liées et connectées et avec laquelle des contradictions, peut-être cachées, ou des effets peuvent être réalisés.

L'objet central de la linguistique est bien sûr la langue qui est utilisée par des individus dans certaines sociétés, ainsi il est indispensable de mettre en rapport la linguistique traditionnelle aux questions psychologiques et sociologiques. La langue est un phénomène social et il faut considérer le contenu transporté, les modes de vie des hommes, leurs actions et leurs actes qui sont étroitement liés au parler et au penser. Il faut donc considérer que les non-linguistes se servent de la langue d'une façon facile, sans trop y penser et sans connaître les régularités linguistique. L'usage langagier est complètement routinier, car il utilise des routines acquise pendant le processus de socialisation en parlant et en pensant. (cf. Jäger 1993, 11ff)

4.2 *Critical Discourse Analysis*

Avant de traiter la méthode de Siegfried Jäger, l'analyse de discours critique, nous traiterons du Critical Discourse Analysis (CDA) de Ruth Wodak et Michael Meyer.

Selon Ruth Wodak, la recherche linguistique était focalisée sur des aspects formaux de la langue qui constituait la compétence des orateurs et pouvait être isolée des circonstances de l'usage langagier. Dans un tel contexte, l'attention aux textes, leurs productions et leur interprétation ainsi que leur relation aux structures sociales signalaient un intérêt très différent. (cf. Wodak 2001, 5)

La notion de *critique*, qui est très inhérente au programme du CDA, peut être comprise de façons très différentes. En principe, *être critiquant* s'apparente à avoir une certaine distance aux données, les encadrer dans un contexte social, prendre explicitement une attitude politique et focaliser une réflexion sur soi-même comme les scientifiques. (cf. Wodak 2001, 9)

Selon Jäger une analyse de discours peut être critique dans la mesure où elle peut rendre visibles des structures cachées, qui peuvent être critiquées après ou pas. Cependant, au sens propre, elle ne devient que critique quand elle est associée à des considérations morales et éthiques qui sont fondées. (cf. Jäger 1993, 19)

Les théories critiquantes, tel que CL (Critical Linguistics) ou CDA, sont des références pour l'activité humaine. Elles visent à produire un esprit éclairé et de l'émancipation. Ce sont des théories qui ne cherchent pas seulement à décrire et à expliquer, mais aussi à enlever une certaine illusion. Bien que différents concepts idéologiques existent, le but d'une théorie critiquante est de faire remarquer comment des illusions à l'égard de nos besoins et de nos intérêts s'établissent. Pour le CDA, la langue n'est pas puissante elle-même, mais elle reçoit du pouvoir par les gens qui l'utilisent d'une façon puissante. Ainsi le CDA prend souvent la perspective de ceux qui souffrent et analyse d'une façon critique l'usage langagier de ceux au pouvoir, qui sont responsables des inégalités et qui auraient les moyens et les possibilités d'améliorer les conditions ou bien une certaine situation. Une caractéristique propre du CDA est son intérêt pour le pouvoir comme condition centrale dans la vie sociale et ses efforts d'établir une théorie de langue qui incarne le pouvoir comme première prémisses. (cf. Wodak, 2001, 9f)

En ce qui concerne le pouvoir, il est nécessaire de considérer les relations de différences et particulièrement les effets des différences des structures sociales. L'unité constante de la langue et d'autres affaires sociales garantissent que la langue est entourée du pouvoir social des façons nombreuses : la langue catalogue le pouvoir, la langue exprime du

pouvoir, la langue est incluse là où il y a du conflit sur le pouvoir ainsi qu'un enjeu de pouvoir. Le pouvoir n'est pas dérivé de la langue, mais la langue peut être utilisée pour acquérir du pouvoir, pour le saper ou pour modifier sa distribution un jour ou l'autre.

De plus, le pouvoir ne se remarque pas seulement par des formes grammaticales dans un texte, mais aussi par le contrôle d'une personne sur un événement social ce qui peut se révéler par le genre d'un texte. (cf. Wodak 2001, 11ff)

Pour Michael Metzeltin, la fonction fondamentale de la langue est la constitution d'une réalité. Celle-ci est structurée d'une façon qui permet de la saisir et de la percevoir. Quelque soit la manière, l'association de mots est toujours une tentative d'exercer du pouvoir. Pour identifier et comprendre ce pouvoir, il faut toujours demander quelle réalité est saisie par qui, comment, pourquoi et pour qui. Quel pouvoir s'exerce sur une personne? (cf. Metzeltin 2006, 228)

Selon Bochmann, le rapport à la réalité et son reflet sont idéologiquement déterminés dans le texte politique et dépendants de la situation historique et concrète. De même, la représentation et la réalité ne sont pas rarement en contradiction. La représentation peut être soit une anticipation pour l'avenir dont l'illustration veut encourager sa réalisation, soit des pratiques influentes qui servent à transmettre de mauvais modèles pour des actions pratiques. Dès lors, il faut être très prudent en analysant de tels textes et il faut toujours auparavant analyser la réalité. (cf. Bochmann 1986, 6f)

Selon Michael Meyer, il ne faut pas comprendre le CDA comme une méthode simple, mais surtout comme une approche qui se constitue sur des niveaux différents. Les différences entre le CDA et d'autres approches socio-linguistiques sont les principes généraux du CDA. Par exemple, il soulève plusieurs questions de recherche. Il comprend tous les discours comme historiques qui ne peuvent qu'être compris dans leur contexte. Elle réfère à des facteurs extra-linguistiques comme la culture, la société et l'idéologie. De toute façon, la notion de contexte est cruciale pour le CDA comme celui-ci contient explicitement des composantes socio-psychologiques, politiques et idéologiques qui requièrent une procédure interdisciplinaire. De plus, le CDA est ouvert à tous les facteurs qui pourraient exercer une influence sur les textes et il ne présuppose pas qu'une relation simplement déterministe entre la langue et la société, mais invoque une idée de médiation. (cf. Meyer 2001, 14f)

Pour le CDA il n'y a pas de façon typique de collectionner des données. Il n'y a pas une phase spécifique où il faut amasser des données et laquelle doit être terminée à un certain moment ou avant commencer avec l'analyse. Après avoir collectionné les

premières données, il faut effectuer les premières analyses, trouver des indicateurs pour certains concepts, étendre des concepts à des catégories et accumuler de nouvelles données sur cette base. Ainsi, il n'y a pas de ligne claire entre la collection des données et l'analyse en tant que telle. (cf. Meyer 2001, 23) Une analyse complète d'un texte pourrait prendre quelques mois et remplirait une centaine de pages. Ainsi une telle analyse ne se justifie pas ici. Dès lors, il faut faire des choix et sélectionner les structures qui sont essentielles pour l'étude d'une question sociale pour une analyse plus particulière. Si l'on veut examiner les façons dont un orateur ou un auteur exerce du pouvoir avec leurs discours, il ne suffit pas d'étudier les propriétés qui peuvent varier entre la fonction linguistique et la fonction d'une puissance sociale. Ainsi, l'accent et l'intonation, l'ordre des mots, le style lexicale, la cohérence, un mouvement sémantique, le choix du sujet, l'organisation schématique, des figures rhétoriques et la plupart des formes d'interaction sont en principe sensibles au contrôle de l'orateur. D'autres structures comme la forme d'un mot ou beaucoup de structures des phrases sont grammaticalement obligatoire et contextuellement invariable, elles ne sont pas sujettes au contrôle de l'orateur et donc insignifiantes pour une étude du pouvoir social. (cf. van Dijk 2001, 99)

Dans son article, Michael Meyer cite Jäger qui différencie en deux temps l'analyse : le premier temps est plus orienté sur le contexte tandis que le deuxième est plus orienté sur la langue elle-même. Il considère des aspects qualitatifs ainsi que quantitatifs, soit : (cf. Meyer 2001, 25)

- la façon et la forme de l'argumentation
- certaines stratégies d'argumentation
- la logique intrinsèque et la composition d'un texte
- des implications et des insinuations qui sont d'une certaine façon implicites
- la symbolique collective ou bien figurative, la métaphorique, etc.
- l'idiome, les proverbes, les clichés, le vocabulaire et le style
- les acteurs (les personnes, la structure pronominale)
- les références (les scientifiques p.ex.)
- les sources

Cette étude se concentrera sur la méthode de Jäger expliquée dans son livre *Text- und Diskursanalyse. Eine Anleitung zur Analyse politischer Texte*. Cette méthode contient bien sûr aussi des aspects cités au-dessus et sera traitée plus en détail ultérieurement.

L'un des intérêts de la présente étude est d'observer d'une part comment Monsieur Sarkozy désigne les immigrés ou bien tous les phénomènes liés à l'immigration dans ses discours et d'autre part si ces désignations ont changé selon sa fonction de Ministre de l'Intérieur ou de Président de la République Française.

Ruth Wodak a choisi cinq des plusieurs moyens différents linguistiques ou rhétoriques par lesquels des personnes sont discriminées d'une façon ethnique ou raciste. Elle suit cinq questions qui sont simples, mais pas du tout choisies par hasard : (cf. Wodak 2001, 72f)

1. Comment référer à et appeler linguistiquement des personnes ?
2. Quels traits, quelles caractéristiques et quelles qualités sont attribués à ceux-ci ?
3. Quels sont les arguments et les schémas argumentatifs par lesquels des personnes spécifiques ou des groupes sociaux cherchent à justifier et à légitimer l'exclusion, la discrimination, la suppression et l'exploitation des autres ?
4. De quelle perspective ou point de vue cette étiquette, ces attributions et ces arguments sont-ils exprimés ?
5. Est-ce que les remarques respectives sont articulées ouvertement ? Est-ce qu'elles sont intensifiées ou affaiblies ?

A travers ces cinq questions, Wodak s'intéresse particulièrement à cinq types de stratégies discursives qui impliquent la présentation positive de soi-même et la présentation négative de l'autre. La description discursive de *nous* et *eux* est la base fondamentale des discours sur l'identité et la différence. De tels discours sont frappants pour des discours discriminants.

Des formes différentes de l'exclusion sociale et de la discrimination peuvent être débattues par des topiques qui n'argumentent pas seulement pour, mais aussi contre le racisme, l'éthnicisme et le nationalisme. Les topiques ou les loci peuvent être décrits comme des parties de l'argumentation qui sont aux prémisses obligatoires, soit explicites ou implicites. Si une activité ou une personne est appelée X, l'activité, la chose ou la personne porte ou devrait porter les qualités / les traits impliqués au sens (littéral) de X. Cette topique est employée si les immigrés en Autriche sont appelés euphémiquement *Gastarbeiter* (*travailleur invité*), ce qui signifie qu'ils ne sont que des invités qui retournent dans leur pays après un certain temps.

Le topique du danger ou de la menace est basé sur les conditionnels suivants : si une activité ou une décision politique contient des conséquences spécifiquement dangereuses ou menaçantes, il ne faut pas la prendre ou faire. Un exemple serait le

topique de la menace du racisme : si trop d'immigrés ou de réfugiés entrent dans le pays, la population native ne pourra pas gérer la situation et deviendra hostile envers les étrangers. Un tel argument mène à une inversion entre la victime et le coupable. De cette façon les victimes sont rendues responsables pour les préjugés dirigés contre eux.

Un autre topique qui serait intéressant pour ce mémoire serait celui de la responsabilité. Wodak retient ce topique de la façon suivante : parce qu'un état ou un groupe de personnes est responsable pour la formation de problèmes spécifiques, ils devraient agir d'une manière qui leur permet de trouver une solution. Même si ce topique est souvent employé pour argumenter contre la discrimination ou pour la *compensation* ou des *réparations* d'un crime commis, il peut aussi servir au but opposé, par exemple dans le cas où un gouvernement est rendu responsable pour le chômage et à qui l'on demande de réduire le taux des immigrés qui sont considérés à tort d'être la cause du chômage. (cf. Wodak 2001, 74ff)

Les questions formulées ci-dessus ainsi que les différents topiques proposés par Ruth Wodak feraient certainement partie de l'étude suivante. Mais avant de commencer par l'étude, le regard sera porté sur la méthode de Siegfried Jäger.

4.3 L'analyse de discours d'après Siegfried Jäger

Selon Jäger (cf. 1994, 5), les discours ont un passé, un présent et un avenir. Pour comprendre et pour pouvoir analyser les discours présents, il faut avoir une certaine connaissance du passé, mais il faut aussi avoir la possibilité de faire des prévisions sur l'avenir. De là, des discours sont compris comme « un fleuve de savoir à travers du temps » (Jäger 1993, 17) qui constitue et organise des rapports sociaux.

Des analyses de textes et des discours n'ont pas de fin en soi, mais ils servent à comprendre des textes comme produits d'occupation concrètement intellectuelle et linguistique avec la réalité et comme fragments des discours envahissants. De plus, des analyses servent à faire transparentes les intentions d'effet ainsi qu'à faire perceptibles les idéologies transportées avec celles-ci. Une description de texte, qui n'est que positiviste et pratiquement inutile, devrait et doit être évitée.

Il ressort de l'approche de Jäger qu'il est impossible d'analyser un texte ou un discours d'après une méthode qui est détachée du sujet et de la théorie.

L'affaire, l'objet soi-même et sa qualité déterminent comment il faut se référer à l'objet. Ce qui est nécessaire, c'est la connaissance de la stylistique et de la grammaire car

chaque méthode a été développée d'un fond théorique, même si elle le cache. Derrière la grammaire, même si elle est très simple, se cache une conception du monde. (cf. Jäger 1994, 6)

4.3.1 Le but d'une analyse de discours

Pourquoi les analyses de texte ou bien de discours existent-ils et quel est leur sens ?

L'Homme ne dispose pas seulement de la capacité de penser et de parler, de planifier et d'anticiper, mais en relation avec cela il dispose aussi de la capacité d'agir idéellement et / ou matériellement, dirigé par la raison. De telles activités raisonnables sont essentielles pour la survie de l'Humanité, car l'Homme ne dispose pas d'un certain logiciel qui dirige et détermine sa vie. C'est ce qui diffère l'Homme de l'animal. L'Homme planifie ses actions et ses activités qu'il effectue, la plupart du temps, en coopération avec d'autres hommes. Pour cela il poursuit un plan à l'aide d'outils – ici des termes, des mots, des structures de phrase, etc. Le plan se modifie pendant le processus de travail au fur et à mesure des conditions respectives de l'environnement pratique ou mental dont l'homme dispose, sur lequel il agit ou se penche. L'homme enrichit son savoir et agrandit sa conscience en s'occupant de la réalité et en travaillant.

La plupart du temps l'Homme n'a pas appris à penser dans des dimensions historiques, de s'imaginer des processus où des choses opèrent dans un contexte l'un sur l'autre et qui se conditionnent mutuellement. Ce sont des choses où le processus de développement d'une chose est la condition du processus de développement de l'autre, et vice versa. Les deux peuvent agir sur et faire obstacle au développement de l'autre.

C'est ainsi que des contradictions plus ou moins fortes, faciles mais aussi implacables peuvent être levées. De telles contradictions peuvent forcer des soi-disantes vérités des sciences physiques et naturelles à être révisées radicalement.

Même des textes sont des produits des activités humaines, c'est-à-dire un produit de travail comme tous les autres. Les sciences, comme la linguistique, nécessitent l'exploration et la compréhension de la réalité ou bien de certains extraits de la réalité.

Cette science ne semble pas saisir qu'elle est elle-même une activité humaine qui se base sur un savoir déjà existant comme des résultats existants de l'activité humaine. Cela veut dire que la théorie et la pratique sont vues séparément l'une de l'autre et pour Jäger, la raison pour laquelle cela se développe d'une telle façon est le développement des rapports de domination par lesquels le travail intellectuel et manuel ont été séparés tendanciellement l'un de l'autre. Les uns pensent et planifient, les autres effectuent ces

plans. Le travail intellectuel est alors devenu autonome à l'égard du travail manuel. Ils progressent dans leur propre voie et ce n'est qu'après qu'ils doivent de nouveau se référer à l'autre. Cela mène à de nombreux problèmes et contradictions et l'Homme commet constamment des erreurs plus ou moins graves qu'il pourrait éviter en réunissant la théorie et la pratique. Selon Jäger, cela peut entraîner beaucoup de fautes et de torts, au pire mener à des catastrophes humaines. Cela veut dire que la science ne considère que de petits extraits partiels de la réalité, mais qu'elle les met rarement en rapport. Pour éviter que ceux qui souffrent des erreurs se rebellent, il faut que les autorités disposent des instruments de pouvoir, soit l'Etat ou la police par exemple, mais aussi des discours. Selon Jäger, ce sont surtout les grands et dominants discours directeurs dans la société avec qui on essaie de camoufler des risques, de taire les catastrophes, de vendre l'exception comme normale, bref de mettre en pratique des idéologies, d'endormir la population, au pire dans le plein sens du mot. Des contre-discours rationnels auraient la tâche de démasquer de telles dissimulations et de contribuer au développement d'un contre-pouvoir. (cf. Jäger 1994, 8ff)

La séparation du travail intellectuel et manuel peut perdurer parce qu'elle légitime la dominance des Hommes sur d'autres Hommes. Dans la Grèce antique, il y avait des libérés qui ont fait la pluie et le beau temps alors que les esclaves devaient effectuer le travail manuel. Les libérés étaient les hommes de discours, de la rhétorique, de la philosophie et de la consommation. Les esclaves, soit le prolétariat, avaient pour devoir de les ravitailler - par le travail manuel dont ils étaient chargé par ceux qui avaient la capacité de penser et de donner des discours. (cf. Jäger 1993, 87)

L'activité est tout d'abord le rapport entre penser, parler et agir, bien entendu : le rapport. Aucune de ces capacités n'est indépendante de l'autre. Il n'y a pas de parler sans penser, pas d'action sans penser, et même parler et penser sont des activités. Selon Leontjew, les hommes ne pouvaient ni parler ni penser sans être actifs ou bien sans ancêtres actifs. L'activité est la condition de l'hominisation.(cf. Jäger 1993, 90f)

Leontjew, cité dans Jäger (1993, 18) voit la conscience humaine dès le début comme conscience des hommes qui sont socialisés dans un contexte social. Des hommes sont des créatures sociales qui coopèrent et communiquent ensemble. Ils ont toujours un motif d'occupation et par là un besoin. Pour satisfaire ce besoin, l'homme doit avoir un certain but et pour cela il faut avoir un plan qu'il dessine sur la base d'un savoir déjà acquis. Pour mettre ce plan en pratique, l'Homme se procure des outils avec lesquels il arrive à ses fins. Pour des activités conceptuelles ou bien intellectuelles, ces outils sont

la plupart du temps immatériels, cela veut dire que l'homme se sert de la langue, des mots et des significations y compris le savoir sur le classement conventionnel des mots, sur des formes de phrases y compris le savoir sur le classement conventionnel des mots à des structures de phrase et sur le classement conventionnel de certaines pensées à des phrases, etc. Les résultats de ce travail ou bien de cette activité immatérielle sont par exemple des textes ou des discours. Des textes ne sont jamais des productions individuelles, mais toujours sociales. Ils sont des fragments d'un discours *sur-individuel*. Un penseur seul n'arriverait jamais à un texte sans se référer à des pensées communiquées par d'autres soit au présent et / ou au passé, ainsi un texte est basé sur la répartition des tâches. (cf. Jäger 1994, 19ff) Néanmoins, l'activité individuelle est au centre de l'attention sans exclure le contexte socio-historique. La théorie de discours porte son regard sur le social au premier chef en remettant en question le discours socio-historique et en essayant de le comprendre et de l'analyser. Dès lors, des textes ne sont pas à voir comme quelque chose de principalement individuel, mais plutôt comme des produits sociaux. En les regardant d'une telle façon dès le début, il ne serait pas nécessaire de les référer l'un à l'autre postérieurement. (Jäger 1993, 18)

4.3.2 La conception d'un texte

Qu'est-ce qu'un texte? Que faut-il faire pour le comprendre, pour l'analyser?

Klaus Brinker s'efforçait de construire une théorie de texte en prenant en considération le rapport entre la structure et la fonction d'un texte. Un regard sur un texte dit quelque chose sur sa forme, mais rien sur le texte en tant que tout, qui présente une unité de contenu et de forme, qui a une genèse, qui présuppose du savoir, qui est une assimilation de ce savoir, qui poursuit une intention et dont l'auteur veut réaliser des effets, etc. L'effet d'un texte doit être établi en montrant à qui le texte s'adresse, de quels moyens il se sert, qu'est-ce que l'auditoire sait déjà, etc. (cf. Jäger 1994, 16ff)

Selon Leontjew, cité dans Jäger (1994, 23f) les déterminations principales pour la définition d'un texte sont les suivantes :

- l'expression linguistique d'une activité plus ou moins complexément conceptuelle ou d'une pensée plus ou moins complexe
- une transmission aux autres ou à soi-même, donc une communication
- le savoir accumulé pendant l'éducation d'un homme

- crée dans une certaine situation où l'homme suit un certain besoin avec un certain motif
- un produit qui a une certaine intention
- produit par l'aide de certains moyens linguistiques et mentaux

Pour analyser un texte, pour le comprendre, pour le concevoir comme élément d'un discours ancré dans une situation historique et sociale, il faut le voir comme un tout. L'analyse d'un texte ne devient une analyse d'un discours que maintenant. L'analyse seulement linguistique, donc traditionnelle, est un élément nécessaire, mais pas suffisant. Selon Utz Maas (cf. Jäger 1994, 25), une analyse strictement formelle considère le texte d'une façon immanente et elle ne vient pas à bout des déclarations politiques qui ne sont jamais spontanées, mais toujours professionnellement préparées. Ainsi, la situation de parler n'est pas directe ce qui rend aussi la réception différente. Un tel texte est l'expression ou bien une partie d'une certaine pratique sociale qui définit déjà un certain ensemble des textes possibles.

Selon Metzeltin, un texte a toujours un motif : pourquoi un texte est-il composé, quelle est sa fonction et son poids. De plus, un texte suit certaines conventions de communication, ce qui détermine son type. Les traits sociaux, culturels, politiques et caractéristiques de l'auteur rendent compréhensible la perspective dans laquelle le texte est composé. (cf. Metzeltin 2006, 240)

En ce qui concerne les textes politiques, Bochmann les définit de la manière suivante: ils sont des éléments de l'activité politique, ils sont déterminés idéologiquement et soumis au changement historique et social dans leur forme et leurs fonctions concrètes. Leur sujet est la politique, l'émetteur et le destinataire s'illustrent par la collectivité et leur fonction principale est la prise d'influence sur la conscience collective avec l'objectif de déclencher de la disponibilité des actions ou bien d'obtenir des actions. (cf. Bochmann 1986, 9) Bochmann distingue quatre types d'action des textes politiques, qui ne seront pas tous mentionnés ici. Un discours peut être classé dans le type publicitaire-persuasif qui sert surtout à la motivation, à la préparation et à la coordination de l'activité politique, à la formation de la conscience pas seulement au sein des communautés politiques, mais aussi à la formation d'opinion et l'extension du consensus au delà de cette dernière. Les activités dominantes de ce type de discours sont d'informer sur des processus et des problèmes politiques ainsi que de s'adresser au public – toujours pour atteindre un certain objectif. (cf. Bochmann 1986, 13) La politique ou bien l'activité politique est l'ensemble des actions pratiques, mentales,

linguistiques et communicatives qui sont exercées dans l'intérêt des couches sociales et qui visent belliqueusement au maintien et à la consolidation ou bien à l'affaiblissement et à la conquête du pouvoir politique, et qui en fin de compte visent à la reproduction ou bien la succession des conditions existantes socio-économiques. (cf. Bochmann 1986, 1f)

Pour rallier le texte « normal » et laisser le texte politique de côté, ce qui importe pour Maas ce n'est pas l'effet recherché ou bien réel d'un texte, mais l'expression de certaines mentalités de l'histoire contemporaine qui pourrait être reconstruites au travers d'une analyse. Cette analyse devrait évaluer comment l'esprit du temps s'exprime dans un texte. Ainsi l'analyse de discours devient un moyen de reconstruction historique des phénomènes socio-psychologiques qui ne peuvent qu'être saisis dans de tels textes et non plus parmi la population. Cette pratique d'analyse de discours contribue aux recherches historiques. (cf. Jäger 1994, 25)

Pour Link, certains discours ne sont pas intéressants comme expression d'une pratique sociale, mais parce qu'ils servent à certains buts : ils exercent du pouvoir car ils sont institutionnalisés, réglés et associés à des actions. Cela vaut par exemple pour des discours d'un ministre d'Intérieur qui parle sur la politique des affaires étrangères qui visent à renforcer cette politique ou bien de régler les fréquentations avec les étrangers et d'exclure d'autres formes avec ceux-ci. A ce propos, Link parle d'une tactique de discours où il y a la possibilité d'opposer des discours pour se combattre réciproquement. (cf. Jäger 1994, 26f)

En parlant des discours, il faut aussi mentionner qu'il y a différents discours spéciaux : par exemple le discours juridique, le discours théologique, le discours psychologique, etc., qui créent une certaine connaissance générale. Cette connaissance est fortement selective et culturelle, dont l'ensemble s'appelle *l'interdiscours* qui n'est ni explicitement réglé et systematisé, comme les discours spéciaux, ni doit-il avoir une définition ou une liberté d'opposition / de contradiction. Le *pouvoir des discours*, décrit par Link, est certainement grand, mais il n'est pas le seul facteur du pouvoir dans une société. Il n'y a qu'un *caractère partiel* à côté des facteurs économiques, politique et militaires. (cf. Jäger 1994, 28ff)

Le point de départ a été l'occupation d'un discours spécial, soit la presse soit des textes de l'extrême-droite. De tels textes ont une intention d'effet / d'impact et s'adressent à toutes les couches de la population. Ce sont des textes d'une certaine direction politique qui exploitent l'interdiscours et se réfèrent à celui-ci. Cet interdiscours doit toujours être

considéré devant son fond socio-historique et socio-économique, donc des fonds réels de la société actuelle. Le discours de l'extrême-droite exploite l'interdiscours, aussi le discours quotidien, des sujets et des idéologies qui sont caractéristiques de l'extrême-droite en entamant à la xénophobie de la population et en les enrichissant d'une façon extrêmement raciste. De plus, il essaie de s'ancrer dans la conscience des gens sensibles aux idées d'extrême-droite. Il est nécessaire de découvrir de quoi un tel discours s'alimente, et donc de savoir comment le fond socio-historique et les rapports réels d'une société se manifestent dans les discours.

Link explique le succès des mouvements de masses de sorte que les discours hégémoniques, qui devraient « tenir » le terrain correspondant, aient été totalement dépassés et que les nouveaux discours produisent comme effet une nouvelle subjectivité. Mais que signifie 'dépassé' dans ce contexte ? Il ne peut que s'agir des rapports réellement sociaux dans toutes ses diversités et la réception partielle des gens. Les gens réagissent en masse en ce qui concerne des crises socio-économiques. (cf. Jäger 1994, 30f)

Pour conclure, le produit de l'activité langagière réelle est tout d'abord le texte. Sa fonction sociale consiste en des pensées formulées par des hommes pour les transmettre aux autres qui pourraient les reproduire à un certain temps. Il est sûr que l'activité de parler et de penser ne peuvent pas être dissociées. (cf. Jäger 1993, 138f)

Comme déjà mentionné, un texte n'est jamais quelque chose d'individuel, mais de social qui est réalisé dans un processus coopératif. Un penseur seul n'arriverait jamais à un texte sans se référer à des pensées communiquées par d'autres soit au présent et / ou au passé.

4.4 Ma méthode de travail

Pour cette étude, l'analyse de discours de Jäger a été choisie. Les démarches de Jäger sont très étendus et toutes ne seront pas nécessaires pour notre étude. Pourtant les démarches principales sont maintenues : l'analyse de la structure-macro du texte, l'analyse du contexte langagier, l'analyse du contexte non-langagier, l'analyse langagière-micro du texte et une interprétation de texte récapitulative ou bien une analyse de discours.

Les démarches d'analyse selon Jäger (1994, 33ff) sont les suivantes :

➤ **Analyse de la structure macro du texte :**

1. préparer le texte, numéroter les lignes, dessiner un plan graphique;
2. lire lentement et profondément le texte ;
3. réaliser un résumé détaillé
4. structurer le texte en parties distinctes et leur attribuer un titre;
5. déterminer le plan du texte et filtrer une certaine fonction si possible;
6. déterminer la fonction des introductions, des transitions et des conclusions;

➤ **Analyse du contexte langagier :**

1. Quel est le contexte du discours ? Est-ce que l'importance du contexte est mentionnée et / ou soulignée d'une façon ou d'une autre ?
2. Qui sont les récepteurs ?

➤ **Analyse du contexte non-langagier :**

1. Qui est l'auteur ? Quelle est sa biographie, son travail, etc. ? À quelle organisme appartient-il ? Quels livres a-t-il publié ? Quelle est sa position idéologique ? Comment est-ce qu'il se caractérise ?
2. Caractérisation du parti (dans notre cas);
3. Positionnement de la scène dans le contexte social et politique;
4. Rapport du texte à l'interdiscours ou bien à des discours similaires ; rapports à la situation sociale et ses problèmes, etc.

➤ **Analyse langagière-micro du texte:**

1. Collection de tous les substantifs, leur signification actuelle versus leur signification lexicale; des particularités ;
2. Est-ce que les substantifs font allusion à un certain insu ? Font-ils partie des métaphores, des dictionnaires ? Est-ce qu'ils font partie de la langue standard ou bien familière ? Quelles sont les personnes dont un certain insu peut être demandé? Quels est leur âge ? Est-ce qu'ils sont des enfants d'ouvrier, alors quelles est leur couche sociale ? Qui est le groupe-cible ? Est-ce qu'il y en a des différents ?
3. Mise en ordre des substantifs selon certains champs lexicaux – pour faciliter la caractérisation de la langue de l'auteur ;
4. Énumération des tous les verbes / adjectives / adverbes – si important;
5. Énumération de tous les pronoms dont l'objectif pourrait être une monopolisation ou bien une autopromotion peuvent-elles être mise en évidence. On parle de qui? Qui est 'nous', 'ils', 'vous', etc.
6. Elaborer un schéma de temps! Déterminer tous les verbes selon leur personne, leur mode et leur temps et les attribuer aux parties thématiques. Quand et pourquoi l'auteur se réfère-t-il au passé, au présent ou à l'avenir ? Quand et pourquoi choisit-il le subjonctif ou l'impératif ? Est-ce qu'il y a des particularités ? Il y a-t-il un temps dominant ? Est-ce qu'il y a quelque chose de typique tout au long du texte ?
7. Des moyens pour structurer le texte comme 'puis, ensuite, au début,etc.' sont-ils utilisés ? Quelle est leur fonction? Est-ce qu'ils structurent le texte du contenu ou bien d'une façon temporelle ?
8. De quels moyens syntaxiques ? L'auteur se sert-il ? Longueur, subordination, coordination, complexité de la langue, des problèmes stylistiques, compréhensibilité et netteté.
9. D'autres particularités langagières, telles que les mises en relief, les exclamations, les questions, les discours directs ou indirects, une structure dialogique, les fautes, les mauvaises citations, les maladresses,etc.

➤ **Interprétation de texte récapitulative ou bien analyse de discours :**

Tous les faits relevés, les particularités sociales et langagières doivent être interprétés dans le contexte. C'est pourquoi il faut répondre aux questions suivantes et les justifier en détail :

1. Quel message le discours essaie de transmettre?
2. Dans quel cadre idéologique et social s'inscrit-il?
3. A quel groupe-cible l'auteur essaie-t-il de s'adresser?
4. Quels sont les moyens linguistiques et propagandistes dont l'auteur se sert? Comment sont-ils estimés par rapport à leur efficacité ?
5. Quelle efficacité par rapport au changement des conceptions du monde et des horizons de savoir envisage le texte et l'idéologie / la conception du monde spécifique?
6. Quelles conditions sociales introduit le texte?

En effet, cette méthode est avant tout empirique et s'efforce largement d'être objective. Pourtant il s'agit aussi d'un procédé interprétatif.

En ce qui concerne les différentes démarches proposées par Jäger, pas toutes les démarches seront employées pour chaque analyse de chaque discours, mais les plus importantes et ceux qui seront efficaces pour le discours respectif seront choisies.

5. Analyse des discours

5.1. Discours *1: Immigration choisie et Immigration clandestine

5.1.1 Bref résumé du discours

Nicolas Sarkozy commence cette déclaration en exprimant sa gratitude de pouvoir parler sur cette conférence de Rabat et adresse ses remerciements aux auditeurs.

Il introduit les auditeurs à la situation des immigrés africains qui s'enfuient souvent de leurs pays pour aller en Europe – des fuites qu'ils paient souvent de leurs vies. La responsabilité de la politique en Europe, mais aussi en Afrique serait de mettre fin à ces tragédies. Ainsi, l'objectif le plus important est de montrer à la jeunesse africaine qu'il y a un avenir dans leurs propres pays. Pour Nicolas Sarkozy, l'immigration est l'un des sujets les plus importants du XXI^e siècle.

Après cette introduction, Sarkozy donne des chiffres pour montrer que le nombre d'immigrés a monté de 100% en 25 ans, que le taux de fécondité en Afrique est beaucoup plus haut qu'en Europe et que l'immigration peut être une chance, mais seulement sous certaines conditions.

Puis, Sarkozy mentionne le rôle de la France, qui est ouverte à l'immigration, et donne le nombre de titres de séjour délivrés par an. Il continue par constater que ni l'immigration zéro ni l'immigration sans limite seraient des solutions pour l'avenir, mais que de tels termes ne font rien d'autre que polluer le débat sur l'immigration. De plus, l'immigration sans limite impliquerait la déstabilisation des états européens et renforcerait le pouvoir de l'extrême-droite selon Nicolas Sarkozy.

Dès lors, il donne trois objectifs de la politique, soit l'immigration choisie, le co-développement et la lutte contre l'immigration clandestine.

En ce qui concerne l'immigration choisie, Nicolas Sarkozy propose un accord de volonté entre deux pays et la mise en place d'une immigration régulée et organisée ce qui implique une formation pour les immigrés afin de faire une source d'enrichissement mutuel.

Deuxièmement le co-développement qui implique surtout le développement de l'Afrique et l'investissement productif des épargnes qui semble être la seule solution pour Sarkozy.

Enfin et surtout, il veut lutter contre l'immigration clandestine qui est intolérable ainsi qu'une atteinte à l'ordre public et à la stabilité des pays européens.

Le devoir de l'Europe et de l'Afrique est de mettre fin à cet 'escalvagisme' contemporain tel que la prostitution ou le travail clandestin qui sont souvent les conséquences de l'immigration illégale.

Selon Nicolas Sarkozy, le but de cette conférence est d'établir une vision globale de l'immigration et d'adopter un partenariat ce qui signifierait une ère nouvelle ainsi qu'une amélioration pour la gestion de l'immigration.

5.1.2 Structure du discours et sa fonction

Structure en bref :

1. Introduction à la situation : beaucoup d'Africains s'enfuient de leurs pays
2. Objectif principal : l'avenir dans le propre pays, rester dans le pays d'origine
3. Description de la situation en détail : combien d'immigrés, etc.
4. Le rôle de la France : titres de séjour
5. L'immigration zéro vs. l'immigration sans limite : les deux ne sont pas possibles
6. Les trois objectifs de la politique
7. Les conséquences de l'immigration illégale pour les immigrés et pour l'Europe
8. Le but de la conférence et les devoirs de l'Europe et de l'Afrique

La fonction de cette structure est très claire. Nicolas Sarkozy commence par une introduction générale pour établir le sujet ainsi que par l'objectif principal, soit de faire rester les immigrés dans leurs propres pays pour réduire le nombre des immigrés en Europe ou bien en France. En donnant des chiffres, soit pour montrer le taux des immigrés en Europe ou le taux de fécondité en Europe et en Afrique, il semble essayer de justifier son argumentation suivante et la raison pour laquelle il en parle. Avant de parler de ses objectifs pour l'avenir, il décrit le rôle de la France pour montrer que la France prend de la responsabilité et qu'elle ne rejète pas les immigrés. De plus, Nicolas Sarkozy illustre que ni l'immigration zéro ni l'immigration sans limite seraient des solutions, mais qu'il faut trouver d'autres solutions, soit les trois objectifs de l'immigration choisie, du co-développement et de la lutte contre l'immigration clandestine. Après avoir exemplifié ces trois objectifs, il spécifie les conséquences de l'immigration illégale, soit la prostitution ou le travail clandestin, ce qui laisse sous-entendre un certain souci des immigrés et dès lors, il semble gagner un certain assentiment de la part des auditeurs.

En finissant par le but de la conférence, il précise de nouveau les devoirs de la politique et assure que tout le monde a compris son intention.

5.1.3 Situation et intention du discours

Cette déclaration a été prononcée lors de la conférence euro-africaine sur la migration et le développement le 10 juillet 2006 à Rabat, au Maroc. Cette conférence réunissait des ministres de 30 pays européens et de 27 pays d'Afrique. Etait également présent le roi Mohamed VI.

Les faits antécédants de cette déclaration étaient les mauvaises conditions de l'hébergement des immigrés en France que Sarkozy illustre dans une conférence de presse par l'exemple du centre de Sangatte.

Le centre de Sangatte s'est ouvert en septembre 1999 pour héberger des immigrés qui cherchaient à aller en Grande-Bretagne. Comme ces immigrés ne désiraient pas rester en France, ils ne demandaient pas de protection à la France et dès lors, s'y trouvaient en situation irrégulière. À Sangatte, il s'agissait d'un vieux hangar où les conditions des étrangers étaient pénibles à cause du froid et du manque d'intimité. Ce centre était prévu pour 700 à 800 personnes, mais le Croix rouge, qui l'a géré, a accueilli jusqu'à 1800 personnes. Le personnel engagé se constituait d'un salarié pour 120 personnes ou de trois infirmières et quelques médecins bénévoles par exemple ce qui était, bien sûr, intolérable.⁵

Comme les pouvoirs publics ne semblent pas s'y être trop intéressés, le centre fut fermé en décembre 2002 par les gouvernements français et britannique. 70% des immigrés de Sangatte furent accueillis en Angleterre après la fermeture.⁶

L'intention de cette déclaration est exprimée très explicitement par Nicolas Sarkozy lui-même qui veut tout d'abord établir une immigration choisie et lutter contre l'immigration clandestine. Ainsi, il veut réduire le nombre des immigrés en persuadant les jeunes immigrés d'une avenir dans leurs pays d'origine dont une condition serait d'avancer le développement, dans ce cas, des pays de l'Afrique.

⁵ <http://www.gisti.org/doc/actions/2002/amnesty/note.html>

⁶ http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=783498

5.1.4 Caractérisation générale du discours

Nicolas Sarkozy commence cette déclaration par un évènement historique, soit « la tragédie des milliers de migrants africains qui tentent d'entrer dans l'enclave de Ceuta et Melilla » (lig. 19/20) Au cours de cela, il exprime sa compassion ainsi que ses regrets pour la situation des migrants et voit le devoir de la politique en arrêtant de tels drames. C'est aussi pourquoi il est venu à Rabat.

Il constate dès le début que « l'échec de l'Afrique aujourd'hui, ce serait le désastre de l'Europe demain. » (lig. 27/28) et rend, même pas implicitement, l'Afrique responsable. Le fait qu'il donne des chiffres du taux des immigrants ou du taux de fécondité par exemple peut inquiéter les auditeurs et leur assurer que le ministre de l'Intérieur français a tout à fait raison. Dans la conférence de presse à ce sujet, il mentionne même que « [C]'est un potentiel migratoire considérable ! » pour montrer la gravité de la situation. En parlant du rôle de la France et ce qu'elle fait pour autant d'immigrants, Sarkozy montre que la France assume ses responsabilités et met en avant le fait que la France est innocente ou au moins essaie de son mieux.

Sa volonté de chercher le meilleur compromis se trouve en ceci qu'il ne voit pas de solution ni dans l'immigration zéro ni dans l'immigration sans limite. Selon Sarkozy, toutes les deux sont impossibles et malsaines pour les sociétés européennes. Ainsi, il essaie de convaincre l'auditoire de son bon sens et de sa compréhension pour les immigrants ainsi que pour les Européens. Ceux qui préféreraient une immigration sans limite sont des extrémistes selon Sarkozy – une désignation pour ses adversaires, surtout la gauche probablement.

Sa proposition de trois objectifs rassure l'auditoire que Nicolas Sarkozy a des idées précises de ce qu'il veut et s'imagine. De plus, il explique comment ces objectifs devraient être accomplis ce qui le laisse apparaître compétent, préparé et réfléchi. Ainsi, il en pensait beaucoup et il se présente très décidé, dominant et certain et ne laisse pas poindre des doutes sur ses propositions. Quelques exemples sont les suivants : « Il n'a jamais été question pour moi d'organiser une sélection unilatérale des migrants sur la base de leurs diplômes. » (lig. 56/57) parlant de l'immigration choisie.

L'avenir est aux migrations de mobilité, qui permettront aux migrants d'acquérir en Europe une formation, une expérience professionnelle, et de la mettre ensuite au service du développement de leur pays d'origine. (lig. 64-66)

pour souligner son souhait de faire les immigrants retourner à leurs pays d'origine. « A terme, le développement de l'Afrique est la seule solution, la seule réponse au défi de

l'immigration. » (lig. 78/79), « Je le dis clairement, la situation que nous vivons aujourd'hui en Europe est intolérable. » (lig. 80/81) ou « Cette immigration est une atteinte à l'ordre public des Etats européens et à la stabilité de leur pacte social. » (lig. 83/84) – trois déclarations qui montrent très bien sa conviction de la situation.

De plus, Nicolas Sarkozy soulève la question de la responsabilité et s'adresse à tout le monde pour une solution car il parle d'une « vision globale de la politique d'immigration » (lig. 89).

Enfin, il souligne la coopération et la solidarité entre l'Europe et l'Afrique : « Ce partenariat doit s'organiser sur une base d'égalité, de réciprocité et de confiance mutuelle. » (lig. 101/102)

Bref, cette déclaration de Sarkozy peut être caractérisée comme une déclaration très déterminée, claire et pleine de propositions et d'idées de la part du ministre de l'Intérieur.

5.1.5 Les stratégies discursives

5.1.5.1 Analyse lexico-sémantique

Présentation des substantifs en bref :

	substantifs	fréquence
1.	immigration	20 fois
2.	Europe	16 fois
3.	Afrique	14 fois
4.	pays	10 fois
5.	migrants	9 fois
6.	développement	7 fois
7.	origine	5 fois
8.	migrations millions objectif gestion	4 fois
9.	France flux partenariat travail	3 fois

Les substantifs les plus fréquents dans ce discours sont *immigration* (20 fois), *Europe* (16 fois), *Afrique* (14 fois), *pays* (10 fois), *migrants* (9 fois) et *développement* (7 fois). En effet, le mot *immigration* est premier en fréquence comme il s'agit d'une déclaration

sur l'immigration choisie en *Europe* ou bien en France. Une immigration ou bien des *migrants* venants surtout des *pays d'Afrique* – des pays qui ont besoin d'un *développement* selon Sarkozy. Il est intéressant que le mot *France* ne se retrouve que trois fois dans ce discours ce qui pourrait montrer l'importance ou bien la responsabilité de toute l'Europe dans ce cas. D'autres mots qui semble très important, même s'ils ne sont pas très fréquents sont *millions* et *objectif* (4 fois). En donnant des chiffres, Sarkozy essaie d'illustrer l'ampleur de l'immigration africaine ou bien le potentiel de cette immigration en Europe. D'ailleurs le but de Nicolas Sarkozy pour cette conférence à Rabat est de donner ses projets, ses intentions ou bien ses *objectifs* pour l'avenir.

En réalité, tous ces substantifs portent une connotation neutre, donc sans évaluation, mais c'est surtout le contexte qui les charge d'une connotation négative. Les deux noms de continent, soit Europe et Afrique, sont connotés le plus parmi tous les substantifs, soit de leur histoire et de leur situation actuelle : Europe, réputée de sa technologie, son progrès et sa richesse ; Afrique, réputée plutôt de ses problèmes tels que la famine, la pauvreté et les maladies. Dans la déclaration de Nicolas Sarkozy, l'Europe est aussi chargé d'une connotation positive comme elle offre des formations, des expériences professionnelles et des services du développement (lig. 65) aux migrants africains. De plus, elle cherche le dialogue avec l'Afrique pour améliorer sa situation et elle propose un « partenariat [...] d'égalité, de réciprocité et de confiance » (lig. 101/102). En outre, il décrit l'Europe comme un *Eldorado*, au moins dans l'optique des immigrés ce qui implique qu'il ne la voit pas d'une telle façon. Des mots d'une connotation négative dans le contexte de l'Europe n'apparaissent que dans le contexte avec l'Afrique : « L'ouverture générale des frontières de l'Europe » (lig. 51) pour l'immigration africaine susciterait la déstabilisation politique de l'Europe et un certain risque d'augmentation de l'extrême-droite. « [L]a situation [...] en Europe est intolérable » (lig. 81) , il parle de « l'horreur du travail clandestin » (lig. 86) et d'une « version contemporaine de l'esclavagisme » (lig. 88) Très tôt dans la déclaration, Nicolas Sarkozy constate que « l'échec de l'Afrique aujourd'hui, ce serait le désastre de l'Europe de demain. » (lig. 27/28) comme déjà mentionné au-dessus. Ainsi, l'avenir de l'Europe dépend fortement de l'Afrique et son développement ce qui implique la responsabilité de l'Afrique. Dès lors, le mot *Afrique* n'est pas forcément chargée d'une connotation négative chez Sarkozy, mais elle est mise au rôle de la victime, victime des xénophobes et des extrémistes (lig. 53), qui doit saisir maintenant l'occasion pour changer la situation. Le rôle du raté charge l'Afrique plutôt d'une connotation négative

– un continent qui n’arrive pas à réussir, et ne fait rien d’autre que faire des enfants : « Le potentiel migratoire » (lig. 33) et le « taux de fécondité [...] atteint des records » (lig. 34/35) La solution consiste à développer l’Afrique et à persuader la jeunesse africaine d’un avenir dans leurs pays d’origine. Il faut « la persuader qu’il existe un avenir pour elle en dehors de l’émigration » (lig. 25/26) et voir que « le développement de l’Afrique est la seule solution, la seule réponse au défi de l’immigration. » (lig. 78/9) Le mot *immigration* en tant que tel n’a pas forcément de connotation négative, bien qu’il en ait reçu à cause de l’histoire et de la politique qui considère ou bien vend souvent l’immigration comme menace pour la population d’origine. Dans cette déclaration, Nicolas Sarkozy parle surtout de l’immigration africaine qui doit être organisée, régulée et maîtrisée (lig. 62), qui est un défi et nécessite absolument une réforme (lig. 76) et une gestion concertée (lig. 94). Selon Sarkozy, il faut l’Europe d’une immigration choisie comme toute autre immigration est un mythe dangereux (lig. 46) qui doit être luttée. Pour l’instant, l’immigration se déroule souvent d’une façon illégale et clandestine ce qui « est une atteinte à l’ordre public des Etats européens » (lig. 83/84) Le choix des mots de Nicolas Sarkozy montre très bien qu’il voit un grand problème en ce qui concerne l’immigration en Europe ou bien en France et que le concept de l’immigration n’est pas connoté positivement tant qu’elle n’est pas organisée et surtout choisie.

Il est frappant que le mot *migrants* (9 fois) soit beaucoup plus fréquent que le mot *immigré* (1 fois). La différence entre *migrant* et *immigré* semble être le fait que le migrant ne reste pas forcément en France, mais se met en route aussi pour d’autres pays européens ou du monde alors qu’un immigré est celui qui reste en France et tente de s’y installer et de s’y établir. De plus, Nicolas Sarkozy préfère peut-être de parler des migrants comme ce terme implique la possibilité de retourner dans le pays d’origine ce qui serait un de ses objectifs – de les faire retourner et de voir un avenir chez eux. Pour le ministre de l’Intérieur, les migrants sont « non-européens », viennent du « continent africain », ce sont ceux qui se trouvent souvent illégalement en Europe et qui vivent « l’horreur du travail clandestin [...] trafic de drogue et [...] la prostitution. » (lig. 86) Au début, il donne beaucoup de chiffres et mentionne qu’il y a beaucoup de migrants, même trop peut-être : « milliers de migrants » (lig. 19), « le nombre de migrants [...] est passé de 100 millions en 1980 à 200 millions en 2005 et ce chiffre pourrait encore doubler dans les 25 années à venir. » (lig. 30-32) Ainsi, il faut faire attention selon Sarkozy. Quand-même, il semble les voir aussi comme « source d’enrichissement

mutuel » (lig. 68) : les migrants venants en Europe doivent « acquérir en Europe une formation, une expérience professionnelle, et [...] la mettre ensuite au service du développement de leur pays d'origine. » (lig. 64-66) ce qui implique de retourner et de ne pas rester. Un tel « investissement » est à « favoriser » (lig. 77)

Enfin et surtout, le mot *France* n'est pas souvent utilisé dans cette déclaration ce qui est surprenant pour un homme politique français et ce qui change au fil de la carrière de Nicolas Sarkozy. Pourtant, les mots au contexte de la France sont, bien sûr, très positif : la France offre du « soutien » (lig. 17) et des « titres de séjours » (lig. 42/43) ; elle est « ouverte à l'immigration et « riche de perspectives prometteuses » (lig. 18) et en train de réaliser une « réforme de l'immigration » (lig. 76)

Les verbes les plus fréquents sont *entrer* (5 fois), *pouvoir* et *devoir* (4 fois). Les deux derniers reflètent la rareté du pronom *je* car la fréquence du pronom *je* semble aller de pair avec le verbe modal *vouloir* qui n'y apparaît qu'une fois. Ainsi, dans cette déclaration il s'agit moins de ce que Nicolas Sarkozy veut, mais surtout de ce que l'Europe ou bien la France et en conséquence les gouvernements *peuvent* faire pour les immigrés ou bien les migrant et ce qu'ils *doivent* changer. Il n'est pas surprenant que le verbe *entrer* est tellement fréquent comme la déclaration s'agit des migrants africains qui veulent entrer certains pays.

5.1.5.2 Analyse argumentative

À quoi nous sert l'analyse argumentative? L'analyse argumentative dans le cadre de cette étude sert à saisir l'argumentation ou bien la façon d'argumenter de Nicolas Sarkozy et si son argumentation a un fil conducteur lequel l'auditeur peut suivre ou s'il y en a certaines contradictions et certaines irrationalités.

En ce qui concerne l'argumentation de Nicolas Sarkozy dans ce discours, une affirmation serait analysée plus en détail, soit : « l'échec de l'Afrique aujourd'hui, ce serait le désastre de l'Europe demain » (lig. 27/28) La première question qui se pose est de savoir de quel échec Nicolas Sarkozy parle dans ce contexte. Il semble que l'Afrique ne sait pas et ne peut pas offrir un avenir à sa jeunesse comme l'ancien ministre de l'Intérieur pose la question : « Comment rendre confiance à la jeunesse d'Afrique et la persuader qu'il existe un avenir pour elle en dehors de l'émigration ? » (lig. 25/26) De plus, il mentionne le taux de fécondité qui est beaucoup plus élevé en Afrique qu'en Europe et qui représente « un potentiel migratoire considérable ! » comme il le formule durant la conférence de presse du 11 décembre 2006. Sa formulation sur la déclaration

est la suivante : « Le potentiel migratoire de l’Afrique est très important. » (lig. 33) Il continue par donner des chiffres et par la pauvreté de la majorité des Africains dont beaucoup « vivent avec moins d’un dollar par jour » (lig. 36/37). Ainsi, il rend visible la faible économie de l’Afrique et parle même d’un « développement économique » (lig. 75) plus tard. L’échec de l’Afrique se retrouve apparemment aussi dans le domaine de l’éducation. Comme l’Afrique semble y avoir une lacune, la jeunesse africaine vient en Europe pour « acquérir [...] une formation, une expérience professionnelle » laquelle elle devrait « mettre ensuite au service du développement de leur pays d’origine. » (lig. 64-66) Dès lors, ce n’est pas seulement le domaine de l’économie, mais aussi de l’éducation où l’Afrique a échoué et où l’Europe a le devoir de l’aider.

Une deuxième question qui se pose dans ce contexte est de savoir de quel désastre pour l’Europe Nicolas Sarkozy parle. Là, il ne parle pas forcément que de l’immigration africaine, mais de l’immigration en général, plus précisément d’une immigration sans limite. Les conséquences semblent être claires pour Sarkozy et il n’hésite pas à les nommer. Une telle immigration signifierait « une déstabilisation politique majeure du continent et le risque d’une arrivée au pouvoir de partis extrémistes et xénophobes. » (lig. 52/53) De plus, il y aurait toujours une clandestinité pour le travail, la prostitution et la drogue ce qui mènerait à un escabardisme moderne dont l’Afrique « serait la première victime. » (lig. 53)

La conclusion de l’argumentation de Nicolas Sarkozy pourrait être que « L’Europe ne peut pas recevoir tous ceux qui voient en elle un Eldorado. » (lig. 49/50) – pas seulement pour protéger l’Europe, mais aussi l’Afrique et ses peuples. La question qui se pose pour un auditoire critique serait si une immigration choisie, proposée par Nicolas Sarkozy, serait une solution pas seulement pour l’Europe, mais aussi pour l’Afrique. Encore plus important serait la question de savoir si une telle immigration résoudrait les problèmes en Afrique ou bien favoriserait le développement économique et éducatif. Il faut tenir compte à Nicolas Sarkozy d’y penser aussi car il dit : « le développement de l’Afrique est la seule solution, la seule réponse au défi de l’immigration. » (lig. 78/79) Ainsi, il se rend compte de la dépendance et de la liaison des destins des deux côtés.

5.1.5.3 Analyse rhétorique

L'analyse rhétorique intègre des éléments syntaxiques, phonologiques et lexicosémantiques parmi d'autres. Quelques exemples seront données figurant ci-dessous.

Les éléments rhétoriques qui se trouvent le plus souvent dans ce discours sont des phatiques que Nicolas Sarkozy utilise surtout pour gagner la sympathie ou bien l'assentiment des auditeurs, comme déjà mentionné plus tôt.

Il s'en sert dès le début où il essaie de gagner la bienveillance du roi du Maroc qui a, selon Sarkozy, incité le processus et surveillé l'organisation. Il dit : « je le sais » (lig. 15) et montre son attention. D'autres phatiques sont « je crois » (lig.24) ou « dans mon esprit » (lig. 57) qui témoigne de sa prudence de ne pas vouloir imposer ses convictions aux auditeurs. Quand-même, il aimerait bien les convaincre. Une phatique qui ne témoigne pas d'une telle prudence est « Je le dis clairement » (lig. 80/81) pour constater sa façon de voir la situation en Europe dont il est convaincu et dont il espère que les auditeurs partagent son attitude.

Un élément rhétorique qui se trouve aussi dans ce discours est la personnalisation, particulièrement de la France, de l'Europe et de l'Afrique. La France apporte « son soutien » (lig. 16), « l'Europe n'a pas vocation à être repliée sur elle-même » (lig. 47) et l'Afrique est « la première victime » (lig. 53) – ce n'est jamais tout le pays ou bien tout le continent, mais ce sont soit ses citoyens, soit ses gouvernements qui soutiennent, qui se replient ou qui sont des victimes. En personnifiant les pays ou les continents, Nicolas Sarkozy les rend plus proches aux auditeurs et essaie de leur transmettre un sentiment d'appartenance. Il ne veut pas parler d'un certain gouvernement ou de certains citoyens, mais il veut parler d'un pays, d'un continent comme un tout. Ce moyen stylistique aide à inclure tout le monde dans le processus et donne à chacun une certaine responsabilité. Comparé à d'autres discours, il est frappant que Nicolas Sarkozy n'utilise qu'une question dans cette déclaration. Il demande : « Comment rendre confiance à la jeunesse d'Afrique et la persuader qu'il existe un avenir pour elle en dehors de l'émigration ? » (lig. 25/26) Comme il est typique pour une telle question, cette question n'appelle pas une certaine information et l'auditeur n'a pas la possibilité de répondre. Elle ne cherche qu'à entraîner l'assentiment pour une situation dramatique, soit « la tragédie des milliers de migrants africains » (lig. 19), des jeunes qui ne voient pas d'avenir dans leur propre pays. De plus, Nicolas Sarkozy illustre son objectif principal dès le début en posant

cette question, soit de convaincre la jeunesse africaine d'un avenir chez eux et ainsi, de réduire les flux migratoires.

Une autre figure de style est la comparaison. Nicolas Sarkozy compare l'Europe à un Eldorado ou bien il constate que les migrants voient un Eldorado en Europe. Cette comparaison met l'Europe dans une primauté ; ainsi l'Europe est supérieure à l'Afrique, elle est un continent d'abondance, de délices comparé à l'Afrique.

En ce qui concerne l'auto-représentation ou bien l'auto-marketing de Sarkozy, il y a deux caractères frappants dans la déclaration. Le premier se trouve ligne 43 où il parle de « mon pays ». Ainsi, Sarkozy revendique que la France est à lui, dès lors dirigé par lui. Il se met à une position supérieure à tous les autres Français et tous les autres politiciens dans un contexte très positif car il s'agit des titres de séjours délivrés aux migrants par 'le pays de Sarkozy'. Cela témoigne d'une certaine arrogance et d'une certaine infatuation de la part de Sarkozy qu'il parle de *son* pays comme si c'était lui qui l'avait fondé et qui le menait où il est à ce moment. Ce qui est encore plus frappant est le fait qu'il n'était que ministre de l'Intérieur à ce moment, et pas encore président.

Un autre exemple se trouve ligne 56 où Nicolas Sarkozy dit qu' « [I]l n'a jamais été question pour [lui] d'organiser une sélection unilatérale des migrants sur la base de leurs diplômes. » Ainsi, il montre sa bonne volonté et son sens d'une égalité sociale ou bien son esprit civique ce qui le met en avant en ce qui concerne sa compétence pour prendre des décisions.

Un moyen stylistique très intéressant est l'impératif avec lequel Nicolas Sarkozy finit sa déclaration. Il dit : « Ne laissons donc pas passer cette occasion ! » (lig. 102/103) En utilisant l'impératif, il s'adresse à tout le monde et souligne qu'il est important de coopérer, d'agir ensemble. Ce n'est pas la responsabilité d'un pays ou d'un continent, mais c'est le devoir de tout le monde. De plus, il laisse une certaine ambiance de renouveau et motive les auditeurs de commencer à travailler, à agir.

5.1.6 La représentation de soi et de l'autre

5.1.6.1 La désignation pronominale

Une analyse des contextes des pronoms serait intéressante dans le sens où elle montrerait comment et dans quel contexte Sarkozy utilise les pronoms de la première personne singulier ou bien pluriel, le pronom impersonnel *on* ou peut-être même le pronom de la deuxième personne pluriel.

Il est très suprenant dans cette déclaration que Nicolas Sarkozy n'emploie le pronom *je* que neuf fois comparé à quatre fois pour le *nous*. Ainsi, la déclaration témoigne de peu d'égotisme et d'égoïsme. Les formes verbales du *je* manifeste qu'il s'agit d'une déclaration du présent comme toutes les neuf occurrences sont des formes du présent. Monsieur Sarkozy utilise le *je*, bien sûr, pour s'adresser aux auditeurs et pour leur remercier d'être venus au début. En général, le *je* est utilisé quand Sarkozy parle de ce qu'il pense de la situation laquelle « est intolérable » (lig. 81) et de ce qu'il souhaite pour l'avenir, tels qu'une « vision globale » (lig. 89) ou une « création de l'observatoire » (lig. 96). Un adjectif qui se trouve deux fois avec le pronom *je* est *profond*, soit quand Nicolas Sarkozy constate « le sens profond » (lig. 24) de la conférence et sa « conviction profonde » (lig. 40) en ce qui concerne l'immigration.

Comparé aux autres discours la phrase *je veux* n'apparaît qu'une fois et n'exprime pas un souhait pour la politique, mais seulement l'expression de sa gratitude.

Le pronom *nous* se retrouve quatre fois – trois fois dans la forme du présent, une fois dans la forme du passé et à la fin, il se trouve d'une façon cachée, soit dans la forme d'un impératif. Le *nous*, qui inclut Nicolas Sarkozy, s'utilise surtout quand il s'adresse à tous les auditeurs, les Européens et les Africains : « nous croyons qu'elle est riche de beaucoup de perspectives prometteuses. » (lig. 17/18) ou bien « Nous avons tous été bouleversés par la tragédie des milliers de migrants » (lig. 19) Une fois le *nous* est employé pour désigner surtout le gouvernement ou bien les politiciens français, soit ligne 75 : « Nous venons ainsi de créer en France dans le cadre de la réforme de l'immigration ». De plus, le pronom de la première personne pluriel désigne tous les Français ou plutôt tous les Européens : « la situation que nous vivons aujourd'hui en Europe est intolérable. » (lig. 81) C'est lui qui le pense et qui présume que les autres le voient de la même façon. Ainsi, il emploie le *nous* au lieu du *je* pour partager la vision et pour ne pas donner l'apparence d'un pessimiste. L'impératif qui se trouve à la fin implique tout le monde qui doit coopérer à améliorer la situation et qui a besoin d'une impulsion : « Ne laissons donc pas passer cette occasion ! » (lig. 102/103)

L'expression impersonnelle « il faut » se trouve deux fois : « il faut écarter une fois pour toutes les deux dogmes » (lig. 45) et « il nous faut préparer les fondements d'une immigration organisée » (lig. 61) La question qui se pose est de savoir qui doit écarter les dogmes et préparer les fondements. Monsieur Sarkozy y parle surtout des politiciens, du gouvernement français, mais en utilisant la construction *il faut*, il rejette toute la responsabilité.

5.1.6.2 La désignation nominale

En ce qui concerne la désignation nominale, il se trouve surtout un type de désignation dans cette déclaration de Nicolas Sarkozy, soit des termes particuliers hétéro-désignants. Il y a un terme très positif qui désigne les ministres africains, soit « nos amis » (lig. 13). D'autres termes qui sont connotés négativement à cause du contexte ou qui sont connoté négativement à l'origine sont « le potentiel migratoire » (lig. 33), « migrants non européen » (lig. 43) ou bien « victime » (lig. 53) pour désigner surtout la jeunesse d'Afrique ou bien les Africains en général.

5.2. Discours *2: Immigration et identité nationale

5.2.1 Bref résumé du discours

Nicolas Sarkozy commence par des remerciements et par le sujet central de son discours, soit la France. La France c'est l'auditoire ou bien tous les Français ce qui le mène au sujet de l'identité nationale. Sarkozy remarque qu'il n'a pas peur de parler de l'identité nationale alors qu'elle est un sujet tabou pour beaucoup de politiciens. Dès lors, il continue de donner son attitude envers la politique ce qui est pour lui de dire la vérité et ce que personne et rien ne va changer. C'est pourquoi il reprend le sujet de l'identité nationale et parle même d'une crise d'identité qui concerne tous les Français. Apparemment, les Français ne savent plus ce qu'ils sont parce qu'ils n'ont plus le droit d'en parler. Par contre, le Président de la République ne veut pas céder ce sujet à l'Extrême-Droite et exprime son amour pour la France.

Le sujet de l'identité nationale le mène à l'immigration qui pose le problème de l'identité nationale et il mentionne les conditions d'une intégration réussie.

Sarkozy continue de décrire la France qu'il aime et pour quelle France il veut lutter en donnant des citations de Jaurès et de Malraux. Pour lui, la France est ouverte et accueillante, pleine d'esprit, une idée d'humanité, une unité, l'amour pour la laïcité, Jeanne d'Arc et la République. De plus, il exprime son intention de défendre l'identité de la France – ses valeurs, ses principes, la justice, l'égalité, la liberté de conscience et d'expression, la démocratie, l'héritage des Lumières et la civilisation chrétienne.

Dans la suite, Monsieur Sarkozy reprend les conditions pour les immigrants, ce qu'il faut accepter quand ils viennent en France et ce que la France attend d'eux ainsi que comment l'intégration réussira. Il parle aussi de ce qui peut être détruit en refusant certaines valeurs et principes et en abaissant l'Etat, la nation. Il pense à une intégration

rendue impossible, à un champ laissé aux bandes, à une République abîmée, à une solidarité détruite ainsi qu'au risque de perdre la capacité de vivre ensemble. Selon Sarkozy, il ne faut pas sous-estimer la crise d'identité ce qui implique au même temps de ne pas rejeter les immigrés, mais aussi de ne pas déposséder les Français de leur identité. Il donne une citation de Lévi-Strauss selon qui une multitude des cultures est saine et pas du tout pathologique et Sarkozy se demande pourquoi beaucoup de gens n'entendent pas cette voix, comme la gauche par exemple. Pour le Président de la République la nation est une volonté de vivre et d'agir ensemble où il ne faut pas céder sur tous les points, tels que la langue ou la mémoire.

Sarkozy continue de donner la raison pour laquelle il est venu à Besançon, soit de reconstruire une culture ce qui est l'affaire de toute la France, pas seulement de Paris. Il confirme qu'il y a plusieurs conceptions de cultures et qu'il parle de la culture au sens le plus large du terme, soit les valeurs, la morale, le rapport aux autres et le rapport à la vie. (181/182). Il remarque que la culture n'est pas une marchandise – elle est plus que de l'argent. Sarkozy parle de différentes cultures, aussi des culture d'artisanats qui disparaissent comme la politique ne s'en occupe plus. Ce qui constitue la France ce sont aussi les paysans, ainsi l'agriculture, les vieux métiers qu'il faut soutenir, l'industrie, la tradition et les valeurs dont l'école et le travail font partie – une culture qu'il faut réhabiliter et il parle aussi d'une culture qu'il faut récuser.

Sarkozy explique ce qu'il voudrait promouvoir et ce qu'il désirait quand il serait élu président, comment il s'imagine l'école et l'éducation et donne de nouveau une citation de Malraux, soit la devise à la jeunesse de « Culture et courage. » (lig. 284) Sarkozy se demande ce que c'est le courage, ce que la jeunesse a besoin et quelles sont les limites qu'il faut montrer à la jeunesse.

Ensuite, Sarkozy remonte à l'histoire pour montrer que le destin de la France s'est trouvé souvent mis en question, par exemple pendant la Résistance de la Seconde Guerre Mondiale ou en mai 1968. Il plaide pour une démocratisation de la culture et veut montrer aux jeunes ce que la France, l'histoire de la France peut offrir, mais il avoue qu'il y a toujours des problèmes, par exemple les barrières bureaucratiques.

De plus, le Président de la République parle du patrimoine français qui est l'âme du pays et qu'il faut conserver. Le plus précieux est la langue française qu'il faut promouvoir.

Il continue d'annoncer ce qui changera quand il sera élu président, ce qu'il fera et à quoi il attachera de l'importance, par exemple la Francophonie, l'action culturelle de la

France à l'étranger ou bien la propagation de la langue française. Il remarque qu'il considérera aussi les langues régionales qu'il veut promouvoir et soutenir, mais qu'il ne soutiendra pas la Charte européennes des langues régionales. De plus, il parle d'une nouvelle Renaissance pour retrouver un état où tout est possible et mentionne ce qui était déjà possible dans le passé. Ce qui importe pour Sarkozy est de croire à l'avenir et que la France était toujours grande au passé et qu'elle le sera aussi dans l'avenir. Quand-même il se demande pourquoi il est plus difficile au XXI^e siècle d'arriver à quelque chose de grand, de réussir, bien que tous les moyens soient à la disposition.

Vers la fin de son discours, Sarkozy reprend le sujet de l'identité nationale dont le problème principal est la transmission de la culture et des valeurs. Une solution serait d'établir des lieux de transmission et de créer les conditions.

Pour conclure, le candidat présidentiel répète ce qui changera ou bien changerait avec lui et mentionne les conditions pour le regroupement familial des immigrés.

5.2.2 Structure du discours et sa fonction

Structure en bref :

1. Introduction : De quoi parle-t-il ? De la France et de ce que la France est pour lui ;
2. L'identité nationale et son rapport à l'immigration ; la peur d'en parler et son point de vue de la politique ;
3. La France que Sarkozy aime, défense de l'identité de la France ;
4. Les conditions pour les immigrés et une intégration réussie ;
5. Le rejet des valeurs et des principes mène à la destruction de la nation, de l'Etat ;
6. L'avantage d'une multitude des cultures
7. Reconstruction d'une culture ; ce qui constitue la France – son histoire, etc...
8. Le changement avec Sarkozy quand il sera président ; ce qu'il va promouvoir et soutenir ;
9. L'importance de l'avenir
10. Le problème de l'identité nationale – transmission de la culture et des valeurs ;
11. Conclusion : Retour au changement et aux conditions pour les immigrés ;

Nicolas Sarkozy commence ce discours en parlant directement de son sujet principal, soit la France et l'identité nationale. Il ne tourne pas longtemps autour du pot, mais aborde tout de suite le sujet dont il s'agit. Il avoue que c'est un sujet tabou pour

beaucoup de politiciens, mais qu'il n'a pas peur d'en parler, parce que sa conception de la politique est de dire la vérité, d'être honnête et de prendre des risques. Avec cette remarque, Sarkozy essaie de gagner tout de suite les auditeurs et leur propose d'entendre la vérité.

Après cette introduction, il établit tout de suite un rapport entre l'identité nationale et les immigrés dont l'intégration a échoué ce qui pourrait être une raison de la crise d'identité qui se trouve en France. C'est lui maintenant qui aime la France et qui veut lutter pour une autre France, une France sans crise probablement. Ensuite, il dit son intention de défendre l'identité de la France pour établir la France dont il rêve et il explique en quoi l'identité française consiste. Nicolas Sarkozy parle des immigrés qui doivent maintenir certaines valeurs et principes en France, pour que l'intégration réussisse. En ne les acceptant pas, les immigrés risquent de détruire la nation, de rendre l'intégration impossible, de risquer la capacité de vivre ensemble. Ainsi, il rejète implicitement une grande partie de la responsabilité et de la culpabilité sur les immigrés. Pour ne pas laisser cette responsabilité et cette culpabilité sur les immigrés, Sarkozy avoue qu'il ne faut pas les rejeter, mais rend aussi très clair qu'il ne faut pas déposséder les Français de leur identité. En donnant une citation de Lévi-Strauss, Nicolas Sarkozy souligne que la multitude de cultures est favorable et qu'il ne faut pas céder sur tous les points pour pouvoir vivre et agir ensemble.

Comme la France ne semble plus avoir une culture, Sarkozy est favorable à en reconstruire une. Dès lors, il est très compréhensible quand il parle de ce qu'il va changer et de ce qui importe dans l'avenir. Pour bien compléter son discours, il est clair qu'il reprend le problème de l'identité nationale qui est la transmission de la culture et des valeurs. Comme c'est un discours préélectoral, il est compréhensible qu'il retourne au changement prévu avec sa présidence. Il est quand-même frappant qu'il mentionne de nouveau les conditions pour les immigrés de faire venir leurs familles dans une de ses dernières phrases comme si cela serait été le point le plus important dans tout son discours.

5.2.3 Situation et intention du discours

Ce discours de Nicolas Sarkozy a été prononcé lors d'une réunion publique à Besançon dans le département du Doubs, le 13 mars 2007.

Depuis vingt ans, la politique française remettait en question la répartition des différents aspects de la politique de l'immigration « entre les ministères de l'Intérieur, des Affaires

étrangères, des Affaires sociale et de la Justice.» Nicolas Sarkozy essayait d'y mettre fin en créant un grand ministère qui est « compétent à la fois pour l'immigration, l'identité nationale et le codéveloppement. » Les objectifs d'une telle création étaient ou bien sont toujours de « maîtriser les flux migratoires, favoriser l'intégration, promouvoir l'identité française et encourager le codéveloppement. »⁷

En ce qui concerne la maîtrise des flux migratoires, le but est de lutter contre l'immigration illégale et irrégulière, de pratiquer une immigration choisie et de considérer la capacité d'accueil de la France ainsi que ses besoins en économie.

Pour le co-développement, l'objectif de ce ministère est de donner aux pays originaires la confiance en eux-mêmes et de leur montrer des possibilités de construction d'un avenir chez eux.

De plus, cette création propose d'améliorer ou bien de réussir l'intégration en demandant aux immigrés de savoir parler le français et de « respecter les principes républicains ». Les devoirs de l'Etat seront ou bien sont de donner accès aux logements, « à l'éducation, à la formation et au travail »⁸ aux immigrés.

Le sujet principal de ce discours, soit l'identité nationale, sera promu en gardant l'histoire de la France, en répondant au communautarisme et en préservant l'équilibre national. Selon le gouvernement français, l'immigration, l'intégration et l'identité nationale sont étroitement liées.

Nicolas Sarkozy a annoncé la création d'un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale le 8 mars 2007 sur France 2. Le Monde a écrit qu'il « a renoué [...] avec un thème ancien de la droite dure » et que ce n'était pas la première fois qu'il a parlé d'un nouveau ministère. Comme Nicolas Sarkozy a tenu ce discours dans le cadre de la campagne électorale, Le Monde présume qu'il voulait aussi « séduire les électeurs de l'extrême droite. »⁹

Quelques jours après ce discours, circulait une pétition d'une centaine d'universitaires qui n'acceptaient pas l'opposition entre identité nationale et immigration car ils estiment que l'identité nationale s'est aussi « construite à travers les immigrations »¹⁰ et qu'une identité n'est pas quelque chose d'invariable et monolithique, mais qu'elle s'enrichit et se transforme en intégrant la diversité ou bien la pluralité. Le Monde compare ce pas de

⁷ www.immigration.gouv.fr/article.php?id_article=4

⁸ www.immigration.gouv.fr/article.php?id_article=4

⁹ www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=984146

¹⁰ http://www.lemonde.fr/web/recherche_breve/1,13-0.37-980432,0.html

Nicolas Sarkozy même à l'affaire Dreyfus ou au régime de Vichy qui ont mené à des graves crises.

5.2.4 Caractérisation générale du discours

Sarkozy ne tourne pas autour du pot dans ce discours, mais commence tout de suite par le sujet, soit la France et sa candidature pour les élections présidentielles. Il retient ce que la France est pour lui ce qui le mène à l'identité nationale – un des sujets principaux sur lequel il revient vers la fin de son discours ainsi qu'à sa candidature. Ainsi, il complète très bien son discours, il commence et finit par les sujets les plus importants pour lui, car il veut devenir le prochain président et établir un nouveau ministère, soit celui de l'Immigration et de l'Identité nationale.

Avant de parler sur l'identité nationale, Nicolas Sarkozy ne prend aucun risque et assure que l'auditoire sait qu'il se rend compte que c'est un sujet délicat, mais qu'il en parle quand-même parce qu'il a le courage d'en parler et il n'a pas de peur de parler de quelque chose déplaisant. De plus, il essaie de gagner l'auditoire en constatant qu'il dit la vérité. Dès lors, il reçoit probablement plus d'attention car tout le monde veut savoir ce que la vérité est dans ses yeux ou bien dans les yeux de la France. La vérité pour lui est le fait que la France fasse face une crise d'identité qui concerne tous les Français, ainsi il n'exclut personne, mais il veut que tout le monde aille dans le même sens.

Le premier problème qu'il met en rapport à cette crise est l'échec de l'immigration et de l'intégration qui semble être responsable principal de la situation actuelle en France. Là, il établit une nette différence entre les Français et les immigrés et se distancie des immigrés alors qu'il personnalise très fortement la France et se demande ce que ou bien ce qui est la France et qu'est-ce qu'elle demande. Il explique les conditions pour pouvoir venir en France, quelle attitude ou bien conduite détruit la France ce qui laisse sous-entendre que la France ou bien son identité était détruit en grande partie des immigrés.

Afin de justifier son attitude, Nicolas Sarkozy cite de grands personnages de l'histoire française, même s'ils étaient d'une autre orientation politique que lui, tels que Jaurès, un homme politique socialiste, ou Malraux, un écrivain et un résistant pendant la Seconde Guerre Mondiale. En une seule fois, Sarkozy en vient à Jeanne d'Arc, une figure emblématique de l'histoire de France, qui s'est battue pour la France contre l'Angleterre. Plus tard dans le discours, il mentionne aussi Rivarol, un écrivain français pour justifier l'importance et la beauté de la langue française qu'il faut de ce fait promouvoir et il donne même des possibilités de comment cela pourrait se passer.

Comme dans presque tous ses discours, la fréquence du verbe modal *vouloir* est très frappante ce qui transmet une certaine impression d'égotisme car il s'agit surtout de ce qu'il veut, même s'il le veut pour la France. Nicolas Sarkozy apaise cette impression en affirmant que chacun peut garder sa culture, et ainsi son identité. Afin de vérifier cette affirmation, il cite Lévi-Strauss, un anthropologue, ethnologue et philosophe français. Dès lors, ce n'est pas seulement Sarkozy, mais même un grand philosophe français qui le disait.

Pour ne pas laisser le terme 'culture' en suspens, Nicolas Sarkozy précise ce que 'culture' est pour lui et il demande que la culture française et ainsi l'identité française ne meurent pas ce qui rend la situation précaire. Il donne des idées pour conserver la culture, tels que « réhabiliter la valeur du travail » (lig. 260), mais il ne communique pas vraiment des propositions de solution.

De plus, il fait un lien étroit entre culture et courage ce qu'il justifie de nouveau par une citation de Malraux. « Courage » pour Sarkozy veut dire par exemple de punir des délinquants d'une façon conforme. Ainsi, Sarkozy défend des points plutôt négatifs de son programme par des citations du passé, même si celle-ci voulaient dire complètement autre chose ou étaient utilisées dans un tout autre contexte.

Ce qui est aussi caractéristique de ce discours, c'est la fréquence du mot *création* qui veut peut-être impliquer sa création d'un nouveau ministère dont il veut convaincre les Français ou bien tous les électeurs.

Vers la fin, Sarkozy se demande comment la France peut récupérer sa grandeur passée, ce qui semble être urgent.

Tout le discours est très nationaliste et patriotique. Sarkozy parle pour la France ou bien les Français, mais surtout pour lui car il est évident qu'il veut persuader les électeurs de l'élire comme prochain président. Ainsi, il remplit de nouveau la fonction principale d'un discours politique, soit la prise d'influence.

5.2.5 Les stratégies discursives

5.2.5.1 Analyse lexico-sémantique

Présentation des substantifs en bref :

	mot	fréquence
1	France	64 fois
2	culture	56 fois

3	identité	30 fois
4	valeur	29 fois
5	enfants	23 fois
6	langue	22 fois
7	travail	19 fois
8	création	14 fois
9	politique	13 fois
10	nation	12 fois
11	crise	10 fois
12	vie droit	9 fois
13	le français les Français jeunesse avenir République	8 fois
14	capitalisme société	6 fois
15	état effort faute diversité éducation devoir	5 fois

Les substantifs les plus souvent utilisés par Sarkozy dans ce discours sont *culture* (56 fois), *France* (64 fois), *identité* (30 fois), *valeur* (29 fois), *enfants* (22 fois), *langue* et *homme* (22 fois), *travail* (19 fois), *monde* (15 fois), *création* (14 fois), *politique* (13 fois), *nation* et *condition* (12 fois), *histoire* et *crise* (10 fois). En regardant ces substantifs, il est très vite lucide de quoi il s'agit dans ce discours, soit la conservation de l'identité et la transmission de la culture et des valeurs aux enfants en France. Des valeurs semblent être parmi d'autres le travail et la langue. Le mot *création* indique son intention de créer un ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale. Le mot *condition* témoigne de ce qu'il faut remplir pour ne pas perdre ou bien laisser mourir l'identité nationale. À cause de l'*histoire* ou bien de la politique des dernières décennies, l'*identité* est tombée dans une *crise*.

Ce sont tous des substantifs connotés plus ou moins neutres, même positifs. Le seul mot qui a vraiment une connotation fortement négative est le mot *crise*. *Crise* est définie de la façon suivante : « Moment difficile et généralement décisif dans l'évolution d'une

société » (Langenscheidt 2000, 287) Dès lors, la France se trouve dans une situation difficile qui pourrait changer toute la société ce que Sarkozy semble vouloir éviter.

La connotation du mot *culture* est normalement très positive, à moins que le mot ne se charge d'une connotation négative par d'autres mots ce qui n'est pas le cas dans ce discours. Sarkozy ne regrette que la culture semble à disparaître.

Le mot *France* est le premier en fréquence, ce qui semble être typique pour des Présidents de la République française. Selon Mayaffre (2004, 26), les présidents français sont d'abord ceux qui parlent de la France ainsi qu'au nom de la France et qui représentent le pays. C'est la raison pour laquelle le mot *France* est le mot le plus utilisé chez tous les président de la V^e République. Dès lors, Sarkozy parle aussi au nom de la France et il est un petit peu comme un missionnaire de son pays ce qui se reflète bien dans presque tous ses discours.

Dans ce premier discours, il est frappant que Nicolas Sarkozy personifie très souvent, presque toujours, la France. Pour lui, la France veut continuer de vivre, est pleine d'esprit et fidèle ; elle vit avec son temps et accepte des origines d'autres, soit des immigrés bien sûr. De plus, la France est ouverte sur les autres et sur l'avenir, accueillante, généreuse et fraternelle. Ce qui l'inquiète, c'est qu'elle traverse une crise. Quand il parle de cette crise, qui semble rendre la France immobile et enfermée, il parle de la France d'une façon négative une seule fois. Sinon il utilise sa langue concernant la France très positivement. Pour – à ce moment - le futur président, la France est un destin commun, « une façon d'être, de vivre, de penser, c'est un idéal, c'est une espérance. » (lig. 16). De plus, la France est très étroitement liée à la langue française ainsi qu'aux langues régionales et à une terre de liberté. L'auditoire ou bien le lecteur comprend très vite la connotation positive en tout ce qui concerne la France.

Il y a plusieurs définitions de *culture* et il est très difficile d'en trouver une qui soit assez satisfaisante pour cette étude. Les deux définitions qui semblent être les plus conformes sont :

Ensemble des activités soumises à des normes socialement et historiquement différenciées, et des modèles de comportement transmissibles par l'éducation, propre à un groupe social donné.

ou « [E]nsemble des connaissances acquises par un individu. » (Langenscheidt 2000, 295) Sarkozy parle de la culture «au sens le plus large du terme » (lig. 181), dès lors la première définition semble être la meilleure dans ce contexte. Il la désigne comme culture commune qui implique une morale commune ainsi qu'un système de valeurs. Le candidat de jadis aux présidentielles lie le mot *culture* à des mots tels que *langue*,

valeurs, savoir-faire, diversité ou *multitude*. Pour lui, la culture de la France est quelque chose que les immigrés doivent accepter, néanmoins il avoue aussi que la culture se développe en échangeant. Selon Sarkozy, il y a plusieurs cultures en France, soit la culture ouvrière, paysanne, la culture des artisans ou du travail ce qui montre très bien la diversité dont il parle. Il y a une nécessité de reconstruire la culture ce qui montre bien que la France manque la culture ou bien et en train de la perdre. Il est très intéressant que Sarkozy personifie la culture en la désignant comme « génie national » (lig. 526)

Le mot *valeur*, qui est troisième en fréquence, semble être très important dans le contexte de la culture et d'appartenance à la France. Nicolas Sarkozy parle surtout des valeurs *en* et *de* la France bien sûr ainsi que de tout un héritage et d'un système de valeurs. Pour lui, les valeurs donnent sens à être Français, dès lors, il peut être admis qu'un immigré puisse devenir Français seulement en adoptant les valeurs de la France. Les adjectifs que Sarkozy utilise dans le contexte des valeurs sont *saine, commune, partagées, spirituelle, et morale* – tous des adjectifs positifs. Il regarde les valeurs comme des atouts et quelque chose qu'il faut absolument transmettre aux enfants, particulièrement à l'école. Pour Nicolas Sarkozy la culture donne des valeurs, mais comme la France est en train de perdre sa culture, elle perdra aussi ses valeurs ce qu'il faut éviter parce que les Français doivent se rassembler autour de celles-ci (lig. 245). Parmi d'autres aspects, les valeurs définissent l'identité.

En ce qui concerne l'identité, il faut dire que le choix des mots est gardé très différemment. Il y a beaucoup de mots connotés positivement, mais aussi négativement. Cela résulte du fait que Sarkozy veut maintenir l'identité française dont il a une haute idée, mais qu'il craint en même temps de perdre. Pour Sarkozy l'identité est propre, française, nationale, riche et fabuleuse, quelque chose d'essentiel. Elle se construit de la culture, des langues et des valeurs qui concernent tout un peuple et lui donnent un sentiment d'appartenance. Là, le mot *identité* est utilisé dans un contexte très positif et se charge d'une connotation soit neutre soit positive par d'autres mots. Mais elle peut aussi se charger d'une connotation négative. Nicolas Sarkozy n'utilise pas seulement des mots positifs autour de l'identité, mais aussi négatifs tels que *peur, sujet tabou, crise, menace, haine, problème, effritement, danger, aplatissement* ou *appauvrissement*. Les verbes utilisés dans le contexte de l'identité montrent aussi très bien la peur de Sarkozy de la perdre : *respecter, se dissoudre, préserver, défendre, éviter*. De plus, il mentionne qu'il ne faut pas déposséder les gens de leur identité ou qu'il ne faut pas qu'ils se sentent étrangers.

Un autre substantif que l'on retrouve souvent, est *enfant* ce qui pourrait montrer que Sarkozy pense surtout aux enfants et le besoin de transmettre la culture et les valeurs aux enfants et dès lors, de leur (re-)donner l'une identité. Son doute s'adresse surtout à l'avenir car les enfants peuvent être vus comme synonyme pour l'avenir. Sarkozy mentionne que chaque enfant est un adulte en devenir, ainsi l'éducation doit engendrer des adultes et pas de grands enfants c'est pourquoi il ne veut pas négliger l'école, mais donner aux enfants le plaisir de la connaissance et leur faire aimer le savoir. De plus, il se demande dans quel monde les enfants seront exposés, ce qui montre son souci concernant l'avenir. Les enfants sont l'avenir de la civilisation mondiale.

L'apparition fréquente du mot *langue*, qui implique toujours la langue française, montre que Sarkozy lie très fortement la langue à l'identité. La langue fait partie de la culture et selon Sarkozy, elle est le patrimoine « le plus précieux » (lig. 422) ce qui montre très bien l'importance de la langue en France. Les adjectifs qui se trouvent dans le contexte de la langue sont *humaine*, *nationale* et *régionale*. Le premier porte une connotation positive qui soutient la remarque du patrimoine le plus précieux. La connotation des autres adjectifs, *nationale* et *régionale*, est en fait neutre, mais une certaine importance ou bien connotation leur est attribuée par le contexte. En France, il y a de temps en temps des discussions en ce qui concerne les langues régionales et leur rôle dans la société. Sarkozy ne veut pas éliminer les langues régionales, au contraire, parce qu'il affirme qu'une langue unique s'apparenterait à une domination de la pensée. Quand-même, il veut renforcer le français, particulièrement sur le territoire européen où il veut promouvoir l'enseignement de deux langues étrangères dont il souhaite sans doute que le français soit l'une des deux.

En ce qui concerne la politique, Nicolas Sarkozy garde son choix des mots très positifs dans ce discours ce qui témoigne de sa volonté de persuader les gens de se déplacer pendant les élections et ne veut pas les démotiver ou bien les décourager. Les mots qui se trouvent dans le contexte de la politique sont surtout : *vérité*, *courage* et *responsabilité*. Nicolas Sarkozy critique très brièvement la politique actuelle qu'il désigne comme une politique de gestion de laquelle il faut passer à une politique culturelle. Cette politique, qui serait probablement menée sous lui comme président, est la réponse à la crise morale dans laquelle la France est plongée. Ainsi, Sarkozy remettra la culture et la morale.

Un autre mot qui se trouve parfois dans le contexte de la politique est *création*. Selon Sarkozy, la création doit être mise au coeur de la politique et c'est lui qui fera le premier

pas en créant un nouveau ministère. Un mot négatif est *soucieux*, mais là, il ne parle pas vraiment de la politique, mais des hommes politiques qui sont trop soucieux pour oser dire la vérité et parler des sujets délicats.

Une des raisons pour laquelle Sarkozy parle de l'identité est la crise laquelle il présume en France. Le mot *crise* soi-même porte déjà une connotation négative et il n'est qu'utilisé dans un contexte négatif, bien sûr. Les adjectifs autour du mot *crise* sont les suivants : *grave, profonde, dangereuse, morale et française*. Les premiers trois sont très clairement connotés négativement même sans le mot *crise*, les deux derniers se chargent d'une connotation négative par le mot *crise*. Les substantifs qui se trouvent avec la crise sont *perte du sens, repères et souffrances* ce qui semblent être les conséquences de la crise. Par contre l'origine de la crise est le renoncement culturel selon Sarkozy. Tous des mots d'une connotation négative. De plus, il ne faut pas *sous-estimer* ou *ignorer* la crise qui est une *triste réalité*.

Bien que la raison de son discours soit la création d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale, le mot *immigration* n'apparaît que trois fois et le mot *immigré* même qu'une fois ce qui pourrait montrer qu'il aimerait se distancier et qu'il essaie de ne pas trop en parler pour ne pas être considéré comme raciste ou xénophobe. Néanmoins, il parle très explicitement d'un problème de l'identité nationale dont l'origine est l'immigration. Ainsi, il charge le mot *immigration* d'une connotation encore plus négative qu'il porte déjà. Un autre mot très négatif dans le contexte de l'immigration est *menace*. Sarkozy présume que l'immigration pourrait être sentie comme menace ce qu'il ne veut pas. En ce qui concerne les immigrés, ils ont plutôt des devoirs à remplir, comme respecter l'identité de la France, parce que ce sont eux qui veulent venir, vivre et être accueillis en France et dès lors ils doivent être reconnaissants. Dans le contexte des Français, par contre, il parle de la confiance, des moyens et des droits par exemple.

Enfin et surtout, il serait important d'étudier l'auto-représentation de Sarkozy. Comme Nicolas Sarkozy a tenu ce discours dans le cadre des élections présidentielles, il est clair qu'il se met en valeur. Les substantifs qui se trouve autour du pronom *je* sont par exemple : *dignité, vérité, valeurs, culture, identité, principes, liberté, l'esprit, justice, égalité, neutralité, laïcité, morale* ou *éducation*. Les verbes sont *croire, défendre, vouloir, se battre, revaloriser, encourager, veiller, permettre, renforcer, continuer* et *reconstruire*. En lui-même, il voit une *force créatrice*, un *créateur* ou bien un *entrepreneur* et montre à l'auditoire qu'il serait quelqu'un qui fera avancer la France.

Deux adjectifs avec lesquels le mot ou bien le futur président se charge d'une connotation extrêmement positive sont *sincère* et *honnête* – deux traits de caractère qui sont nécessaires pour un président.

En ce qui concerne la fréquence des verbes, il est frappant de constater que les deux les plus fréquents sont *vouloir* (44 fois) et *falloir* (36 fois). Dès lors, il est clair que Sarkozy exprime surtout ce qu'il veut changer pendant sa présidence et ce qu'il faut faire. Le verbe *faire* figure aussi très haut sur la liste, soit place 4 avec 19 apparences.

En général, son choix des verbes est surtout positif et il peut être témoigné que l'intention de Sarkozy est celle de s'exprimer par des verbes tels que *parler* (28 fois), *dire* (13 fois), *proposer* (9 fois), *souhaiter* et *demander* (5 fois), etc. D'autres verbes impliquent sa volonté ou bien sa capacité d'agir tels que *défendre* (18 fois) ou *pouvoir* (14 fois).

Présentation des verbes en bref :

	verbe	fréquence
1	vouloir	44x
2	falloir	36x
3	parler	28x
4	faire	19x
5	défendre	18x
6	venir	16x
7	prendre	15x
8	pouvoir	14x
9	dire	13x
	comprendre	
10	vivre	12x
11	proposer	9x
12	aimer	8x
	croire	
13	continuer	7x
14	souhaiter	5x
	respecter	
	exprimer	
	devenir	
	demander	

5.2.5.2 *Analyse argumentative*

En ce qui concerne l'argumentation de Nicolas Sarkozy dans ce discours, trois affirmations seront prises parmi le discours afin d'étudier la façon d'argumentation de plus près.

La première affirmation est que l'immigration pose le problème de l'identité nationale. Sarkozy l'exprime de la façon suivante : « Je continuerai à parler de l'immigration en posant le problème de l'identité nationale » (lig. 46) Ainsi, il ne l'affirme pas explicitement, mais il lie le problème de l'identité très étroitement à l'immigration et il commence à argumenter par la condition pour une intégration réussie, soit le partage de l'identité qui implique surtout la culture, la langue et les valeurs (lig. 50/51). Ce partage impliquerait que les immigrés doivent céder sur leur identité et sur tout ce qui a un rapport avec celle-ci. Dans son discours, Nicolas Sarkozy laisse sous-entendre que les immigrés ne partagent pas l'identité française et ne cèdent pas sur leurs cultures ce qui a mené à cette crise d'identité que la France traverse à ce moment. Même s'il cherche la faute plutôt chez les immigrés, il avoue que l'Etat français négligeait de parler du pays, de la France aux immigrés. Ainsi, il n'a pas autant essayé de transmettre la culture aux gens venants en France. Il reprend cette responsabilité de l'Etat en déclarant que la France est un pays ouvert et accueillant et en demandant au peuple que l'immigration ne doit pas être ressentie comme une menace ce qui implique qu'il pense qu'elle en est une pour les Français. De plus, il parle du manque du respect pour l'autre des deux côtés. Il dit : « Il faut respecter l'identité de ceux qui viennent mais ceux-ci doivent aussi respecter l'identité du pays qui va devenir leur. » (lig.67/68) La question qui se pose dans cette affirmation est de savoir ce qui va devenir leur. Le pays ou bien l'identité ? Sarkozy parle très probablement du pays, mais il n'est pas impossible qu'il parle de l'identité ce qu'il souhaite peut-être intérieurement. Il continue de dire aux immigrés que « la France ne commence pas avec eux » (lig. 115), mais qu'elle a une longue histoire, etc. – un héritage dont il faut être fier. Dès lors, il présume que les immigrés ne comprennent pas ce fait et qu'ils assument la France ou bien les Français de changer pour ou avec eux. La conséquence est le problème identitaire. De plus, il présume que les immigrés reprochent à la France qu'elle leur demande d'oublier leurs origines et leur histoire ce qui n'est pas vrai selon Sarkozy. Là, il se contredit un petit peu comme il leur demandait plus tôt dans le discours de partager l'identité française ce qui impliquait de céder sur la leur, au moins jusqu'à un certain point. Selon Nicolas Sarkozy, l'intégration échouée est aussi la faute des immigrés comme ils dénigrent souvent la France et

l'affrontent avec haine. Ainsi il dit : « on cherche rarement à s'intégrer à ce qu'on a appris à détester. » (lig. 123/124). De plus, les immigrés font les Français se sentir déposséder de leur identité et se sentir étranger dans leur propre pays ce qui mène à la haine et au fait que les Français rejettent les immigrés.

La deuxième affirmation est celle de l'origine de la crise de l'identité nationale, soit le renoncement culturel (lig. 162). Pour Sarkozy « chaque culture se développe en échangeant avec les autres » (lig. 151), donc la condition est d'avoir quelque chose à échanger. Une contradiction dans son argumentation est la citation de Lévi-Strauss selon qui il faut payer un prix si chaque culture reste diverse, mais que cette diversité est bonne et saine, pas pathologique ce que les gens tentent à croire. Le prix de cette diversité sont de différents styles de vie, de différents systèmes de valeurs, etc. Il est clair que cette diversité est bonne et saine, mais déjà la remarque qu'il faut « en payer le prix » (lig. 146) charge toute la déclaration d'une connotation négative, parce que la phrase « payer le prix » est nettement connotée négativement. Il ne faut payer le prix que pour quelque chose de négatif. De plus, Sarkozy ne veut pas forcément garder cette diversité parce qu'il aimerait bien que les immigrés adoptent les valeurs et la culture de la France. En outre, il voit « la nécessité de reconstruire une culture commune » qui ne serait pas renoncée. Une culture « sans avoir recours à la violence » (lig.165/166) et qui « donne la force de vaincre [l]a peur et de redevenir l'acteur de [l]a propre existence » (lig. 167) Une culture commune n'implique pas vraiment une diversité des cultures.

La troisième affirmation constate : « Dans le patrimoine que nous [avons] reçu, le plus précieux est notre langue. » (lig. 422) Pourquoi est-ce qu'il considère la langue comme le patrimoine le plus précieux ? Sarkozy déclare que le français est l'âme de la France, il est son esprit, sa culture, sa pensée et sa liberté. De plus, tous les hommes s'en servent et la langue est « le droit de penser autrement » (lig. 426). Là, Nicolas Sarkozy revient de nouveau à la diversité culturelle dont la condition est la diversité linguistique. En ce qui concerne les immigrés, il se contredit de nouveau parce qu'une condition de venir en France est de savoir parler et écrire le français qui doit rester la langue de travail et il peut être admis que ce ne soit pas le seul domaine. Ainsi, une diversité linguistique qui serait découvrable dans la vie publique en France n'existera jamais. L'objectif de Sarkozy est de promouvoir la langue française – il en parle de l'Europe, mais il le souhaite définitivement aussi pour la France.

5.2.5.3 Analyse rhétorique

Une figure de style qui est très frappante dans ce discours est de nouveau la personnification de la France à partir de ligne 54. Pour Sarkozy la France est ouverte, accueillante, généreuse, fraternelle, etc. – toutes des attributions qui décrivent normalement des personnes. De plus, il parle de « la France qui ne meurt pas » (lig. 65), « dont le visage change imperceptiblement » (lig. 66) ou « dont l'esprit est plein » (lig. 69). Dans le contexte des immigrés, Sarkozy dit que « [l]a France n'a jamais demandé à personne d'oublier des origines » (lig. 118) ou qu'« elle demande seulement d'être aimée et respectée. » (lig. 119). Ce n'est jamais un pays qui demande quelque chose, mais toujours des personnes. En utilisant le mot *France*, il évite de dire *les Français*, *nous* ou bien *je*, pour donner l'avis des Français ou bien de lui-même. Ainsi, il se range du côté sûr comme beaucoup de Français ne seront pas forcément d'accord. De plus, il compare la France à un « génie national » (lig. 526) pour montrer la grandeur de la France et les succès de la France dans le passé. Cependant, le mot *génie* s'utilise normalement seulement pour des personnes. En personnifiant la France, Sarkozy rend le pays plus proche à l'auditoire et montre qu'il parle au nom de la France.

Un autre caractère frappant de ce discours est l'usage de beaucoup de citations des grands Français du passé, comme Malraux ou Jaurès. Il semblerait que Sarkozy les utilise pour légitimer son argumentation. Souvent ces citations sont des Français d'une autre orientation politique qui approuvent quand-même ce que Sarkozy constate. Il est probable que cette stratégie pourrait aider à persuader des électeurs disposés autrement pour la politique.

Un élément rhétorique qui se trouve souvent dans les discours de Nicolas Sarkozy est la répétition qui renforce toujours l'importance du sujet. Cela commence dès le début quand Sarkozy repète cinq fois le mot *France* par exemple. Il dit que « la France ce n'est pas fini, que la France veut continuer de vivre [...] Je veux parler de la France [...] La France c'est vous [...] La France c'est un destin commun [...] » (lig.7-13) etc. À partir de ligne 36, le mot *crise* est répété plusieurs fois : « une crise d'identité, que cette crise est grave, que cette crise est profonde, que cette crise est dangereuse. » (lig. 36/37) En répétant de tels mots sans cesse, il ne souligne pas seulement l'importance du sujet, mais aussi la gravité du problème par exemple.

Les questions de l'orateur servent à entrer en dialogue avec le public et Sarkozy souhaite d'entrer en contact avec les Français. Il pose les premières questions à partir de ligne 153 où il met en question surtout l'ancienne politique ou bien ses adversaires,

c'est à dire la gauche, qui n'ont pas entendu la bonne voix et qui ne semblent pas avoir reconnu les problèmes. Il se demande :

Pourquoi les bonnes consciences, pourquoi les bien-pensants, pourquoi la gauche n'entendent-ils pas la grande voix de Lévi-Strauss ? Pourquoi font-ils semblant de ne pas comprendre que le maintien de la diversité dans un monde ouvert exige de la part de chaque culture une forme de résistance ? (lig. 153-156)

Avec de telles questions, Sarkozy voulait certainement convaincre les Français de son ouverture d'esprit et de sa compétence pour la présidence de la République. Plus tard dans le discours, il pose des questions rhétoriques auxquelles il n'attend pas de réponse comme celles-ci les entraînent automatiquement. « Nos enfants le pourront-ils encore si nous négligeons l'école ? Si nous les laissons sans valeurs et sans repère ? » (lig. 277-279) Le pronom d'objet direct *le* signifie son souhait que les adultes auraient envie de remercier leurs instituteurs pour les « avoir rendu curieux de ce qui est beau. » (lig. 277)

Parfois, Nicolas Sarkozy utilise des hyperboles comme figures de styles et exagère un petit peu. À partir de ligne 118, il repète deux fois que « [l]a France n'a jamais demandé à personne... » La marque absolue *jamais* infirme la responsabilité ou bien la faute de la France, son gouvernement et ses citoyens. Cependant, le gouvernement français ainsi que les Français ont probablement demandé d'une façon implicite aux immigrés d'oublier leurs origines par exemple, soit en les rejetant et en les discriminant. Un autre hyperbole se trouve dans ligne 139 où Sarkozy annonce que « plus personne ne peut plus se parler ni se comprendre. » ce qui n'arrivera pas.

Un autre élément rhétorique qui se trouve dans ce discours est la métaphore. La métaphore est une figure de style, un mot qui est utilisé au sens figuré. Parfois elle est une comparaison écourtée où les particules de comparaison sont abandonnées. Souvent elle rend un fait plus simple et le représente simplifié et résumé. En général, une métaphore évalue, caractérise et interprète. Egalement, certains traits de signification sont transférés à d'autres contextes. Deux exemples frappants sont « la France [...] qui se métamorphose tous les jours. » (lig. 65) et « toute oeuvre réussie est le fruit de la perfection » (lig. 250) Le mot *se métamorphoser* est surtout utilisé dans un contexte biologique et veut dire que quelque chose évolue ou transforme avec le temps. *Le fruit de la perfection* implique le travail, l'effort et l'ambition des Français dont ils peuvent vivre.

Une fois, Sarkozy emploie l'impératif pour introduire une citation. Il dit : « Ecoutez ce qu'a dit un jour Claude Lévi-Strauss » (lig. 144). Dans ce cas, il ne veut pas forcément

que les Français écoutent ce qui est dit au passé, mais surtout ce qu'il a à dire. Ainsi, il voulait dire peut-être « Ecoutez-moi. »

5.2.6 La représentation de soi et de l'autre

5.2.6.1 La désignation pronominale

En ce qui concerne les pronoms, le pronom *je* apparaît 108 fois dans ce discours ce qui montre l'égotisme de Sarkozy et bien sûr le fait qu'il s'agit d'un discours d'une campagne électorale où il faut convaincre l'auditoire de sa personne. Les formes verbales du *je* manifestent qu'il s'agit d'un discours du présent comme il y a 73 occurrences du présent comparé à 16 occurrences du passé et à 17 du futur. Le conditionnel est employé deux fois et il y a trois occurrences des propositions conditionnelles. Le pronom *je* apparaît surtout quand Nicolas Sarkozy parle de ce qu'il veut – la phrase *Je veux* apparaît 27 fois ce qui est beaucoup – de ce qu'il *crois* (5 fois), de ce qu'il *souhaite* (4 fois) et de ce qu'il *pense* (3 fois). De plus, le *je* est utilisé quand il parle de ce qu'il veut défendre et changer : « je veux défendre la liberté de l'esprit » (lig. 101) et de ce qu'il « renforcera[i] tout à la fois le dispositif de l'action culturelle » (lig. 440) Il y a deux situations où Nicolas Sarkozy utilise le conditionnel *voudrais* au lieu de l'indicatif, soit ligne 276 et ligne 533. Toutes les deux occurrences expriment un souhait de Sarkozy, ainsi quelque chose qu'il désire, mais qu'il ne peut pas influencer directement. Il dit : « Je voudrais que nous anticipions au lieu de subir. » (lig. 533) – c'est à chacun d'anticiper et d'espérer, il ne peut que donner le bon exemple. Son souhait

Je voudrais que tous les enfants, quand ils seront devenus adultes, aient un jour envie d'écrire à leur instituteur : « Merci de m'avoir rendu curieux de ce qui est beau » (lig. 276/277)

pourrait être vu de la même façon – il aimerait que les Français le fassent ou au moins aient une raison de le faire.

Comparé au pronom *je*, le pronom *nous*, qui n'est rien d'autre qu'un *je élargi*, apparaît 47 fois – 26 fois dans la forme du présent, cinq fois du futur, deux fois du passé et huit fois du subjonctif. Le *nous* s'utilise surtout quand Sarkozy parle au nom des Français et quand il veut toucher les Français émotionnellement, soit à partir de ligne 37 par exemple :

A nous contester le droit de parler de notre identité nous créons les conditions d'une crise identitaire. Nous ne savons plus qui nous sommes parce que nous n'avons plus le droit de parler de ce que nous sommes.

Parfois, Nicolas Sarkozy emploie le pronom *nous* au lieu du *je* pour ne pas sembler trop dominant et trop concentré sur soi-même, par exemple ligne 312 où Nicolas Sarkozy demande : « à condition que nous soyons capables de remettre la culture au centre de nos politiques » ou ligne 474/475 : « nous avons de plus précieux à leur transmettre ».

Souvent, il emploie le pronom *nous* quand il parle de ce qui doit être amélioré ou à quoi il faut travailler, par exemple à partir de ligne 277 en posant les questions rhétoriques. De plus, le *nous* se trouve quand il partage la responsabilité avec d'autres hommes politiques : « Nous ne devons pas attendre. [...] Fixons-nous pour objectif d'être dans ces domaines le pays le plus créatif et le plus en avance. » (lig. 531-536)

Le pronom *on* qui est un pronom « manipulateur et malfaisant » selon Bonnafous (cité dans Gehringer 1995, 113) apparaît 22 fois dans ce discours. Sarkozy l'emploie quand il se distancie de quelque chose, soit de la responsabilité, soit des immigrés ou bien de sa propre pensée. À partir de ligne 123, le pronom *on* désigne les immigrés qui ont « appris à détester » (lig.124) la France ou qui rendent « l'intégration impossible. » (125) Comme Sarkozy ne veut pas reprocher cela explicitement aux immigrés, il utilise le *on*, mais il pense et s'adresse incontestablement aux immigrés. Un exemple où Sarkozy utilise le pronom *on* pour parler des hommes politiques se trouve dans la ligne 180 : « Je ne suis pas venu vous parler seulement de ce que l'on appelle la politique culturelle. » Cette phrase pourrait impliquer que les autres hommes politiques qui ont parlé de la culture n'avaient jamais eu une bonne idée de la culture contrairement à lui. Une fois Sarkozy emploie le *on* pour éviter le *je*, soit ligne 143 : « Il faut savoir ce que l'on veut. » Ce qu'il veut dire probablement est qu'il sait ce qu'il veut.

Une autre façon pour parler des choses d'une façon impersonnelle est la construction *il faut* qui est très souvent employée, surtout quand il s'agit d'une certaine responsabilité ou de certaines tâches pour lesquelles Sarkozy aurait besoin d'aide. La responsabilité de tous les Français par exemple est de « respecter l'identité de ceux qui viennent » (lig. 67) ; les tâches de la politique française seraient de « remettre de la culture dans le capitalisme » et de « rééquilibrer le capitalisme par la culture. » (lig. 197/198) Les deux tâches sont introduites par *Il faut*. Ainsi, il cède la responsabilité et laisse en suspens qui seraient les responsables.

Le pronom *vous*, soit comme sujet ou objet, désigne surtout les auditeurs ou bien les Français pour établir du contact personnel ou pour les inclure.

Le pronom accentué *eux* ou bien le pronom démonstratif *ceux* désignent surtout les immigrés. En employant ces pronoms, Sarkozy se distancie nettement des immigrés et

différencie clairement entre les immigrés et les Français, par exemple dans la phrase : « Il faut respecter l'identité de ceux qui viennent mais ceux-ci doivent respecter l'identité du pays qui va devenir leur. » (lig. 67/68) Un autre exemple serait « A ceux qui veulent venir vivre en France [...] la France ne commence pas avec eux » (lig. 114/115) – là, Sarkozy présume une certaine infatuation parmi les immigrés pensant que la France recommencerait avec leur arrivée.

5.2.6.2 La désignation nominale

En ce qui concerne la désignation nominale, il y a différents types de désignation. L'auditoire où bien les Français sont désignés comme des *amis* (1 fois), des *créateurs* (4 fois), des *hommes* (22 fois) et *femmes* (1 fois) et *peuple* (2 fois). Un terme qui réfère aux Français, mais aussi aux immigrés est le terme *minorités* (2 fois) et *mineurs* (1 fois) pour désigner les jeunes de n'importe quelle origine. Des désignations négatives qui se réfèrent surtout aux (jeunes) immigrés sont *bandes* (1 fois), *voyous* (3 fois) ou *prédateurs* (1 fois). Un autre domaine de désignation sont les secteurs professionnels qui implique des termes particuliers d'appartenance tels que *artisans* (3 fois), *artiste* (3 fois), *paysans* (2 fois), *éducateurs* (1 fois), *instituteurs* (2 fois) ou *travailleurs* (1 fois). Pour ses adversaires, Nicolas Sarkozy utilise des termes particuliers hétérodésignatifs comme *la gauche* (1 fois) ou *l'extrême droite* (1 fois). Les termes généraux d'appartenance pour la France sont *patrie* (2 fois), *nation* (12 fois), *démocratie* (2 fois), *pays* (12 fois), *république* (8 fois) ; les termes particuliers sont *prisonnière* (1 fois) ou *génie* (2 fois). Un terme auto-désignatif pour Sarkozy est celui de *candidat* (1 fois).

5.3. Discours *3: Grande Mosquée de Paris

5.3.1 Bref résumé du discours

Au début de cette allocution, Nicolas Sarkozy exprime son souhait de bienvenue ainsi que sa gratitude d'avoir la possibilité d'être présent et de pouvoir parler.

Il commence par l'importance de la Grande Mosquée de Paris et rend hommage aux musulmans qui ont défendu les valeurs de la France et qui se sont battus pour la France pendant des périodes de guerre. L'importance de la mosquée à Paris provient – parmi d'autres – de la présence de l'islam et du fait que l'islam fait partie de la France. Nicolas Sarkozy constate qu'il s'est toujours battu pour un islam *de* France et pas pour un islam *en* France. Les idées pour un islam *de* France existent depuis longtemps, mais il leur manquait toujours du corps. Monsieur Sarkozy continue par le listage de cela à quoi la France est arrivée à faire avec l'aide des musulmans responsables comme la fondation du CFCM (Conseil Français du Culte Musulman) par exemple.

La transformation d'un islam *en* France à un islam *de* France se montre dans la représentation institutionnelle des musulmans ou bien de l'islam, les lieux de cultes ou le fait que la France s'est douée des aumôniers musulmans. Ainsi, la France a donné une certaine visibilité à l'islam. L'objectif de cette visibilité est une bonne et juste représentation de l'islam.

L'objectif de la soirée de cette allocution de Nicolas Sarkozy est de renforcer l'importance de la Grande Mosquée et de souligner que le CFCM joue un rôle important dans l'intégration et l'apaisement en France. Nicolas Sarkozy mentionne qu'une telle intégration ou bien l'installation de l'islam n'est pas facile, mais une affaire plutôt complexe, même si la France est le pays d'Europe où l'islam est le plus présent et où il y a un bon dialogue entre les musulmans et les non-musulmans. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de désaccords, mais qu'il y a une bonne culture de discussion qui existe grâce au CFCM. Le président français ne nie pas qu'il y a encore des traces d'islamophobie, mais comme l'islam est compatible avec les valeurs de la laïcité par exemple, la France est prête de les combattre.

De plus, Sarkozy souligne l'importance de ne pas confondre l'islam avec l'islamisme qui se sert de l'islam pour cacher une idéologie de haine qui n'a rien à voir avec la religion. Au contraire, la religion, n'importe quelle religion, transmet des valeurs telles que le respect pour l'autre ce qui rend plus facile de travailler ensemble, de coopérer.

Les extrémistes y fait exception, car ils tuent en nom de l'islam et veulent la détestation de l'autre par exemple ce qui n'a rien à faire sur le territoire français. Malgré ces extrémistes, il faut respecter la diversité et l'identité de l'autre et les musulmans dont la foi transmet des valeurs de paix, de respect et de tolérance doivent avoir la possibilité de vivre l'islam de France. Ce message doit être porté ensemble et ce sont surtout les imams qui devraient le porter.

L'objectif de Nicolas Sarkozy est de donner de force à l'islam de France et de combattre les extrémistes.

5.3.2 Structure du discours et sa fonction

Structure en bref :

1. Introduction : la place et l'importance de l'islam en France
2. Le but d'établir un islam de France ; les étapes entreprises jusqu'à maintenant pour l'établir ;
3. L'importance du CFCM : entre en dialogue et diminuer les tensions entre les musulmans et les non-musulmans ;
4. La différence entre l'islam et l'islamisme : distinguer entre les musulmans et les extrémistes ;
5. La religion = transmetteur des valeurs ;
6. Conclusion : pas de place pour les extrémistes en France ; il faut les combattre et renforcer un islam *de* France avec toutes ses valeurs ;

La structure de cette allocution s'illustre dans une très claire séquence des temps. Après une courte introduction pour mentionner l'importance de l'islam et la place laquelle il occupe en France, Nicolas Sarkozy continue par exemplifier ce qui était fait dans le passé afin d'établir un islam *de* France et afin de lui donner une bonne représentation en France. Après il passe au présent en mentionnant l'importance et le rôle du CFCM dans la société française et en distinguant très clairement entre les musulmans et les extrémistes pour ne pas mettre tous dans le même sac à cause de certains événements. De plus, il souligne l'importance de la religion qui semble être toujours un transmetteur des valeurs. Enfin, Nicolas Sarkozy passe au futur pour montrer ce qu'il faut changer à l'avenir : combattre les extrémistes et renforcer un islam de France.

5.3.3 Situation et intention du discours

Cette allocution a été prononcée à l'occasion de la rupture du jeûne du ramadan le 1^{er} octobre 2007 à Paris. Cette réunion rassemblait beaucoup de musulmans responsables tels que le recteur de la Grande Mosquée de Paris, Dalil Boubakeur, le recteur de la mosquée de Lyon, les membres du Conseil Français du Culte Musulman et les membres des Conseils Régionaux du Culte Musulman.

La mosquée de Paris est la plus grande mosquée de France et la mère des mosquées françaises. Elle était inaugurée le 15 juillet 1926 par le président Gaston Domergue. Elle se trouve dans le quartier latin et représente des gestes de sympathie et de bienveillance envers les musulmans. Elle était construite après la bataille de Verdun pour rendre hommage aux soldats musulmans tombés pendant cette bataille. Domergue a célébré l'amitié franco-musulmane et affirmé que la France protégeait toutes les croyances.¹¹

A ce temps où Sarkozy donnait cette allocution, le financement des lieux de culte, de leur construction et de leur rénovation ainsi que de la formation des imams par exemple était en question et devrait être reconsidéré.¹²

Dès lors, l'intention de cette allocution était certainement de renforcer l'amitié franco-musulmane ainsi que les rapports entre la France et des pays musulmans pour qu'ils continuent à subventionner l'islam de France.

5.3.4 Caractérisation générale du discours

Nicolas Sarkozy commence cette allocution en saluant tous les auditeurs, il adresse certains d'entre eux même par nom et souligne l'importance de l'islam en France et de la Grande Mosquée de Paris. Il se met en avant dès le début car aucun autre président s'est occupé de la façon dont il s'occupe de l'islam : « Je crois qu'il n'y a pas d'exemple d'un Président de la République qui se soit rendu à la Grande Mosquée de Paris » (lig. 20/21) et il veut célébrer la longue existence de celle-ci.

Ce qui importe dès le début est la différence entre l'islam *de* France et l'islam *en* France. Sarkozy différencie très clairement entre un islam *de* et un islam *en* France et il veut établir un islam de France avec toutes ses valeurs. Il constate ce qu'un islam de France est pour lui : un islam qui accorde sa place aux musulmans ainsi qu'aux non-

¹¹ http://fr.wikipedia.org/wiki/Grande_Mosqu%C3%A9e_de_Paris

¹² http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1009047

musulmans et qui transmet les valeurs de la République, soit la laïcité, le respect et la tolérance. Ainsi, il essaie de déraciner un petit peu l'islam et de l'enraciner dans le monde occidentale.

En donnant les étapes entreprises dans le passé, il montre très bien que tous les deux côtés s'intéressent à une amélioration de la cohabitation et de la cohérence entre les Français et les musulmans. Dans le cadre de cette étude, il est admis que les musulmans puissent être synonyme aux immigrés, comme la plupart des musulmans sont issus de l'immigration et ne sont pas Français de souche, même s'ils sont des immigrés de la deuxième ou troisième génération. Ce qu'il faut tenir compte à Nicolas Sarkozy est le fait qu'il n'attribue pas cette amélioration à lui-même ou à la France, mais aussi aux responsables musulmans, tels que les membres du CFCM qui rendent possible un bon dialogue.

Malgré cette bonne coopération et cohérence, il constate aussi que l'installation de l'islam dans le monde occidentale est difficile et une affaire complexe. Tant mieux que la France arrive tellement bien à accueillir et à intégrer un grand nombre des musulmans ce qu'il ne dit pas explicitement, mais ce que l'auditeur peut sous-entendre. Si la France y arrive vraiment, cela serait mis à côté. Cependant, Nicolas Sarkozy essaie d'illustrer la forte acceptation de toutes les deux côtés ainsi que leur attitude conciliante.

En citant des vers du Livre, le Président de la République cherche à prouver que toutes les deux religions, le christianisme et l'islam, soutiennent les mêmes valeurs. Ainsi, il cherche des points communs pour justifier son intention, son attente et ses conditions pour un islam *de* France. De plus, il les cherche pour condamner les extrémistes.

À la surface, Nicolas Sarkozy affirme clairement qu'il ne met pas tous les musulmans dans un sac, mais qu'il différencie entre les musulmans vivant les mêmes valeurs que les chrétiens par exemple et les extrémistes qui représente l'islamisme. Pourtant, sa distinction entre un islam *de* France et un islam *en* France pourrait laisser sous-entendre que l'islam en général tend vers l'extrémisme qui n'est pas bienvenu bien sûr.

Vers la fin, Nicolas Sarkozy mentionne que les imams sont formés à l'institut catholique de Paris. D'un côté, cela montre que la religion n'importe pas, mais l'intention et les valeurs derrière cette formation ainsi que la cohérence et la bonne volonté des gens. D'un autre côté, il met en avant les catholiques car ils sont disposés à donner une formation (même) aux musulmans.

En général, cette allocution est très positive en ce qui concerne l'islam. Nicolas Sarkozy parle des musulmans d'une façon aimable et différencie l'islam clairement de l'extrémisme qui est très souvent assimilé à l'islam à l'échelle mondiale.

5.3.5 Les stratégies discursives

5.3.5.1 Analyse lexico-sémantique

Présentation des substantifs en bref :

	mot	fréquence
1	Islam	42 fois
2	France	28 fois
3	République	12 fois
4	pays	10 fois
5	musulmans place société	9 fois
6	valeur message foi respect	8 fois
7	religion culte nom	7 fois
8	diversité mosquée président Paris imams	6 fois
9	institutions paix territoire	5 fois
10	laïcité force CFCM principe monde	4 fois

Les substantifs les plus fréquents dans cette allocution de Nicolas Sarkozy sont *islam* (42 fois), *France* (28 fois), *République* (12 fois), *pays* (10 fois), *musulmans* (9 fois), *valeur*, *foi*, *message* et *respect* (8 fois), *religion* (7 fois), *diversité* et *mosquée* (6 fois). Ces substantifs rendent évident tout de suite de quoi il s'agit : de l'islam en ou bien de France qui porte des valeurs républicaines et qui est un pays où il y a beaucoup de

musulmans. Le message de cette allocution est le suivant : les bienvenus sont ceux qui partagent les valeurs du respect et de la *laïcité* (4 fois). Ainsi, une diversité des religions est bonne et ceux-ci doivent aussi avoir leurs lieux de cultes comme la mosquée pour les musulmans par exemple.

Ce sont tous des substantifs neutres ou même très positifs tels que *valeur*, *respect* ou *paix* par exemple. Le premier substantif qui a une connotation très négative et qui est premier en fréquence parmi les substantifs négatifs est *extrémiste* (3 fois) pour parler des musulmans qui sont des islamistes et qui blasphèment l'islam en parlant de haine par exemple en son nom.

Il est évident que le mot *islam* est premier en fréquence comme l'allocution s'agit de l'islam de France et de sa place en France. Nicolas Sarkozy pense que « Cet islam de France [...] avait besoin d'une impulsion forte pour avoir toute sa place » (lig. 46/47) – une « juste place » (lig. 87). De plus, l'islam est une « composante intime » (lig. 42) qui « est aussi une partie de la France » (lig. 43/44) Le mot *aussi* rend clair que l'islam n'est pas du tout quelque chose de 'normal' pour Sarkozy ou bien pour les Français, mais quelque chose qu'il faut accepter et intégrer avant. En ce qui concerne l'islam, il est aussi très important pour Nicolas Sarkozy de souligner l'importance de la transformation d'un islam *en* à un islam *de* France, de lui « donner de la visibilité » (lig. 73) ainsi qu'« une bonne et juste représentation » (lig. 80/81). Nicolas Sarkozy constate aussi que l'islam lui paraît « comme compatible avec les valeurs de laïcité, de tolérance, et du respect » (lig. 110/111) Jusqu'ici, la connotation de l'islam ou bien le choix de mots de Nicolas Sarkozy est très positif, mais il utilise aussi des mots portant une connotation négative. Pour Nicolas Sarkozy « l'installation de l'islam dans les sociétés occidentales est une affaire complexe » (lig. 93/94) ce qui est aussi la raison pour laquelle il y a des « difficultés d'accueil [...] dans certaines sociétés. » (lig. 96) De plus, il avoue qu'il y a une certaine islamophobie en France, ainsi une certaine peur de l'islam ce qu'il met en rapport à l'islamisme qui tente à « couvrir une idéologie [...] de haine des autres. » (lig. 114/115) en instrumentalisant l'islam. Ces islamistes cherchent à forcer « une guerre de religion » (lig. 127) et « veulent la détestation de l'autre » (lig. 130/131). Même si Nicolas Sarkozy distingue les musulmans des islamistes, il les met quand-même en rapport et le danger existe que l'auditoire sous-entende une certaine généralisation de l'islam comme religion qui entraîne une certaine violence.

Comme dans tous les discours, le mot *France* est aussi parmi les premiers en fréquence dans cette allocution. Il est clair que Nicolas Sarkozy utilise ce mot seulement dans des

contextes positifs comme dans tous ses discours. Pour lui, la France est « le pays d'Europe où réside le plus grand nombre de personnes d'origine ou de confession musulmane. » (lig. 97/98), un pays « qui a [...] progressé dans la place faite à l'islam [...] dans l'intégration de l'islam dans l'espace public. » (lig. 98-100) et « où le dialogue entre les pouvoirs publics » (lig. 100/101). De plus, elle est un pays qui défend des valeurs, qui donne « aux religions tout l'espace qui est le leur » (lig. 66/67) et qui a du respect pour les autres. Il utilise très souvent des synonymes tels que *République* ou *notre pays* pour désigner la France.

En ce qui concerne les musulmans – une désignation qui pourrait aussi être synonyme aux immigrés – Nicolas Sarkozy n'utilise que des mots d'une connotation positive. Il commence dès le début en avouant qu'il veut « rendre hommage aux musulmans morts pour défendre les valeurs portées par la France » (lig. 25/26) et il veut « rappeler [...] qu'il est des musulmans Français qui se sont battus pour défendre la France » (lig. 26/27) Ainsi, ces musulmans sont aussi des Français pour lui ou bien devant l'Etat. En employant le mot *musulman*, Nicolas Sarkozy s'adresse aussi souvent aux responsables musulmans présents grâce à lesquels le dialogue entre les Français et les musulmans est devenu « plus serein, moins tendu et [...] plus fraternel. » (lig. 102) et grâce à lesquels il y avait « aucune montée de tension » (lig. 105). De plus, « la foi musulmane est porteuse de paix, de respect et de tolérance. » (lig. 155/156)

Un groupe des musulmans sont les imams dont Nicolas Sarkozy pense qu'ils doivent porter « un message de paix, d'amour de l'autre, de respect de la diversité, d'un islam de France. » (lig. 161/162) Ainsi, ils sont les bienvenus qui sont formés à « l'Institut catholique de Paris [...] aux valeurs de la République [...] de la laïcité » (lig. 172/173) Dès lors, les musulmans ou bien les imams sont les bienvenus, mais seulement en accomplissant certaines conditions.

Très étroitement lié aux musulmans est le concept de la religion ou bien de la foi qui est « porteuse d'espérance » et qui « suppose le respect de l'Autre. » (lig. 123/124). La religion est ainsi très positivement connotée par Nicolas Sarkozy.

L'auto-représentation de Nicolas Sarkozy est aussi très intéressante dans cette allocution. Le Président de la République fait le lien entre lui-même et des mots ou bien des phrases telles que *je me suis beaucoup engagé* (lig. 11), *je combats* (lig. 43), *je me suis tellement battu* (lig. 44), *J'ai toujours tendu la main aux pratiquants* (lig. 165), *je ne ferai preuve d'aucune faiblesse* (lig. 168), *Je serai à vos côtés pour défendre vos droits* (lig. 177/178), etc. Ainsi, il se présente comme un fort président qui a tout fait, qui fait

encore tout et qui ferai toujours tout, même s'il était aussi critiqué. Deux fois Nicolas Sarkozy s'associe aussi avec des sentiments, soit ligne 46 où il dit : « j'ai eu le sentiment très tôt » et ligne 70 où il salue les aumôniers musulmans « chaleureusement ».

Enfin et surtout, il y a une phrase qui semble être importante à analyser dans le cadre de cette étude ; c'est la phrase suivante : « chacun de nos concitoyens peut constater cette réalité » (lig. 37/38). Le mot *réalité* désigne le fait qu'il y a beaucoup de pratiquants de l'islam en France qui sont en période de ramadan. L'adjectif démonstratif *cette* dévalorise le mot *réalité* et lui donne une connotation plutôt négative. Ainsi, la phrase *cette réalité* laisse sous-entendre que les Français ne veulent pas forcément voir une telle réalité ou préféreraient d'avoir une autre et vivent dans une certaine illusion dont ils doivent être réveillés. Pour ne pas prêter aux Français, et ainsi les généraliser, de ne pas vouloir voir une telle réalité, il faut se restreindre au Président de la République.

5.3.5.2 Analyse argumentative

En ce qui concerne l'argumentation de Nicolas Sarkozy dans cette allocution, deux affirmations seront prises afin d'étudier la façon d'argumentation de plus près.

La première affirmation se trouve ligne 93/94 où Nicolas Sarkozy constate que « l'installation de l'islam dans les sociétés occidentales est une affaire complexe ». Il mentionne qu'il y en a « des raisons [...] internes et internationales » (lig. 94/95), mais il ne les explique pas plus en détail. De plus, il pense qu'il y a aussi « des raisons propres [...] à l'islam [...] qui expliquent les difficultés d'accueil » (lig. 95/96). Une autre raison qui rend l'installation difficile est une certaine islamophobie qui existe en France. Ce sont toutes des raisons pour lesquelles il est très reconnaissant d'avoir le CFCM qui est pour lui « un facteur d'intégration et d'apaisement. » (lig. 89/90) Le CFCM rend possible le dialogue entre les musulmans et les non-musulmans et fait l'islam compatible avec les valeurs de la République. Cela implique que l'islam en tant que tel n'a pas forcément les mêmes valeurs ce qui rend l'intégration difficile et complexe.

La deuxième affirmation constate que « les hommes et les femmes porteurs d'une foi, d'une espérance, d'une charité sont plus souvent capables de travailler ensemble que ceux qui en sont dépourvus » (lig. 170-172) parce que « la foi est non seulement porteuse d'espérance, mais aussi du rappel que vivre ensemble suppose le respect de l'Autre. » (lig. 123/124). Nicolas Sarkozy donne des citations du Livre à l'appui de ces affirmations : « tu ne tueras point » ou « tu honoreras ton père et ta mère », etc. (lig.

119/120) Il appelle ce message le « message divin » (lig. 117) qui ne se trouve pas seulement dans le Livre, mais aussi dans le Coran. Ainsi, il cherche des points communs - peut-être pour convaincre les auditeurs de la nécessité et de la logique d'un islam *de* France au lieu d'un islam *en* France. Un argument contraire est sa constatation que « certains extrémistes voudraient y mettre un terme [...] tuer au nom de l'islam [...] veulent la violence [...] [et] la détestation de l'autre au nom de l'islam » (lig. 126-131). Dès lors, ils ne sont pas de vrais croyants, mais il n'agissent qu'au nom de l'islam et le bafouent.

5.3.5.3 Analyse rhétorique

En ce qui concerne la rhétorique, les éléments les plus fréquents sont les phatiques et la personnification.

Cette allocution est même parsemée des phatiques dès le début : *Vous savez* (lig. 11), *Oui, je me sens bien parmi vous* (lig.29), *Cela a été terrible !* (lig. 57), *vous le savez bien* (lig. 93), *je ne le nie pas* (lig.106/107), *Que les choses soient claires* (lig. 132), *Voilà le message que je veux porter* (lig. 134) ou *Je veux que l'on me comprenne bien* (lig. 163/164).

Pour les personnification, ce sont surtout la France et le CFCM qui sont personnifiés. Nicolas Sarkozy parle de « la mort du CFCM » (lig. 15), du fait que « [L]a République s'est constamment souciee de la Grande Mosquée » (lig. 23) ou que la France veut « faire entendre sa voix » (lig. 152). Ce n'est pas la République qui s'est souciee ou qui veut faire entendre sa voix, mais les membres du gouvernement par exemple. Il continue de parler de « la foi [qui] souhaite s'exprimer » (lig. 71), mais ce n'est pas la foi, mais les croyants. En utilisant de telles personnifications, Nicolas Sarkozy apporte des traits humains à la religion ou à la République et les rend plus vives et proches aux auditeurs.

Un autre élément rhétorique sont les métaphores. Nicolas Sarkozy parle des « idées [dont] il faut donner [...] du corps » (lig. 51) ou d'un islam auquel il veut « donner de la visibilité » (lig. 73) ou bien « d'un islam épicé » (lig. 166).

D'autres éléments rhétoriques sont l'auto-marketing, les répétitions et l'impératif.

L'auto-marketing se trouve souvent dans cette allocution. Nicolas Sarkozy constate que : « je me suis beaucoup engagé » (lig. 11) « Je crois qu'il n'y a pas d'exemple d'un Président » (lig. 20) ou « Vous savez bien que vous avez en moi un ami » (lig. 184).

Pour les répétitions, deux occurrences importantes se trouvent, soit la répétition du mot *ensemble* à partir de ligne 52 et la répétition de *grâce à vous* à partir de ligne 100. Nicolas Sarkozy souligne l'importance de la coopération et des musulmans

responsables qui s'occupent, parmi d'autre chose, d'un meilleur dialogue et d'une diminution des tensions.

Enfin, l'impératif « convenons que la diversité est bonne »(lig. 143/144) montre que Nicolas Sarkozy est convaincu de ce fait et ne le doute pas du tout ce qu'il attend apparemment aussi de son auditoire.

5.3.6 La représentation de soi et de l'autre

5.3.6.1 La désignation pronominale

En ce qui concerne les pronoms dans cette allocution, il est très surprenant que Nicolas Sarkozy utilise le pronom *je* très souvent, soit 48 fois ce qui fait 21 fois sur 1000 mots. La plupart du temps les formes verbales en première personne singulier sont au présent (39 formes sur 48) et au réel comme il n'y a que deux formes au conditionnel. Avec le pronom *je*, Nicolas Sarkozy mentionne surtout ce qu'il souhaite et ce qu'il veut. La phrase *je veux* se trouve neuf fois et exprime particulièrement son désir que chacun puisse vivre sa foi n'importe où et n'importe quelle foi. Les formes verbales au passé soulignent surtout ce que Nicolas Sarkozy a déjà fait pour l'islam de France: il s'est engagé, il est souvent venu, il s'est occupé et il s'est battu pour l'islam.

Pour les conditionnels, il est évident qu'il les utilise quand il demande très poliment à tout le monde de porter « le souci de la diversité » (lig. 137) – il aimerait « que chaque société à travers le monde le porte avec la même force. » (lig. 139)

Comparé au *je*, le pronom *nous* comme sujet n'apparaît que 13 fois – neuf fois dans le présent dont cinq occurrences sont des subjonctifs. Le *nous* s'applique surtout pour désigner les membres du CFCM et du gouvernement : « nous avons bâti le Conseil Français du Culte musulman » (lig. 56) ou « ce weekend que nous avons passé ensemble » (lig. 57). D'autres occurrences où le *nous* ne désigne que le gouvernement français ou bien les Français en général se trouve ligne 103 : « Cela ne veut pas dire que nous sommes d'accord sur tout » ainsi que ligne 140 : « En France, nous respectons ceux qui pratiquent l'islam. » Une autre fois le *nous* impliquent tout le monde : « il faut que nous le portions ensemble » (lig. 157)

Un *nous* qui s'adresse en fait exclusivement aux musulmans se trouve ligne 37 : « Nous sommes en période de ramadan ». Ce ne sont pas tous les gens habitant en France qui s'obligent au ramadan, ce ne sont que les musulmans. Cependant, Nicolas Sarkozy s'inclut ou bien inclut tous les Français pour faire sembler être une unité.

Le pronom *on* apparaît huit fois dans cette allocution et se trouve surtout dans des contextes où Nicolas Sarkozy veut prendre ses distances. La première occurrence du pronom *on* se trouve déjà ligne 22 où il dit : « je ne sais pas si on lui offert à l'époque » pour parler des responsables des différentes institutions musulmanes qui n'ont peut-être pas offert au président Doumergue de participer à une telle cérémonie et qui n'est ainsi pas venu. Il emploie le *on* pour ne pas laisser sous-entendre une reproche. Une autre occurrence du *on* se trouve ligne 113 : « le message premier de l'islam que l'on ne doit pas confondre avec l'islamisme ». La question qui se pose est de savoir qui ne devrait pas confondre l'islam avec l'islamisme ? Il est probable que Sarkozy parle de la société en général, mais en employant le *on*, personne n'est demandé des comptes.

Une occurrence où le *on* s'adresse seulement et très explicitement aux musulmans se trouve ligne 141 : « Je souhaite que [...] on ait le même respect de la différence et de l'identité de l'autre. ». Nicolas Sarkozy se distancie en employant le *on* au lieu de *vous* comme il s'agit d'un sujet délicat où les musulmans pourraient se sentir offensé.

Enfin et surtout, il est surprenant que le pronom *vous* apparaît très fréquemment dans cette allocution, c'est-à-dire 13 fois dont 11 fois dans la forme verbale du présent. Le *vous* désignent surtout les Musulmans en général et particulièrement les membres du CFCM ou bien tout l'auditoire par exemple. Le *vous* s'adresse exclusivement aux musulmans en général ligne 96 : « les difficultés d'accueil que vous pouvez rencontrer » et aux représentants de l'islam de France ligne 83 ou 105-109.

5.3.6.2 La désignation nominale

Dans cette allocution, il est frappant que Nicolas Sarkozy emploie beaucoup de termes désignant lui-même. Il réfère à lui-même comme *chef de l'Etat* (lig. 28), *ministre chargé des cultes* (lig. 29/30), *Président de la République et de tous les Français* (lig. 30 et 31), comme *garant de la Nation* (lig. 31) et même comme *ami* (lig. 184). Ainsi, une auto-désignation hyper-positive qui le présente comme un héros, un sauveur de la France. Il est à chacun de juger.

Les termes qui réfèrent aux Français sont *compatriotes* et *concitoyens* (1 fois) alors qu'il réfère aux musulmans avec des termes tels que *fidèles* ou *les bienvenus* (3 fois) qui sont aussi des termes connotés très positivement.

En ce qui concerne la désignation nominale pour l'islam, Nicolas Sarkozy y réfère comme *composante intime, partie de la France, la deuxième religion et un culte présent* en France.

5.4. Discours •4: Une nouvelle politique pour les banlieues

5.4.1 Bref résumé du discours

Au début de ce discours Nicolas Sarkozy explique la situation, ou bien son point de vue de la situation dans les banlieues. Il parle des problèmes ainsi que des difficultés que les habitants connaissent tous les jours. De plus, il mentionne la responsabilité de l'Etat, mais aussi des citoyens et il dit qu'il y a, malgré tous les efforts et tout le travail accomplis par les politiciens, une énorme désespérance et une certaine souffrance.

Il continue d'expliquer la situation plus en détail, soulignant notamment le malaise qui est souvent expliqué par l'urbanisme et l'architecture dans les banlieues. Mais Monsieur Sarkozy constate que le malaise n'est pas seulement d'ordre économique et social, mais qu'il concerne aussi l'identité, la culture et la morale. Les banlieues sont toujours des ghettos malgré les investissements effectués et les efforts fournis. Nicolas Sarkozy rend hommage à toutes les personnes qui ont travaillé pour les banlieues les dernières années et assurent l'aide de l'Etat à tous les maires. Il parle de ce qu'il veut atteindre et évoque l'idée d'une nouvelle ville, d'une ville du futur. Pour une telle ville, il ne faut pas seulement changer les ghettos urbains, mais aussi les ghettos 'intellectuels', cela veut dire : la vie des habitants dans les banlieues. Pour y arriver, il demande aux ministres responsables d'élaborer un programme sur trois ans pour améliorer la situation ainsi que les circonstances de la vie dans les banlieues. Pour Sarkozy, la raison pour laquelle la politique française a échoué dans ce domaine est le fait qu'il n'y avait toujours qu'un seul ministre en charge de ces affaires : le ministre de la ville.

Il continue de parler des devoirs de l'Etat dont le premier est d'assurer la sécurité car le droit des citoyens est de vivre en tranquillité. Il parle d'une France qu'il s'imagine et il s'adresse aux délinquants, aux bandes etc. pour leur dire qu'il veut combattre la violence dans les banlieues en installant des unités de volontaires qui coopèrent avec la police.

De plus, Nicolas Sarkozy veut améliorer la situation en ce qui concerne les transports publics et les logements dans les banlieues et reconnaît que l'Etat doit subventionner davantage les quartiers et les régions en difficultés pour qu'il y ait une égalité des chances partout. Son premier but semble être de faire sortir les gens des ghettos et de leur redonner une vie culturelle.

Il continue de parler d'une révolution des mentalités dont la France a besoin et de la responsabilité de tous pour changer la situation.

Après la moitié du discours, il parle explicitement, pour la première fois, de l'immigration et de la diversité de la France. Cette diversité est une richesse pour la France où chacun n'a pas que des droits, mais aussi des devoirs. Il explique ce que la France est pour lui : une identité, une culture, une idée, etc. et révèle les chances pour les immigrés, des chances qu'il y a maintenant, depuis sa présidence.

Puis, Monsieur Sarkozy continue de parler des moyens financiers et pour quoi ils devraient être dépensés : à son avis il vaudrait mieux investir cet argent pour des personnes malades qui ne peuvent plus travailler plutôt que pour les personnes qui ne veulent pas travailler. Dès lors, il parle de la jeunesse qui est très souvent sans espoir à cause du chômage. Il veut qu'elle retrouve confiance en la société et qu'elle n'ait plus peur du monde des adultes. Il veut l'aider à trouver sa place au marché du travail ainsi que dans le système scolaire en arrêtant les jeunes de décrocher de l'école et en leur offrant une école de la deuxième chance qui doit être un droit pour tous. Par la suite, il avoue les défauts de la politique en ce qui concerne le système éducatif. Ces erreurs avaient des conséquences pour l'immigration et l'intégration qui demandent des efforts non seulement du côté de la France et des Français, mais aussi des immigrés. En parlant de l'école, il aborde aussi la situation des enfants à la campagne où il y a le même problème que dans les banlieues, soit le problème des écoles d'une qualité faible. Nicolas Sarkozy veut établir une éducation générale où il y a les mêmes chances pour tous.

Son discours se termine par l'idée d'une France qu'il souhaite et qui ne peut être réalisée que grâce à un effort commun, surtout en améliorant l'intégration des immigrés.

5.4.2 Structure du discours et sa fonction

Structure en bref

1. Description de la situation / des conditions dans les banlieues
2. Hommage aux personnes qui ont travaillé pour changer la situation
3. Demande aux ministres responsables d'élaborer un plan sur trois années
4. Les devoirs de l'Etat et les droits des citoyens
5. La lutte contre la violence et la délinquance
6. La responsabilité des citoyens

7. L'immigration : une richesse pour la France, mais les immigrés ont aussi des devoirs
8. Les problèmes des jeunes à l'école et au marché du travail
9. Les erreurs commises par l'Etat en ce qui concerne l'échec de l'intégration et son rapport avec le système éducatif
10. L'amélioration du système éducatif
11. Conclusion : pour quelle France il faut lutter, ensemble avec les immigrés ;

En regardant le discours de Nicolas Sarkozy plus en détail, il s'affirme qu'il commence par une description de la situation actuelle ou bien du passé, c'est à dire ce qu'il s'est passé jusqu'à maintenant : le travail et les efforts de la part des ministres ainsi que les raisons de souffrance des habitants.

Il continue par évoquer l'avenir et ce qu'il envisage de faire : lutter la violence, la délinquance, le trafic, etc. Alors, il parle de la responsabilité de l'Etat, mais aussi de celle des citoyens pour l'avenir. C'est là où il commence à parler de l'immigration pour la première fois et avant de parler des devoirs des immigrés, il affirme qu'ils sont une richesse pour la France. Après il parle de leur devoir de travailler, mais pour ne pas restreindre son discours aux immigrés, il parle de la jeunesse en général. Nicolas Sarkozy limite son discours aux sujets de l'école et du travail, car une bonne formation est la condition pour avoir du travail. Il ne nie pas les défauts de la politique par rapport à ces deux aspects de la vie et avoue qu'il faut améliorer le système éducatif qui est la condition d'une intégration réussie pour l'avenir parce que personne ne peut s'intégrer s'il ne parle pas la langue du pays par exemple. Dès lors, il lie l'éducation à l'intégration qui échoue parfois à cause des parents qui ne parlent pas le français.

Sa façon de finir le discours semble être très intéressante car la conclusion n'est pas aussi neutre que le reste du discours où il essayait toujours de dire des généralités. A la fin il parle d'une France dont il rêve avec la diversité des immigrés qui sont déchirés entre leurs pays d'origine et la France qui est leur seule patrie et pour laquelle il faut lutter, selon Sarkozy.

Quelle est-la fonction de ce plan ? Il est très compréhensible de commencer par le passé et la situation actuelle, de continuer par les projets pour l'avenir et après par plus de détails de ce qui doit être changé, des problèmes particuliers ainsi que des propositions de solution. Et même si Nicolas Sarkozy ne parle pas souvent et explicitement de l'immigration et des immigrés en France, il finit son discours par une image de la France qu'il faut bâtir ainsi que par une sorte de compréhension pour les immigrés et

leur situation. Il faut lutter pour une France réunie, à savoir ensemble avec les immigrés. Dès lors, il pourrait être admis que les immigrés soient la source des problèmes pour Sarkozy.

5.4.3 Situation et intention du discours

Le discours s'est passé dans le cadre du programme *Espoir Banlieues* qui « marque un tournant dans la politique de la ville » et qui « est un vrai changement de méthode » selon Fadela Amara sur le site internet officiel de ce programme. (www.espoir-banlieues.fr.)

Nicolas Sarkozy a présenté ce discours le 8 février 2008 à l'Élysée « devant un milliers d'invités » parmi lesquels il y avait « des habitants de banlieues, des associations, des élus et des chefs d'entreprises ». ¹³ *Espoir Banlieue* est un projet en faveur des banlieues et comprend trois axes : l'éducation, le travail et le désenclavement.

Selon *Le Monde*, ce projet est « une de ses principales promesses de campagne » ¹⁴.

Sur le site internet de l'UMP ¹⁵, le secrétaire général constate que ce discours de Monsieur Sarkozy souligne la nécessité d'un équilibre entre les devoirs et les droits ainsi que d'une personnalisation de la politique d'insertion. Ce qui importe est de redonner aux jeunes les moyens de pouvoir réussir dans la vie et de lutter contre les problèmes qui mènent à la ghettoïsation, soit l'immigration non régulée et l'intégration échouée, l'échec scolaire ainsi que l'inactivité des jeunes, etc.

Le Président de la République veut marquer la fin de la politique menée jusqu'à présent avec son discours – une politique qui n'a mené qu'à la dégradation de la situation dans les banlieues malgré tous les engagements financiers. Son principe est celui du « donnant-donnant » ¹⁶, c'est-à-dire que les devoirs doivent aller de pair avec les droits des deux côtés, ceux des pouvoirs publics et ceux des habitants des quartiers.

De plus, la nouvelle méthode consistera à mobiliser tous les ministres qui auront différents objectifs à remplir, de l'attaque des problèmes de la racine, de la réalisation de l'égalité des chances ainsi que de l'éducation ou bien de la formation comme clé pour la réussite. Nicolas Sarkozy donne aussi des réponses concrètes. Il propose un

¹³ http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1023753

¹⁴ http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1023753

¹⁵ http://www.u-m-p.org/site/index.php/ump/s_informer/communiques/pour_une_approche_globale_de_la_politique_de_la_ville

¹⁶ http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=view&lang=fr&cat_id=5&press_id=1021

contrat d'autonomie entre les jeunes et les entreprises et un accompagnement des jeunes pour qu'ils reçoivent un coaching.

5.4.4 Caractérisation générale du discours

Nicolas Sarkozy commence ce discours en exprimant son désir de parler et inclut son audience dès le début, cela veut dire qu'il mentionne qu'il est aussi de leur devoir de changer la situation, pas seulement de la responsabilité de l'Etat. Ce qui est frappant, mais bien compréhensible et en fait une bonne tactique, c'est qu'il conclut le discours en mentionnant que la France ne peut arriver à résoudre les problèmes que si toutes les forces s'y emploient ensemble. Dès lors, il complète très bien le discours.

Dès le début, Nicolas Sarkozy mentionne l'échec du gouvernement précédent ou bien de ses prédécesseurs et explique que tout travail fourni ne suffisait pas pour améliorer la situation et ne menait pas vraiment au succès. C'est lui maintenant qui veut le faire autrement ce qui se voit dans son choix de l'expression *Je veux* (36 fois) ce qui est toujours utilisé dans un contexte positif, bien sûr.

Avant de parler des changements qu'il faut effectuer en ce qui concerne la politique dans les banlieues, Nicolas Sarkozy décrit la situation actuelle comme sinistre parce qu'il y a « tellement de difficultés, tellement de précarité, tellement de violence, tellement de souffrance » - une situation presque sans issue dont il semble être le sauveur, donc un certain héros. Il ne veut pas seulement changer les circonstances extérieures, soit l'urbanisme ou l'architecture, mais il veut aller plus loin : il dit qu'il veut redonner aux banlieues et à ses habitants une identité, la culture et le moral. Ainsi, il veut s'occuper des problèmes humains ce qui le met en valeur. L'entrée est réussie et Sarkozy a gagné la faveur de l'auditoire, au moins au début, parce qu'il semble avoir de bonnes intentions.

Avant qu'il se mette en avant, il exprime son respect et sa gratitude aux personnes qui travaillaient et s'engageaient dans le passé pour améliorer la situation dans les banlieues. En une seule fois, Nicolas Sarkozy commence à décrire ses intentions, ce qu'il faut changer et comment il s'imagine la nouvelle ville. Par une telle concrétisation, il approfondit son caractère sérieux en ce qui concerne les projets d'améliorer la situation dans les banlieues et génère une certaine ambiance de départ.

L'intégration de l'auditoire par des questions rhétoriques, comme « A quoi servirait-il... ? » à partir de ligne 99, semble être très adroite parce qu'il incite l'auditoire à participer et à suivre attentivement ce qui est important pour lui faire comprendre la dimension des problèmes dans ce cas.

Ainsi, le Président de la République ne considère pas seulement superficiellement les problèmes, cela veut dire qu'il faut changer les choses extérieures, mais il se rend compte qu'il faut aller plus loin : il faut s'intéresser aux habitants et à leurs problèmes qui n'ont pas forcément quelque chose à faire avec l'architecture dans les banlieues par exemple. Mais il souligne aussi la responsabilité propre des habitants.

L'alternance de l'évocation des devoirs de l'Etat et des responsabilités ou des droits des citoyens semble être une bonne tactique. Il est clair qu'il faut commencer par les devoirs de l'Etat pour que l'auditeur sache que c'est avant tout la responsabilité de l'Etat et pas sa propre responsabilité. Néanmoins Sarkozy cherche à véhiculer aussi les devoirs des citoyens, mais pour attirer la bienveillance des auditeurs il faut commencer par les droits, tels que « vivre tranquillement » (lig.181) ce qui semble être le plus grand désir des habitants des banlieues.

En parlant d'une « France qui protège les honnêtes gens » (lig. 184) il différencie pour la première fois dans le discours les personnes qui ont le droit de s'installer en France et celles qui ne sont pas souhaitées. Il est frappant que Nicolas Sarkozy ne fait pas encore la différence entre les Français et les immigrés. De plus, il cite tout de suite à qui est le devoir de protéger les citoyens, c'est-à-dire il propose une solution, mais il n'explique pas comment le faire exactement. Les seules fois quand il explique les solutions plus en détail, il fait allusion presque toujours à d'autres membres du gouvernement, tels que Christine Boutin, ministre du logement et de la ville, ou Fadela Amara, secrétaire d'Etat chargée de la politique de la ville. En une seule fois il révèle ses attentes envers les citoyens ou bien les devoirs des habitants des banlieues, soit d'accepter ce qu'il prévoit d'établir. Ainsi, il précise qu'il y a aussi des devoirs, même s'il le fait pas forcément explicitement à ce moment-là.

Un trait populiste dans ce discours de Sarkozy est sa préoccupation de l'argent des Français qu'il appelle « [L]'argent de la solidarité nationale » (lig. 381). La France n'a pas les moyens de gaspiller cet argent pour des gens qui ne veulent pas travailler. Dès lors, le travail occupe une grande importance ce qui explique aussi son intégration des entreprises et le besoin de travailler ensemble.

Son intérêt explicite pour la jeunesse montre ses préoccupations en ce qui concerne l'avenir car les jeunes sont le synonyme pour l'avenir.

En ce qui concerne l'immigration, Nicolas Sarkozy impose une ligne très claire, c'est-à-dire il explique les conditions pour pouvoir s'installer en France et ce qui n'est pas accepté. Par exemple « on ne pouvait faire venir sa famille en France sans avoir les

revenus nécessaires » (lig. 571/572) ou « Il n'y a pas de place en France pour la polygamie » (lig.577)

La conclusion du discours présente un trait caractéristique d'un discours politique. Il dit qu'il faut coopérer et qu'on ne peut réaliser le but qu'en travaillant ensemble. Quand-même il se met en avant de nouveau pour montrer à qui et à quoi il pense.

5.4.5 Les stratégies discursives

5.4.5.1 Analyse lexico-sémantique

Présentation des substantifs les plus fréquents en bref :

	mot	fréquence
1	quartier	42 fois
2	France	33 fois
3	ville	18 fois
4	habitants	17 fois
5	enfants	15 fois
6	vie	14 fois
7	République	12 fois
8	jeunesse	11 fois
9	politique travail ghetto loi	10 fois
10	efforts chance droit	9 fois
11	état peur	8 fois
12	pays	7 fois
13	sécurité argent banlieues difficulté handicaps jeunes	6 fois
14	promotion richesse société souffrance violence avenir	5 fois

	école égalité immeuble immigration	
--	---	--

Les mots ou bien les substantifs que Sarkozy utilise les plus souvent dans ce discours sont *quartier/s* (42 fois), *France* (33 fois), *ville/s* (18 fois), *habitant/s* (17 fois), *enfants* (15 fois), *vie* (14 fois) *République* comme synonyme de la France (12 fois), *jeunesse* (11 fois), *politique*, *travail*, *ghetto* et *loi* (10 fois). En regardant ces substantifs, l'auditeur ou bien, dans ce cas, le lecteur réalisent très vite de quoi il s'agit dans le discours *Une nouvelle politique pour les banlieues*, soit de la vie des habitants de certains quartiers dans des villes françaises et leurs enfants. Ce sont tous des substantifs soit neutres, soit positifs. Le seul substantif parmi ceux mentionnés au-dessus qui porte une connotation négatifs est *ghetto*. La définition de ghetto est la suivante : « Lieu où une minorité se trouve regroupée et isolée du reste de la population » (Langenscheidt 2000, 529)

Son choix des mots continue d'être positif avec des substantifs tels que *efforts*, *chance* et *droit* (9 fois) ou bien *sécurité* (6 fois). Après ce sont des mots d'une connotation négative tels que *banlieue*, *difficulté* et *handicaps* (6 fois) ou *souffrance* et *violence* (5 fois). Ce sont surtout des mots qui témoignent de la problématisation dans les banlieues ou bien les quartiers.

La connotation générale du mot *quartier* est en fait neutre, alors un mot sans évaluation, mais il se charge des connotations négatives d'autres mots qui apparaissent dans le même contexte. Sarkozy fait le lien entre le mot *quartier* et les mots *peur*, *souffrance*, *règles*, *codes*, *difficultés*, *pauvreté*, *chômage*, *violence*, *précarité*, *ghettos*, *solitude*, *dégradation*, *angoisse*, *isolement*, etc... - tous des mots connotés négativement. Dans ce contexte, il utilise aussi des adjectifs d'une connotation négative, tels que *difficile*, *dur*, *dépossédé*, *étranger*, *inhumain*, *démoralisant*, etc... Les mots qui portent une connotation positive dans ce contexte du quartier sont *convivialité*, *chaleur*, *vie*, *vitalité* (= *richesse inestimable*) et *sang neuf*, mais ce sont les aspects que les quartiers, les banlieues manquent selon Nicolas Sarkozy. Ce dont les quartiers auraient besoin, c'est *une révolution des mentalités* (lig. 288) et il aimerait bien faire les gens sentir le renouveau, comme autrefois pendant la Révolution Française en 1789.

Le mot *France* est deuxième en fréquence, ce qui semble être typique pour des Présidents de la République comme déjà mentionné plus tôt. Dès lors, Sarkozy parle aussi au nom de la France et il est un petit peu comme un missionnaire de son pays ce qui se reflète bien dans son discours. Il utilise souvent des synonymes pour la France,

tels que *démocratie* (3 fois), *pays* (7 fois), *République* (12 fois) ou *nation* (4 fois). Nicolas Sarkozy exprime son souci sur l'avenir de la France qu' il voit en danger. Il rêve d'une France juste et sévère, vivante et ouverte dont les Français peuvent ou bien doivent être fiers. Pour lui, la France est une identité, une culture, une multitude de petites patries, une idée ainsi qu'une nation. Aussi, une diversité qui est une richesse pour la France et dont il ne faut pas se sentir menacé. Dès lors, il présume que certains Français et il peut être admis que lui-même considéraient ou bien considèrent cette 'richesse' toujours comme une certaine menace pour leur identité, pour l'identité française. L'idée de la France, qui est même fixée dans la Constitution, est celle de l'égalité et de la fraternité ce que Sarkozy mentionne aussi dans son discours. De plus, il désigne la France comme *le bien le plus précieux* (lig. 667) qui est la seule patrie pour les immigrés. Cette énonciation est très risqué et Nicolas Sarkozy présume un fait dont il ne peut pas partir comme il ne sait pas comment les immigrés sentent et en pensent. Il ne sait pas comment les immigrés voient la France à cet égard. Il y a plusieurs définitions de *patrie*: deux qui ne sont pas forcément liées à un certain sentiment ou bien qui ne prennent pas en considération l'histoire d'une personne et de sa famille, soit « pays dont on est originaire » ou « région où l'on est né » (Langenscheidt 2000, 847). L'autre définition qui semble plus propre dans le contexte des immigrés est « nation [...] à laquelle on se sent lié ». La patrie fait souvent allusion à certains sentiments d'amour pour un pays et chez beaucoup d'immigrés, même s'ils sont nés en France, cet amour s'adresse aux pays natals de leurs parents ce qui pose souvent des problèmes bien sûr pour l'intégration.

La notion de *ville* est presque toujours d'une connotation positive et remplace souvent le mot *quartier*. Le quartier semble faire partie du passé alors que la ville se réfère à l'avenir, c'est à dire à ce que Sarkozy veut établir. Il dessine une nouvelle ville qui réunira et intégrera les hommes, « qui donnera à chacun les moyens de réaliser ses rêves et ses ambitions » (lig. 81/82), une ville où chacun a « le sentiment qu'il a sa place [...] qu'il a les mêmes chances et [...] les mêmes droits » (lig. 83-85)

Très étroitement lié à la ville, sont les habitants des quartiers que Sarkozy décrit comme des personnes enfermées et vivant dans des ghettos intellectuels qui sont définis comme suit : « Groupe social replié sur lui-même » (Langenscheidt 2000, 529). De plus, ils sont souvent des chômeurs qui n'ont aucune chance de promotion ainsi que beaucoup d'obstacles qui les empêchent de s'en sortir. Jusqu'ici la désignation des *habitants des quartiers* se charge d'une connotation négative à cause d'une description négative de la

part du Président de la République. Mais cette désignation n'est pas que négative, mais aussi apitoyante et Sarkozy exprime sa compassion d'une façon plus ou moins acceptable comme il les dénigre en vérité. Le point où il les dénigre vraiment et explicitement est le moment où il présume que certains habitants méconnaissent ce que la police fait pour eux et qu'ils laissent régner la loi du silence à cause de leur défiance. Il apaise cette attitude plus ou moins méprisante envers les habitants en parlant d'une jeunesse des banlieues qui est pleine d'énergie, de courage et d'ambition et laquelle a des talents exceptionnels et ne veut qu'étudier, travailler et entreprendre.

En ce qui concerne la politique, Sarkozy garde son choix des mots plutôt positif, bien sûr. Les mots qui se retrouvent dans le contexte de la politique, du gouvernement ou bien des hommes politiques sont les suivants : *travail (acharné)* (3 fois dans le contexte de la politique), *bonne volonté* (2 fois), *trésors d'intelligence*, *générosité*, *ambitions*, *efforts* ainsi que des adjectives tels que *considérable* ou *compétent*. Un verbe qui souligne la compétence de l'Etat français est *réussir* (5 fois), et même si Sarkozy avoue que le gouvernement n'a pas réussi partout, il montre quand-même avec ce choix de mot qu'il y avait de la bonne volonté, le désir de faire au mieux, mais que l'Etat n'y est pas arrivé toujours à cause de certaines circonstances. Nicolas Sarkozy renforce cette affirmation des meilleures intentions de la part de l'Etat par des verbes tels que *aider* (7 fois), *sécuriser*, *construire* (10 fois), *réaliser* (5 fois), *désenclaver* (2 fois), *soutenir*, *former*, *sortir* (9 fois) (dans le sens de sortir du ghetto par exemple) ou *redonner* (2 fois) (la vie par exemple). De plus, les mots tels que *politique d'égalité*, *responsabilité*, *contribution* ou *projet* présentent l'Etat sous un jour favorable. Une fois où Sarkozy connote la politique d'une façon négative est le moment où il avoue que la politique menée jusqu'alors a fait monter la colère (lig. 557). Ainsi, il fait sous-entendre que le gouvernement précédent a échoué et il exclut lui-même ainsi que sa propre responsabilité.

Les concepts précédents ne sont pas explicitement liés à l'immigration ou aux immigrés, même si Sarkozy s'adresse explicitement ainsi qu'implicitement, probablement la plupart du temps, aux immigrés. Comme déjà mentionné plus haut, un grand nombre des habitants dans les banlieues ou bien des quartiers sensibles sont des immigrés, dès lors le Président de la République s'adresse surtout aux immigrés et très peu aux Français de souche. Il est frappant que Sarkozy utilise sa langue d'une manière différente en parlant des immigrés qu'en parlant de l'immigration comme phénomène. En ce qui concerne les immigrés, il s'adresse surtout aux jeunes qui vont à l'école et qui

veulent faire des études et à qui il veut redonner de l'espoir. Les immigrés, ce sont pour Nicolas Sarkozy les personnes d'une autre couleur de la peau, d'une autre consonance du nom, d'une autre origine et d'une adresse qui est mal considérée. Ce sont les personnes qui ont le plus d'handicaps, une identité déchirée et qui rêvent d'un pays mythique: la patrie de leurs parents. Quand-même, ils sont des Français pour lui. Le fait que Sarkozy dit explicitement que les enfants des immigrés sont des Français exclut tout d'abord les parents de ces enfants et pourrait montrer qu'ils ne sont pas vraiment des Français dans la tête de Sarkozy et comme il parle au nom de la France, ils ne sont peut-être pas de 'vrais' Français devant l'Etat et pour les Français en général. Dès lors, il différencie très bien entre les immigrés et les Français. En fait, tous les mots liés aux immigrés comme *couleur de la peau* par exemple sont des mots neutres, mais ils se charge d'une connotation négative en les liant avec le verbe *juger* : ils ne doivent « plus être jugé[s] sur la couleur de [leur] peau » (lig. 346), comme si la couleur de la peau dirait quelque chose sur la valeur d'une personne. Cette énonciation laisse sous-entendre l'attitude de Nicolas Sarkozy ou bien l'attitude dont il pense être française.

Il est clair que l'immigration et les immigrés ne peuvent pas être vus séparément l'un de l'autre, mais quand Nicolas Sarkozy parle de l'immigration, il ne s'adresse pas explicitement aux immigrés. Pour lui, l'immigration entraîne la polygamie, l'excision, les mariages forcés, le voile et parfois même la haine pour la France – des aspects qui ne sont pas admissibles et pour cause dans l'optique des Droits de l'Homme et dès lors, ne sont pas acceptés en France. D'autres aspects liés à l'immigration sont l'argent et l'intégration. En ce qui concerne l'argent, Sarkozy demande aux immigrés d'avoir les revenus nécessaires pour faire venir la famille, ce qui présuppose qu'ils ont du travail et ce qui montre que Sarkozy ou bien son gouvernement n'est pas prêt à accueillir des immigrés qui ne travaillent pas. Pour l'intégration, Sarkozy mentionne le « contrat d'accueil et d'intégration » qui dit qu'il faut savoir parler et écrire le français. D'autres conditions pour pouvoir s'installer en France sont le respect de la France ainsi qu'une connaissance de « sa culture, sa langue et son histoire » (lig. 585-587) ce qu'il faut apprendre et enseigner à l'école. Ici se reflètent le patriotisme ainsi que la fierté des Français. En général, Sarkozy ne parle presque que des devoirs des immigrés et des aspects de l'immigration qu'il faut changer et sur lesquels les immigrés doivent céder en s'installant en France. Malgré tous ces points, il n'oublie pas un des plus grands problèmes des immigrés : la discrimination qu'il n'approuve pas, bien sûr, et laquelle il

juge condamnable. Il constate que la France n'aime pas moins les enfants issus de l'immigration, même si on peut parfois avoir cette impression.

En ce qui concerne les Français, Nicolas Sarkozy ne s'adresse qu'une fois à tous les Français : c'est ligne 320 quand il veut les convaincre que la diversité et l'ouverture sont importantes pour le sentiment d'appartenance. Ici, il fait entre autre aussi allusion aux immigrés. Pour Sarkozy, les Français sont ceux qui travaillent dur et qui gagnent l'argent de la solidarité nationale. Il ne généralise pas, pourtant il exclut les immigrés qui pourraient aussi travailler dur et dès lors financer le budget de l'Etat. De plus, il faut être fier d'être Français ce qui implique des devoirs ainsi que des droits selon Sarkozy. Ainsi, Sarkozy ferait allusion aux immigrés et leur fait savoir qu'il faut accomplir aussi des devoirs.

L'éducation ou bien l'école est aussi mentionnée dans le contexte des immigrés car elle semble être la condition pour une bonne intégration ou bien une intégration réussie. De plus, l'école est l'espoir pour tous ceux qui veulent changer leur situation et elle transmet le savoir ainsi que le savoir-être. Dès lors, l'école est connotée très positivement.

Une désignation d'une connotation extrêmement négative pour les jeunes, ainsi aussi pour les jeunes immigrés, dans les banlieues est *voyous* (2 fois) – une expression de la langue familière. Selon Nicolas Sarkozy, les voyous sont ceux qui empoisonnent la vie des autres – des Français ou bien des 'bons' immigrés –, qui font peur et Sarkozy les met au même niveau que les délinquants et les trafiquants. Il va encore plus loin, c'est-à-dire les voyous sont à l'origine des tapages nocturnes et des rodéos et ce sont eux qui brûlent les voitures et qui sèment la terreur.

Enfin et surtout, il serait important d'étudier l'auto-représentation de Sarkozy. Le Président de la République se met en avant en disant tout ce qu'il veut changer et pour quoi il se bat. Il fait le lien entre lui-même et des mots tels que *ardeur, effort, égalité, chance, respect, justice, travail, compétence, talent, ambitions*. Il veut établir un équilibre social ainsi qu'une unité du pays et il est conscient de l'ampleur de la crise dans les banlieues. Les adjectifs qui tournent autour des parties où Sarkozy utilise le pronom *je* sont *formidable, remarquable, suffisant* et *nécessaire*. Les verbes sont *bon vivre* et *remettre la sécurité*. Il est clair que le Président de la République se positionne avec des mots d'une connotation positive, mais il se représente même un petit peu comme le héros dont la France a besoin et qu'elle a attendu.

En ce qui concerne les verbes les plus fréquents dans le discours, il semble intéressant que les deux verbes *vouloir* (48 fois dans tous les modis et toutes les personnes) et *pouvoir* (25 fois) priment. Le verbe *vouloir* exprime une volonté, ce que Nicolas Sarkozy aimerait changer, ce qui est son intention. Par contre, le verbe *pouvoir* manifeste ce qui est possible, à ce que la France, les habitants des banlieues, etc...arrivent. En général, son choix des verbes et leurs connotations sont plutôt positifs, tels que *faire* (16 fois), *servir* (14 fois), *construire*, *demander* et *sortir* (10 fois), *aider* et *vivre* (7 fois), *travailler* et *proposer* (6 fois) ou *réaliser* et *réussir* (5 fois). Des verbes d'une connotation négative ne se trouvent que trois fois, tels que *empêcher*, *empoisonner* ou *exclure*. Ainsi, le discours - du point de vue du choix des verbes - est gardé très positivement.

Présentation des verbes les plus fréquents en bref :

	verbe	fréquence
1	vouloir	48 fois
2	pouvoir	25 fois
3	faire	16 fois
4	servir	14 fois
5	dire	13 fois
6	savoir	11 fois
7	construire demander sortir	10 fois
8	aider vivre	7 fois
9	travailler devoir parler proposer	6 fois
10	accomplir réussir permettre réaliser	5 fois

5.4.5.2 Analyse argumentative

En ce qui concerne l'argumentation de Nicolas Sarkozy, trois affirmations seront prises du discours afin d'étudier la façon d'argumentation de plus près.

La première affirmation est la constatation de Sarkozy que le travail des ministres ou bien des gouvernements des années précédentes menait à l'échec. En une seule fois, il se demande pourquoi et il donne immédiatement une réponse, une raison pour cet échec : le fait qu'il n'y avait toujours qu'un seul ministre – celui de la ville (lig. 116). Ainsi, il rejette la faute sur ses prédécesseurs. Selon Sarkozy, cela menait au désintérêt des administrations responsables ainsi qu'au déménagement des services publics ce qui menait à l'isolement des habitants comme « on [les] a enfermés » (lig. 119) et comme ils n'étaient pas désenclavés (lig. 105). Dès lors, des ghettos urbains, mais aussi intellectuels (lig. 95), ce qui peut être attribué à l'absence des cinémas ou des théâtres (lig. 259), enfin de la vie culturelle, sont nés. Sarkozy parle même des ghettos psychologiques (lig. 95) dont les conséquences pourraient être « la peur de l'autre, le manque de confiance en soi et d'estime de soi » (lig. 96/7). Ainsi, il manque la sécurité ce qui amène Sarkozy à parler des besoins des banlieues : « le retour de la sécurité et de la tranquillité » (lig. 212). Ce retour implique pour lui la fin des « incivilités qui empoisonnent la vie des habitants » (lig. 212/213) Il ne manque pas que la sécurité, mais aussi le respect pour l'autre, parce que Sarkozy constate que « se respecter soi-même, c'est aussi respecter les autres. » (lig. 215) De plus, personne ne semble avoir assumé la responsabilité de la situation dans les banlieues, car le Président de la République annonce que « [C]hacun doit prendre ses responsabilités. » (lig. 218) Dès lors, l'objectif de Sarkozy, qu'il cite très tôt dans le discours, est d'établir des banlieues, des quartiers « où il fait bon vivre » (lig. 122/123) ainsi que de faire sortir les habitants des ghettos, faire revenir la vie et les commerces, recréer des places de marché et redonner vie aux activités culturelles et aux loisirs (lig. 262-263).

La deuxième affirmation constate « le malheur de tant d'immigrés que l'on arrive plus à intégrer » (lig. 553/554) ce qui est la faute de la politique qui a pratiqué un « regroupement de la misère » ainsi qu'une mauvaise politique d'accueil (lig. 551-553) selon Nicolas Sarkozy. Les immigrés étaient et sont toujours mal accueillis ce qui fait monter la colère parmi eux (lig. 557). Dès lors, l'immigration était mal préparée et Nicolas Sarkozy reproche à la politique, peut-être même aux Français, qu'elle a exclu les immigrés (lig. 562) et qu'elle n'a pas assez respecté la dignité des personnes

accueillies en France (lig. 563). La solution proposée par le Président de la République serait de fixer un « nombre d'étranger à qui la France peut offrir de réelles chances d'intégration. » (lig. 567) Cela implique qu'il y a trop d'immigrés qui n'auraient pas de réelles chances d'intégration et le fait que la France ne peut pas garantir une intégration à tous les étrangers. Pour éviter ce cas, il faut réduire et limiter le nombre des étrangers entrant en France ce qui semble être logique, mais ce qui n'est pas une solution pour les immigrés déjà installés en France. De plus, cela implique que le Président de la République ne veut pas faire venir plus d'immigrés. L'adjectif *réel* implique que les chances d'intégration ne sont pas garanties pour tous les immigrés et Sarkozy donne même des conditions pour une bonne intégration plus tard dans le discours, soit les revenus nécessaires (lig. 572) pour le regroupement familial ainsi que la maîtrise écrite et orale de la langue française (lig. 574) dont l'absence est « [L]a panne de l'intégration » (lig. 590) pour Sarkozy.

La troisième affirmation est le fait qu'être Français présuppose l'amour pour la France (lig. 584). Sarkozy argumente que l'« on ne construit rien sur la haine des autres » (lig. 578/579) et qu'il faut respecter la France dont « on ne peut qu'être fier » (lig. 583) Une autre condition pour être, ou bien *devenir* Français est d'adopter « sa culture, sa langue et son histoire » (lig. 585-587) ce qui est le devoir de l'école, alors de l'apprendre aux enfants et de faire aimer la France. Sarkozy continue à expliquer qu'être Français implique aussi d'abandonner le concept de la polygamie, de l'excision, des mariages forcés et le voile car ce sont des pratiques culturelles pour lesquelles « il n'y a pas de place en France » (lig. 577). Le Président de la République ne mentionne que les choses qui ne se font pas pour appartenir à la France ou pour s'installer en France. Il cherche les fautes chez les immigrés et généralise leurs modes de vie qui ne vont pas avec l'idée de la France.

5.4.5.3 Analyse rhétorique

En ce qui concerne la rhétorique dans ce discours, il est frappant que le discours est parsemé des répétitions qui renforcent ce qui est dit : la répétitions de « vingt ans » (4 fois) à partir de ligne 16 montre que la politique essaie depuis longtemps de changer la situation et qu'elle a fait vraiment des efforts selon Sarkozy. À partir de ligne 58, Sarkozy commence à répéter « Je veux » ce qui apparaît 60 fois dans tout le discours et montre sa volonté, ce qu'il veut changer et qu'il est le protagoniste dans cette affaire, que c'est lui qui *sauve* la France ou bien les quartiers en difficulté. Avec la répétition de « Cette nouvelle ville » (lig. 86), Nicolas Sarkozy précise comme il imagine une nouvelle ville ou bien des nouveaux quartiers. Une autre répétition est celle de « Maintenant » (4 fois) à partir de ligne 330. Il commence plusieurs phrases avec l'adverbe *maintenant* et la question se pose ce que *maintenant* désigne ? On pourrait estimer qu'il parle du temps de sa présidence, alors dès qu'il est président, les immigrés connaissent la justice, le respect, etc.

À partir de la ligne 363, Sarkozy commence à répéter « La France » sans cesse pour souligner l'importance de ce que la France est pour lui. Ce ne sont pas seulement des répétitions, mais aussi des affirmations de Sarkozy où aucun doute n'est permis. Dès lors, sa formulation ne suscite pas de doute.

Une autre répétition est celle de l'argent. A partir de la ligne 383, Sarkozy commence plusieurs phrases avec « *Cet argent...* » pour montrer que l'immigration, même s'il ne le mentionne pas explicitement, entraîne aussi un aspect financier et il dit clairement pour quoi l'argent sera dépensé.

Comme dans presque tous les discours, des phatiques s'y trouvent aussi. Ligne 29 est très intéressant car il commence par une phatique extrêmement forte, soit « *Oui, nous le savons tous...* ». Il ne demande pas aux auditeurs s'ils sont d'accords avec lui, mais il présume d'avoir raison de toute façon. Dans ce contexte des quartiers difficiles en France, il a bien sûr raison, mais sa stratégie est de vouloir gagner les auditeurs pour lui dès le début. Et cela fonctionnera très bien dans un contexte où tout le monde est d'accord avec lui.

Une autre phatique se trouve ligne 458 où Sarkozy dit « Voilà, les choses sont claires... » Il ne présume pas qu'il y aurait des questions de la part des auditeurs ou qu'il y aurait des doutes sur ce qu'il disait jusqu'ici et que tout le monde est d'accord avec lui.

Sarkozy utilise parfois aussi des métaphores, telles que « trésors d'intelligence » (lig. 21), pour montrer que les ministres, les éducateurs, etc. étaient riches du savoir, « [B]riser la logique du ghetto » (lig. 233) ou « [S]ortir du ghetto » (lig. 258) pour faire comprendre ce qu'il faut changer, « un nouveau souffle » (lig. 589) qui balaye les problèmes d'un revers de main ou « [L]a panne de l'intégration » (lig. 590) pour montrer que l'immigration a empêché la France de progresser.

Les synonymes pour la France sont surtout *notre pays*, *notre démocratie*, *notre République* (lig. 37), *nation* (lig. 326) ou même *le bien le plus précieux* (lig. 667) un synonyme très fort et très positif.

Les questions d'orateur servent à entrer en dialogue avec le public ce que Monsieur Sarkozy fait deux fois. À partir de ligne 99, il demande « À quoi servirait-il... ? » pour contester des 'mi-solutions', c'est-à-dire des solutions qui ne tiennent pas compte de tous les aspects et pour faire réfléchir le public. Dans la ligne 115, il demande « Pourquoi cet échec ? » - une question à laquelle il a déjà trouvé une réponse.

Un élément rhétorique très souvent utilisé sont les hyperboles. Dès le début, Nicolas Sarkozy exagère en énonçant les problèmes des banlieues : « tellement de handicaps, tellement de difficultés, tellement de précarité, tellement de violence, tellement de souffrance » (lig. 34/5) En parlant des jeunes dans les banlieues, il parle des « talents exceptionnels qui seraient infiniment plus nombreux à éclore » (lig. 274/5) Même si dans un contexte positif, c'est un hyperbole pour gagner la bienveillance des habitants des banlieues. Dans un contexte négatif, Sarkozy utilise souvent des marques absolues, telles que « toujours » (lig.277-279) ou bien « tellement » mentionné au-dessus pour dramatiser l'ampleur de la situation. En ce qui concerne Fadela Amara, Sarkozy dit : « elle n'a jamais partagé mes engagements » (lig. 306/307) – une remarque exagérée avec laquelle il se profile sur la secrétaire d'Etat car si elle n'avait jamais partagé ses engagements, elle ne serait probablement pas membre de ce gouvernement. D'une manière ou d'une autre, il semble vouloir montrer sa générosité, sa permissivité envers les personnes issues de l'immigration et il ne serait pas admissible de ne pas le faire car ses propres origines ne sont qu' à moitié françaises.

Un élément rhétorique qui sert à la persuasion de la personne de Sarkozy est l'auto-marketing. Il y en a deux exemples frappants dans le discours. Le premier se trouve dans la ligne 322-324 où il constate que « l'entrée dans le gouvernement de Fadela, de Rama et de Rachida [trois femmes issues de l'immigration] constitue un fait historique sur lequel il sera difficile de revenir ». Ainsi, Sarkozy se met en avant implicitement,

parce qu'il ne dit pas explicitement que c'était lui qui les a fait venir dans le gouvernement, mais l'auditeur le sait très bien. Sarkozy pense qu'il a fait un acte historique et la question qui se pose dans ce contexte est de savoir pourquoi il pense qu'il sera difficile d'y revenir. Est-ce qu'il est vraiment extraordinaire de trouver des politiciens issus de l'immigration ? Si oui, pourquoi le pense-t-il ? Est-ce qu'on pourrait trouver des traces de discrimination ? Est-ce que lui – qui a aussi un père hongrois – a le droit d'en parler d'une telle manière ?

Le deuxième exemple se trouve dans la ligne 348-350 où il affirme qu'il « sera[i] toujours de l'origine de celui que l'on discrimine. » Dès lors, il prendra toujours fait et cause pour les immigrés discriminés en ne pas réalisant ou bien en ne pas avouant qu'il les discrimine lui-même d'une façon plus ou moins explicite.

5.4.6 La représentation de soi et de l'autre

5.4.6.1 La désignation pronominale

Le pronom *je* apparaît 73 fois dans le discours *Une nouvelle politique pour les banlieues* ce qui montre très bien que le discours tourne autour de la personne du locuteur, c'est à dire Sarkozy bien sûr. Dès lors, ce discours pourrait être classifié comme discours de justification ou bien de défense de ses positions. Les formes verbales du *je* témoignent d'un discours du présent (65 formes sur 73) et du réel (l'indicatif prime dans 65 cas sur le conditionnel avec 5 cas) Avec le *je*, Sarkozy constate à partir de ligne 58 surtout ce qu'il veut faire, à qui il rend hommage et quels sont ses projets pour l'avenir. Ainsi, il est le promoteur et prend l'initiative à tout point de vue, c'est grâce à lui que la France bouge. Le fait qu'il utilise le présent montre qu'il est en train de le faire, de changer la situation. Il y a deux situations où Nicolas Sarkozy utilise le conditionnel au lieu de l'indicatif, dans la ligne 225 où il formule très poliment une demande envers d'autres personnes que des politiciens. Quand il demande quelque chose aux politiciens, il faut constater qu'il parle plus décisivement, par exemple ligne 126 ou 229 où il demande une faveur ou bien du travail aux ministres. La deuxième situation quand le Président de la République utilise le conditionnel se trouve quand il ne veut pas explicitement imposer son avis aux Français, mais il aimerait bien le leur faire comprendre. Vers la fin de ce discours, le *je* domine et Sarkozy se met en avant de nouveau – c'est lui qui pense à tous : « Je pense à ceux qui ont tout quitté pour venir en France, je pense à leurs enfants à l'identité déchirée [...] Je pense au défi [...] je pense à tous [...] Je pense à cette Nation [...] je pense à ce que nous allons transmettre à nos enfants » (lig. 667/668)

Comparé au pronom *je*, le pronom *nous* apparaît 22 fois – 15 fois dans la forme du présent. Sarkozy utilise le *nous* pour la première fois ligne 29 « nous le savons tous » - un *nous* qui s'adresse aux personnes présentes au Palais de l'Élysée, soit les médias, les hommes politiques, les habitants des banlieues, etc. Parfois, le *nous* s'adresse aussi à tous les Français, par exemple ligne 74 où il demande de « repenser l'urbanisme, l'aménagement, l'architecture. » La plupart du temps le *nous* impliquent les politiciens et parle de ce qu'il faut éviter, faire ou bien changer dans l'avenir, soit ligne 283 ou ligne 360 : « Avant la fin de l'année, nous aurons pris des mesures... » Souvent Nicolas Sarkozy inclut explicitement d'autres personnes, tel que Michelle Alliot-Marie

(lig.190). Le *nous* semble- dans ce cas - inclure Madame Alliot-Marie et lui pour montrer ce que les deux envisagent à faire. Il est clair que deux personnes n'arrivent pas à mettre fin à la loi des bandes par exemple et que cela demande plusieurs personnes, pas seulement les hommes politiques. Un autre emploi du *nous* est de montrer qu'il faut travailler ensemble, soit ligne 86 « Cette nouvelle ville nous la construirons ensemble. » ou bien ligne 656 « nous devons bâtir pour une France... » Le dernier *nous*, ligne 668, implique surtout les hommes politiques dont le devoir est de réussir cette fois-ci.

Le pronom *on* apparaît 46 fois dans ce discours. La plupart du temps Sarkozy emploie le *on* quand il prend de la distance et quand il ne veut pas prendre la responsabilité, soit ligne 47, ligne 51 ou ligne 119 : « Pendant 20 ans on a concentré l'essentiel des efforts et des moyens... », « Pendant 20 ans on a dépensé de l'argent, de l'énergie,... » ou « on a enfermé les habitants des quartiers ». Ici, il parle de l'échec des gouvernements précédents, ainsi le *on* désigne la politique, les politiciens. Parfois le *on* remplace aussi le *nous*, particulièrement où Sarkozy ne connaît pas de vraies solutions lui-même, par exemple : « le problème n'est pas de savoir si l'on doit construire des immeubles hauts ou des immeubles bas, mais de savoir si ce que l'on construit est beau, agréable à vivre » (lig. 74-76)

Le *on* remplace le *nous* aussi dans des contextes négatifs où Sarkozy aimerait bien s'exclure : « On parle toujours des voyous [...] On parle toujours des trafiquants [...] On montre avec complaisance les voitures incendiées... » (lig. 277-279) etc. Il ne peut pas s'exclure puisqu'il en parlait aussi. Dans la suite, il prend ses distances par rapport aux choses que la politique ne pouvait pas améliorer jusqu'à présent et qu'elle négligeait : « On ne voit pas qu'il y a dans ces quartiers un sang neuf, une vitalité » (lig. 286)

À partir de la ligne 571 jusqu'à la ligne 584, le *on* désigne sept fois les immigrés : « on ne pouvait faire venir sa famille [...] on ne peut vouloir s'installer en France [...] on ne construit rien sur la haine [...] Si on vit en France [...] on aime la France [...] on est Français. » Nicolas Sarkozy ne veut pas s'adresser directement ou bien explicitement aux immigrés pour ne pas paraître raciste ou imbu de préjugés.

Le pronom *vous* par la position de l'objet apparaît plusieurs fois dans le discours, deux exemples seront analysés plus en détail. La première fois, ligne 27, il désigne les habitants des banlieues ce qui est surprenant comme c'est un contexte négatif, un contexte où Sarkozy dévalorise les habitants en leur reprochant qu'ils ne savent pas les règles, les codes pour la vie commune. À partir de la ligne 92, il désigne les auditeurs qui doivent coopérer. Le *vous* par la position du sujet désigne deux fois très

explicitement tous les Français, soit ligne 363 : « La France c'est [...] vous [...] et [...] ce que vous croyez. » Là, Nicolas Sarkozy s'adresse à l'auditoire personnellement.

Dernier point, le pronom *eux* ne figure que deux fois – une fois, ce pronom désigne les habitants des banlieues (lig. 201) ou bien les enfants d'immigrés, alors ceux qui sont nés en France (lig. 344)

5.4.6.2 La désignation nominale

En ce qui concerne la désignation nominale, on trouve différents types de désignation dans ce discours de Nicolas Sarkozy. Il y a des termes particulièrement auto-désignants comme par exemple : *France* (33 fois) ou *Français* (3 fois). Des termes généraux d'appartenance sont *citoyens* (4 fois) pour parler surtout des habitants des banlieues, *pays* (7 fois), *nation* (4 fois) ou *République* (12 fois) pour faire référence à la France.

Les termes de l'altérité sont des termes classiques, tels que *étrangers* (2 fois), *immigrés* (2 fois) ou bien *l'immigration* (5 fois). Les termes particuliers hétérodésignants et négatifs sont *voyous* (2 fois), *trafiquants* (1 fois), *chômeurs* (1 fois) et *victime* (1 fois).

Les voyous et les trafiquants désignent les jeunes dans les banlieues qui font régner la terreur. Le mot *chômeurs* se réfère surtout aux habitants dans les banlieues qui ont souvent des problèmes pour trouver des emplois. Le mot *victime* désigne les habitants qui souffrent de la terreur des voyous par exemple. Il y a aussi des hétérodésignations positives, tels que *talents* (2 fois) pour parler des jeunes immigrés qui veulent s'en sortir. Les *banlieues* (6 fois) sont aussi désignées comme *quartiers* (42 fois) ou bien *ghetto* (10 fois) – des désignations plutôt négatives ou bien d'une connotation négative dans un certain contexte.

6. Conclusion

« J'ai changé » (Calvet 2008, 12) – étaient les mots de Nicolas Sarkozy lors du meeting à la porte de Versailles le 14 janvier 2007, quelques mois avant sa présidence. Apparemment, ils marquaient « un tournant décisif dans son vocabulaire et dans sa rhétorique. » (Calvet 2008, 12) Chez Nicolas Sarkozy « un mot semble chasser l'autre » comme le formule Calvet. (2008, 6) Pas seulement un mot, mais aussi un thème chasse l'autre et son langage semble être très volatile et infidèle, au moins comme ministre de l'Intérieur. (cf. Calvet 2008, 6)

Après une analyse détaillée de ces quatre discours, le langage de Nicolas Sarkozy peut être vraiment qualifié comme simple et concis. Il témoigne de beaucoup de répétitions, d'un certain slogan publicitaire ou bien du populisme ainsi que des phrases courtes. Son vocabulaire est plutôt limité et verbal ce qui donne l'impression du mouvement au lecteur ou bien à l'auditeur. De plus, le verbe *vouloir* se trouve étonnamment souvent dans tous ses discours, les questions rhétoriques ainsi que le concept de dire la vérité se trouvent aussi dans quelques-uns.

Ce qui importe pour Calvet sont les thèmes empruntés de la gauche comme le travail par exemple, ce qui peut être trouvé particulièrement dans les discours *Une nouvelle politique pour les banlieues* et *Immigration et Identité nationale*. Il est intéressant que Nicolas Sarkozy souligne souvent que la France est ouverte et respectueuse – deux caractères attribués à l'UMP par elle-même. Des valeurs essentielles de l'UMP sont d'imaginer et de créer comme décrit dans le chapitre 2 – deux valeurs que Sarkozy personnifie très explicitement ; il imagine une certaine France et crée un nouveau ministère par exemple.

Ce qui importe aussi beaucoup pour le Président de la République et qu'il souligne dans tous ses discours est la responsabilité de la part de l'Etat, mais aussi des citoyens ou bien des immigrés. Dans ses discours, il rejette souvent la responsabilité sur les immigrés qui sont par exemple la cause de la crise d'identité où ceux qui prennent l'argent des Français qui travaillent dur. Cependant, il avoue aussi que les immigrés sont une richesse pour la France dans le discours *Une nouvelle politique pour les banlieues*, mais il lie cette richesse toujours à des devoirs et des conditions. De plus, la nation française, qui est riche d'une histoire et dont la culture et la langue sont très importantes pour les Français, importe beaucoup pour lui. Ainsi, le Président de la

République Française personnifie très bien les valeurs de son parti et ne laisse passer aucune occasion de les communiquer.

En ce qui concerne la situation socio-historique, quelques faits se retrouvent aussi dans les discours de Nicolas Sarkozy. Au début des années 1970, l'immigration commence à poser des problèmes et il n'est que là qu'on a commencé à construire les logements les moins chers dans les périphéries des villes avec une architecture qui laisse à désirer et dont Sarkozy parle dans son discours *Une nouvelle politique pour les banlieues*. De plus, le taux d'analphabétisme monte et freine l'intégration ce qui mène Sarkozy à l'importance de l'école et de l'apprentissage de la langue française lequel il souligne souvent.

Le concept de l'identité figure aussi souvent chez le discours sarkozien. L'identité est très importante pour l'Homme car il se définit par celle-ci ce que le Président de la République fait aussi très explicitement dans son discours *Immigration et Identité nationale*. Il résulte de ce discours que l'identité française est en danger et qu'elle est un sujet tabou, un sujet délicat dont seulement Sarkozy ose parler.

Ce qui serait aussi intéressant d'examiner est quelle réalité Nicolas Sarkozy constitue avec sa langue et s'il utilise son langage pour exercer du pouvoir. La réalité constituée par Sarkozy est surtout qu'il y a trop d'immigrés et qu'il faut réduire leur nombre pour améliorer la situation dans toute l'Europe et pour réussir l'intégration. De plus, ceux qui veulent s'installer en France doivent remplir certaines conditions et ont surtout des devoirs, pas seulement des droits.

Le pouvoir exercé par Nicolas Sarkozy à travers sa langue est celui de la prise d'influence sur les consciences publiques en essayant de convaincre les auditeurs de la situation insupportable qu'il faut changer le plus vite possible.

Dans tous les discours analysés dans le cadre de cette étude, le langage et la façon de parler de Nicolas Sarkozy sont très déterminés et clairs. La plupart du temps il ne tourne pas autour du pot et vient tout de suite au sujet. Au fur et à mesure du sujet et de l'auditoire, son langage est souvent patriotique et nationaliste, particulièrement dans le discours *Immigration et Identité nationale*.

Dans presque tous ses discours, sauf dans l'allocution pour la *Grande Mosquée*, Nicolas Sarkozy présente – même si implicitement - l'immigration comme danger pour la France ou bien l'Europe, au moins si elle n'est pas régulée et choisie. Pour l'allocution sur la *Grande Mosquée*, il faut dire qu'il est très aimable envers les musulmans, ainsi envers les immigrés, mais seulement s'ils pratiquent un islam *de France*, c'est-à-dire un

islam avec des valeurs occidentales et républicaines. Ainsi, une bonne intégration sera plus facile et réussira plus facilement. En ce qui concerne l'intégration, Nicolas Sarkozy la lie presque toujours à une immigration limitée, c'est-à-dire à une réduction du nombre des immigrés et à certaines conditions que les immigrés doivent remplir, telles que des revenus nécessaires, le respect pour la France, l'apprentissage de sa culture, de sa langue et de son histoire. Pour le Président de la République Française, être français implique aimer la France ce qui se montre dans tous ses discours. Ces conditions qu'il faut remplir pour s'établir et s'installer en France est un élément répétitif dans tous les discours traitant de l'immigration.

En ce qui concerne la France, Nicolas Sarkozy la représente dans tous ses discours comme un pays ouvert et accueillant qui n'a jamais rejeté les immigrés, même s'il y a des traces de xénophobie. Néanmoins, il se contredit parfois en faisant une nette différence entre les Français et les immigrés surtout dans le discours sur l'immigration et l'identité nationale. D'un côté, il ne méconnaît pas forcément les immigrés au même temps avec une telle différenciation, mais il éprouve aussi de la compassion pour eux et leur situation. D'un autre côté, il cerne l'ampleur et la gravité de la situation en donnant des chiffres et en la montrant ainsi aux Français.

Dans le discours sur l'immigration et l'identité nationale, le concept de la culture devient très important car Nicolas Sarkozy pense que la France est en train de perdre la sienne. Dès lors, il faut la rétablir. C'est un autre sujet où il se contredit souvent parce que d'un côté, il parle d'une diversité culturelle, de l'autre côté, il veut établir une culture commune ce qui n'est pas compatible avec une France ouverte dont il parle constamment. Cette diversité culturelle devient aussi un élément répétitif dans le discours sarkozien.

Très étroitement liée à la culture est aussi la religion des immigrés qui est souvent l'islam. Dans le discours sur la *Grande Mosquée*, Nicolas Sarkozy différencie nettement un islam *de* et un islam *en* France ainsi qu'entre l'islam et l'islamisme. Ainsi, il différencie des immigrés qui sont les bienvenus en France et ceux pour qui il n'y aura pas de place. Les bienvenus sont ceux qui partagent les valeurs du respect et de la laïcité ce qui se trouvent aussi dans presque tous les discours. Le grand objectif pour Nicolas Sarkozy est l'amélioration du rapport entre les musulmans et les Français. En cherchant des points communs entre ces deux groupes, il essaie de justifier son image d'un islam de France.

Ce qui importe dans le discours sarkozien est le concept d'espoir qui a aussi un rapport à la religion parce qu'elle est une porteuse d'espérance. L'espoir importe du fait que Sarkozy voit l'avenir de la France en jeu et en danger comme il voit l'identité. Ainsi, il pourrait être constaté que Sarkozy nourrit souvent la peur du peuple en présentant l'immigration et la diversité comme menace pour les Français et l'identité française.

En ce qui concerne le lexique, les mots les plus fréquents dans tous les discours sont *France* (128 fois), *culture* (69 fois), *quartier* (44 fois), *islam* (42 fois), *valeur* (37 fois), *travail* (33 fois), *République* (32 fois), *immigration* (28 fois), *enfant* (24 fois), *langue* (23 fois), *diversité* (18 fois), *identité* (14 fois), *crise* (11 fois), *peur* et *ghetto* (10 fois), *migrants* et *intégration* (9 fois) ainsi que *respect* et *immigré* (4 fois). Il est clair que la fréquence des mots dépend du sujet du discours et il est intéressant que le mot *immigré* n'apparaisse pas plus souvent que quatre fois dans des discours agissant de l'immigration ou d'un sujet lié à celle-ci. Bien sûr, il y aurait aussi d'autres substantifs qui se trouvent souvent ou même plus souvent, mais qui ne semblent pas être très important pour cette étude. Ainsi, ils étaient mis à côté et l'accent est mis sur ceux important pour le sujet de l'immigration.

Les verbes qui priment très clairement sont *vouloir* (114 fois), *pouvoir* (54 fois), *faire* (43 fois), *falloir* (36 fois) *dire* (35 fois) et *vivre* (27 fois) dans tous les modi et tempi. Son choix des verbes montre qu'il veut et peut, mais aussi qu'il faut changer les choses. Pour la rhétorique, les phatiques, les personnifications surtout de la France, les questions rhétoriques, l'auto-marketing, les répétitions (des mots tels que *crise* par exemple pour renforcer la gravité de la situation) et les hyperboles sont les éléments les plus fréquents dans tous les discours. Parfois, il utilise aussi des métaphores, des comparaisons ou des citations qui demanderaient une certaine connaissance générale, mais en général son langage est plutôt simple et compréhensible et s'adresse à tout le peuple.

Dans le discours *Immigration et Identité nationale*, il utilise son langage très positivement, particulièrement dans le contexte de la France et des Français. En ce qui concerne les immigrés les mots *responsabilité* et *devoir* ainsi que *menace* dominant. De plus, les désignations nominales pour les immigrés dans ce discours et en fait dans presque tous les discours sont assez négatives, telles que *voyous*, *prédateurs*, *chômeurs* et *trafiquants* par exemple alors qu'elles sont positives pour les Français, telles que *citoyens* ou *créateurs* ce qui montre qu'il est au milieu de sa campagne électorale où il essaie d'attirer les électeurs de l'extrême-droite. Le mot *voyous* s'adresse surtout aux

jeunes immigrés dans les banlieues et est un élément répétitif. Par contre, les désignations nominales pour les musulmans et ainsi pour les immigrés dans le discours sur la *Grande Mosquée* sont très positives – il les désigne comme *bienvenus* et *fidèles*.

Trois des quatre discours analysés témoignent d'une haute fréquence du pronom *je* comme Nicolas Sarkozy parle surtout de ce qu'il veut, de ses projets pour l'avenir, de la nécessité de changer la situation et du fait qu'il pense à tous. Ainsi, l'égotisme du Président de la République est très fortement ancré. Par contre, la déclaration sur l'immigration choisie manifeste peu de *je*, peut-être parce qu'il s'agit d'un sujet très délicat où il ne veut pas mettre sa personne en avant afin de ne pas passer pour un raciste. Le pronom impersonnel *on* est surtout utilisé quand Nicolas Sarkozy se distancie de quelque chose. Parfois, il désigne les immigrés, les Français en général, le gouvernement ou même soi-même. La plupart du temps, le *on* évite de parler de quelqu'un explicitement pour ne pas offenser la personne.

En ce qui concerne le développement du langage de Nicolas Sarkozy, il est frappant qu'il n'est pas aussi prudent comme ministre de l'Intérieur ou candidat présidentiel que comme président. Le ministre de l'Intérieur s'attribue beaucoup et parle même de *son* pays. Pendant la campagne électorale, son discours *Immigration et Identité nationale*, qui est l'un des plus longs discours, il est encore plus radical et mentionne très explicitement que l'immigration est la cause de la crise d'identité. Ce discours témoigne d'un langage nationaliste et patriotique pour convaincre les électeurs surtout de la droite et du centre de sa personne. Le langage du discours sur l'immigration choisie est très déterminé et clair et Sarkozy donne plein de propositions ce qui le laisse paraître compétent et réfléchi. Ce qui importe pour le discours politique et ce qui se trouve aussi dans le discours sarkozien est sa tentation de prendre de l'influence sur les consciences de ses auditeurs.

L'auto-représentation de Nicolas Sarkozy est frappante et très typique pour un homme politique – il dit la vérité, parle de sujets délicats dont les autres ont peur, court des risques, ainsi il est un président compétent qui ose faire quelque chose. Dans presque tous les discours analysés, il se met en avant en mentionnant qu'il s'occupe bien soit de l'islam, des immigrés, des Français ou de la langue et la culture française. En une seule fois, il parle souvent de l'échec des autres ou des gouvernements précédents et rejette les fautes sur eux - l'immigration était mal préparée et les immigrés étaient exclus par exemple.

Enfin, le langage de Nicolas Sarkozy ne semble pas avoir changé trop et il n'était pas vraiment plus risqué comme ministre de l'Intérieur ou comme candidat pour les présidentielles. Par contre, son langage comme Président de la République semble être plus prudent et plus réfléchi –après tout, il parle en nom de tous les Français et de toute la France et ne doit plus gagner des votes pour l'instant. Celui-ci reviendra assez tôt et l'auditoire peut être curieux de ses nouveaux thèmes et d'un langage modifié, peut-être qu'il aura changé de nouveau.

7. Deutsche Zusammenfassung

Diese Diplomarbeit beschäftigt sich mit Reden des französischen Präsidenten Nicolas Sarkozy und seine Sprache hinsichtlich Immigration und nationale Identität bzw. damit in Verbindung stehende Themen wie Religion oder Kultur. Die Reden sind aus dem Zeitraum Sommer 2006 bis Februar 2008, d.h. sie decken mehrere Abschnitte der politischen Karriere Sarkozys ab – seine Zeit als Innenminister, den Wahlkampf 2007 und natürlich seine erste Zeit als Präsident. Die Absicht hinter dieser Auswahl war es vor allem herauszufinden, ob sich seine Sprache im Laufe dieses Zeitraums verändert hat.

Im ersten Teil dieser Arbeit ist eine kurze Biographie Sarkozys zu lesen, in der sein politischer Werdegang näher beschrieben ist. Hier findet sich auch die Tatsache, dass sein Vater aus Ungarn stammte, was vor allem für das Thema der Immigration interessant zu sein scheint.

Des Weiteren wird kurz auf den Sprachstil Sarkozys eingegangen. Er liebt es zu schockieren und provoziert sehr häufig. Typisch für seine Reden sind Wiederholungen im großen Ausmaß, Euphemismen, ein gewisser Populismus, kurze Sätze als auch ein limitiertes und verbales Vokabular. Calvet beschreibt Sarkozy als Experte der rhetorischen Manipulation, der versucht zu verführen und die Zustimmung seiner Zuhörer zu gewinnen. Ein Leitmotiv, das sehr häufig von Politikern verwendet wird und auch bei dem französischen Präsidenten zu finden ist, ist das der Wahrheit: Sarkozy will und scheut es angeblich auch nicht den Franzosen die Wahrheit zu sagen.

Nach dem Kapitel zu Sarkozy, folgt ein kurzes Kapitel zu seiner Partei, der UMP (Union pour un Mouvement Populaire), deren Geschichte und Werte. Sie beschreibt sich selbst als modern, demokratisch, offen und respektvoll und vertritt die Werte der Freiheit, Verantwortung und Solidarität – Themen, die natürlich auch bei Sarkozy und den hier analysierten Reden sehr stark vertreten sind.

Um dem Leser das Thema der Immigration anschaulicher und verständlicher zu machen, wird in Kapitel 3 ein kurzer Überblick über die Geschichte der Immigration und deren aktuelle Situation in Frankreich gegeben. Die Immigration ist ein altes Phänomen, welches um 1850 beginnt und immer zu Zeiten des Wirtschaftsaufschwungs zunimmt, d.h. in den 1920er Jahren als auch in der Zeit nach dem Zweiten Weltkrieg – eine Zeit, die als die „30 Glorreichen Jahre“ bezeichnet wird. In diesen Zeiten waren es vor allem Arbeitskräfte, die nach Frankreich kamen. Später war einer der häufigsten

Gründe der Familiennachzug. In den 70er Jahren des 20. Jahrhunderts wollte man die Immigration stoppen bzw. reduzieren, was allerdings nur sehr begrenzt gelang. Heute sind Immigranten in Frankreich sehr häufig von der Arbeitslosigkeit betroffen, wohnen in den billigsten Wohnungen in verwahten Gegenden und weisen eine hohe Analphabetenrate auf, was die Integration zusätzlich erschwert.

Durch die multikulturelle Gesellschaft in Frankreich, entsteht oft das Problem, dass Immigranten zwischen zwei oder vielleicht sogar mehreren Kulturen hin- und hergerissen sind. Einerseits leben und lernen sie die Kultur aus dem Herkunftsland ihrer Eltern, andererseits wollen sie sich integrieren und werden natürlich auch von der Umwelt in Frankreich beeinflusst und geprägt. Dies wiederum führt zu einer gewissen Identitätskrise, da Kinder mit Migrationshintergrund sehr oft nicht wissen bzw. sich nicht entscheiden können, zu welcher Gruppe sie gehören. Die Identität eines Menschen ist allerdings sehr wichtig, da sie seinem Leben Sinn verleiht. Sie setzt sich vor allem aus Sprache, Name, Status –sei er politisch, sozial oder in der Arbeitswelt – und der Kultur zusammen. In Frankreich gleicht die nationale Identität am meisten der persönlichen Identität. In seinen Reden sieht Nicolas Sarkozy die französische Identität auf Grund der hohen Anzahl an Immigranten im Land gefährdet und spricht sogar von einer landesweiten Identitätskrise.

In Kapitel 4 wird die Arbeitsweise für den zweiten Teil dieser Arbeit näher beschrieben und verschiedene Analysemodelle, wie z.B. die *Kritische Diskursanalyse* nach Ruth Wodak, werden vorgestellt. *Kritisch zu sein* bedeutet, eine gewisse Distanz einzunehmen, die Tatsachen in einen sozialen Kontext einzubetten und Selbstreflexion zu betreiben. (Nur) dann kann eine Analyse versteckte Strukturen aufdecken und eine gewisse Illusion aufheben.

Der zentrale Gegenstand der Linguistik ist natürlich die Sprache, die individuell verwendet wird sowie Denk- und Lebensweisen transportiert. Ihre Anwendung ist Routine, d.h. der Mensch denkt (meist) nicht nach, wie er sie verwendet, sondern verwendet sie einfach so, wie er sie im Sozialisationsprozess erworben hat. Wichtig scheint es hier zu betonen, dass Sprache an sich nicht mächtig ist, sondern durch den Mensch, der sie verwendet, mächtig gemacht wird. Sie übt nicht nur eine gewisse Macht aus, sondern schafft auch Wirklichkeit. Die Frage ist nur, welche Wirklichkeit geschaffen und welche Macht ausgeübt wird. Bezüglich Sprache geht es in dieser Arbeit vor allem darum, wie Nicolas Sarkozy Immigranten bzw. Phänomene, die damit in Verbindung stehen, bezeichnet, welche Eigenschaften er ihnen zuordnet, wie er

argumentiert und seine Sichtweisen rechtfertigt. Sehr häufig geschieht dies durch Zahlen oder Schuldzuweisung, wenn auch nur implizit.

Das Ziel einer Analyse großer, dominierender Leitdiskurse ist es, den Versuch, Risiken zu verschleiern, Katastrophen zu verschweigen bzw. die Ausnahme als normal zu verkaufen, aufzudecken und somit dazu beizutragen, dass eine Art Gegenmacht entwickelt wird. Und diese Gegenmacht entsteht genauso in Kooperation wie die Macht selbst, denn ein Diskurs ist nie etwas Individuelles, sondern immer etwas das in Kooperation mit der Umwelt entsteht, da sich ein Verfasser immer, ganz automatisch auf Gespräche mit oder auf Texte von anderen bezieht und dabei sich auch nicht nur auf die Gegenwart, sondern auch auf die Vergangenheit stützt.

Der zweite Teil dieser Arbeit enthält die Analyse der folgenden Reden: *Immigration choisie / Immigration clandestine* (Ausgewählte und illegale Immigration), *Immigration et Identité nationale* (Immigration und nationale Identität), *Grande Mosquée* (Große Moschee) und *Nouvelle Politique pour les Banlieues* (Neue Politik für die Vorstädte).

In der ersten Rede geht es vor allem um die afrikanische Immigration, die immer stärker zunimmt und sehr häufig illegal ist. Nicolas Sarkozy will diese Immigration reduzieren indem er vor allem der afrikanischen Jugend, Perspektiven für eine Zukunft im eigenen Land aufzeigen als auch die Entwicklung Afrikas vorantreiben möchte. Er betont, dass es eine Grenze geben muss, da sonst ganz Europa geschwächt würde und bezeichnet die Situation in Europa als inakzeptabel, die geändert werden muss und in der beide Kontinente eine große Rolle spielen und Verantwortung tragen.

Die zweite Rede zu Immigration und nationale Identität handelt vor allem von Frankreich und den Franzosen, deren Identität Nicolas Sarkozy gefährdet sieht. Er spricht sogar von einer Identitätskrise, die Frankreich im Moment durchlebt und betont, dass er der einzige ist, der es wagt darüber zu sprechen. Sehr wichtig für ihn sind in diesem Zusammenhang die Liebe zu Frankreich als auch gewisse Bedingungen, die Immigranten erfüllen müssen, um nach Frankreich zu kommen. Dies sind vor allem finanzielle Mittel und Arbeit als auch die Annahme westlicher Werte, denn die Ablehnung dieser führt, laut Sarkozy, zur Vernichtung des französischen Staates und zum Aufkommen von Jugendbanden und macht außerdem die Integration unmöglich. Des Weiteren ist es wichtig, die Kultur wiederherzustellen, v.a. Werte und Moral. Außerdem soll auch die französische Sprache gefördert werden und Nicolas Sarkozy wünscht sich, dass die alte Größe Frankreichs wiederhergestellt wird.

In der Rede *Grande Mosquée* geht es dem französischen Präsidenten darum, den Muslimen die Ehre zu erweisen, da sie in der Vergangenheit sehr oft für Frankreich in verschiedenen Kriegen kämpften. Er betont, dass der Islam ein Teil Frankreichs ist, unterscheidet jedoch immer wieder zwischen einem Islam *in* Frankreich und einem Islam *aus* Frankreich. Letzterer wird von Sarkozy gewünscht und wäre wahrscheinlich eine etwas modifiziertere Form des Islams mit westlichen Werten und französischen Eigenheiten.

Die letzte Rede, *Nouvelle Politique pour les Banlieues*, schildert die tragische Situation in den französischen Vorstädten, deren Architektur und Infrastruktur immer mehr ghettoähnliche Formen annimmt und den Bewohnern jegliche Hoffnung auf sozialen Aufstieg nimmt. Nicolas Sarkozy spricht von einer *neuen Stadt*, die er kreieren will, als auch davon, dass er die Gewalt bekämpfen und Chancengleichheit herstellen will. Außerdem will er bessere Schulen und die Kultur in die Vorstädte zurückbringen. Am wichtigsten scheinen ihm die Jugendlichen zu sein, denen er ihren Platz am Arbeitsmarkt als auch in der Bildung geben will. Sehr stark betont er durch die ganze Rede hinweg, dass Frankreich dies nur *zusammen* schafft und niemand im Alleingang.

Wie sehr hat sich Nicolas Sarkozy also in dieser Zeit verändert? Was macht die Analyse dieser Reden deutlich?

Schon bei einem Meeting im Januar 2007 waren seine Worte, dass er sich verändert habe. Das war kurz vor den Präsidentschaftswahlen. Er hat sich mit Sicherheit ein wenig verändert – sein Vokabular scheint nicht mehr so radikal und aggressiv zu sein, allerdings ist seine Sprache nach wie vor einfach und prägnant, weist viele Wiederholungen und kurze Sätze auf. Er schiebt die Verantwortung und die Schuld meist ab, sehr oft an Immigranten und übt natürlich eine gewisse Macht aus: er will Einfluss nehmen und die Menschen von seiner Sichtweise überzeugen. Er wirkt sehr bestimmt und klar, redet nicht lang um den heißen Brei, sondern kommt gleich zum Punkt. Je nach Thema und Publikum ist seine Sprache patriotisch und nationalistisch.

Sehr häufig widerspricht er sich auch, z.B. beim Thema Kultur: einerseits spricht er vom Reichtum, den eine kulturelle Vielfalt mit sich bringt, andererseits will er eine ‚gemeinsame‘ Kultur etablieren. Im Zusammenhang damit unterscheidet er zwischen Immigranten, die willkommen sind und jenen, die dies nicht sind. Voraussetzungen um in Frankreich willkommen zu sein, sind für Sarkozy vor allem die Beherrschung der Sprache, das Leben der französischen Kultur und die Liebe zu Frankreich.

Trotz vieler positiver Aspekte und seinem Versuch, die Menschen in eine gewisse Aufbruchstimmung zu versetzen, nährt Nicolas Sarkozy sehr häufig auch die Angst der Franzosen indem er die Immigration und die kulturelle Vielfalt als Bedrohung für die eigene Identität und Kultur darstellt.

Abschließend bleibt zu sagen, dass es sehr wohl einen Unterschied in seiner Sprache als Innenminister und Präsident gibt: er scheint sich seit seiner Wahl zum Präsidenten vorsichtiger und gewählter auszudrücken und versucht, alle Franzosen zu vertreten. Im Moment gilt es für ihn ja auch nicht, Stimmen zu gewinnen. Wenn das wieder der Fall ist, kann sich nicht nur seine Sprache, sondern auch er wieder geändert haben.

Annexe

L'immigration choisie / L'immigration clandestine

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire et président de l'UMP, sur le concept d'immigration choisie, la lutte
5 **contre l'immigration clandestine au niveau européen et sur l'aide au développement des pays africains, Rabat le 10 juillet 2006.**

Personnalité, fonction : SARKOZY Nicolas.

FRANCE. Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire ;
FRANCE. UMP, président

10 **Circonstances :** Conférence euro-africaine sur la migration et le développement réunissant des ministres de 30 pays européens et 27 pays africains, à Rabat (Maroc) le 10 juillet 2006

Je souhaite adresser mes plus vifs remerciements à nos amis marocains pour avoir pris l'initiative de cette Conférence. Je veux en particulier adresser un amical message et
15 l'expression de ma gratitude à Sa Majesté le roi Mohamed VI qui, je le sais, a encouragé ce processus et veillé à la bonne organisation de nos travaux. La France a d'emblée apporté son soutien à l'initiative du Maroc et de l'Espagne, car nous croyons qu'elle est riche de beaucoup de perspectives prometteuses.

Nous avons tous été bouleversés par la tragédie des milliers de migrants africains qui
20 tentent d'entrer dans l'enclave de Ceuta et Melilla ou de gagner les îles Canaries dans des conditions effroyables, bien souvent au prix de leur vie.

Ces images ont profondément ébranlé les consciences européennes.
Notre devoir de responsables politiques est de tout mettre en oeuvre pour en finir avec de tels drames. C'est là, je crois, le sens profond de notre présence aujourd'hui à Rabat.

25 Comment rendre confiance à la jeunesse d'Afrique et la persuader qu'il existe un avenir pour elle en dehors de l'émigration? Telle est, me semble-t-il, l'une des questions fondamentales de notre temps. Car nos destins sont liés : l'échec de l'Afrique aujourd'hui, ce serait le désastre de l'Europe demain.

L'immigration sera inéluctablement l'un des enjeux essentiels du XXIème siècle.

30 D'après les évaluations de l'ONU, le nombre de migrants dans le monde est passé de 100 millions en 1980 à 200 millions en 2005 et ce chiffre pourrait encore doubler dans les 25 années à venir.

Le potentiel migratoire de l'Afrique est très important. La moitié des 800 millions d'Africains ont moins de 17 ans. Le différentiel des taux de fécondité entre l'Europe et
35 l'Afrique atteint des records : 1,4 enfants par femme en Europe contre 5,4 en Afrique sub-saharienne . L'immense majorité des 540 millions d'hommes qui vivent avec moins d'un dollar par jour, résident sur le continent africain.

La gestion des flux de populations se présente aujourd'hui comme l'une des clés de la relation entre l'Afrique et l'Europe.

40 J'ai la conviction profonde que l'immigration africaine, sous certaines conditions, peut être une chance aussi bien pour l'Europe que pour l'Afrique.

La France est particulièrement ouverte à l'immigration africaine. Sur 160 000 titres de séjour que mon pays délivre chaque année à des migrants non européens, 65% sont accordés à des personnes en provenance du continent africain.

45 Il faut écarter une fois pour toute les deux dogmes qui n'en finissent pas de polluer le débat sur l'immigration. L'immigration zéro est un mythe dangereux. Il est temps de parler clair : l'Europe n'a pas vocation à être repliée sur elle-même, à s'ériger en forteresse. Mais je n'accepte pas non plus le discours extrémiste des partisans de l'immigration sans limite ! L'Europe ne peut pas recevoir tous ceux qui voient en elle un
50 Eldorado.

L'ouverture générale des frontières de l'Europe provoquerait, à terme, une déstabilisation politique majeure du continent et le risque d'une arrivée au pouvoir de partis extrémistes et xénophobes. L'Afrique en serait la première victime.

Trois objectifs doivent désormais guider notre action.

55 Le premier est celui de l'immigration choisie. Cette expression a été parfois mal comprise, ou caricaturée. Il n'a jamais été question pour moi d'organiser une sélection unilatérale des migrants sur la base de leurs diplômes. L'immigration, dans mon esprit, doit être choisie par le pays de destination comme par le pays d'origine. Elle doit résulter d'un accord de volonté entre le pays de départ et le pays d'arrivée. La loi relative
60 à l'immigration et à l'intégration, votée par le Parlement français le 30 juin dernier s'inspire directement de cette logique. A l'avenir, il nous faut préparer les fondements d'une immigration organisée, régulée, maîtrisée dans le cadre d'une concertation d'Etat à Etat.

65 L'avenir est aux migrations de mobilité, qui permettront aux migrants d'acquérir en Europe une formation, une expérience professionnelle, et de la mettre ensuite au service du développement de leur pays d'origine. La création d'une carte de séjour "compétences et talents" dans la nouvelle loi française est emblématique de cette volonté de faire des migrations une source d'enrichissement mutuel.

70 Le deuxième objectif est celui du co-développement. Les transferts de fonds des immigrés africains à leurs pays d'origine atteignent des montants considérables : 8,1 milliards de dollars en 2005 selon certaines estimations. Le fruit du travail des migrants pourrait devenir un formidable levier du développement de l'Afrique. Or, seule une infime partie de cette somme est utilisée à des fins d'investissement productif. L'un des
75 grands enjeux du dialogue entre l'Europe et l'Afrique devrait porter sur les moyens de transformer cette épargne pour en faire un outil du développement économique. Nous venons ainsi de créer en France dans le cadre de la réforme de l'immigration, un produit d'épargne destiné à favoriser l'investissement des migrants dans leur pays d'origine. A terme, le développement de l'Afrique est la seule solution, la seule réponse au défi de l'immigration.

80 Le troisième objectif est celui de la lutte contre l'immigration clandestine. Je le dis clairement, la situation que nous vivons aujourd'hui en Europe est intolérable. EUROPOL a estimé le nombre de migrants qui entrent illégalement en Europe à 500 000 personnes. Cette immigration clandestine est une atteinte à l'ordre public des Etats européens et à la stabilité de leur pacte social.

85 Parvenus en Europe à l'issue d'un périple souvent atroce, les migrants sont livrés à l'horreur du travail clandestin, parfois au trafic de drogue et à la prostitution.

Il est grand temps que l'Europe et l'Afrique unissent leurs forces pour éradiquer cet odieux trafic, version contemporaine de l'esclavagisme.

90 Je souscris sans réserve à la vision globale de la politique d'immigration, qui est le principe fondateur de la conférence de Rabat.

L'adoption d'un partenariat entre pays d'origine, de transit et de destination, constitue une démarche profondément novatrice qui ouvre une ère nouvelle dans la gestion des flux migratoires. La mise en place d'un plan d'action pragmatique représente une étape essentielle dans la voie d'une gestion concertée de l'immigration. Ce plan comporte des
95 mesures de bon sens dont l'objectif est d'améliorer la gestion des flux migratoires entre l'Afrique et l'Europe. Je pense en particulier à la création de l'observatoire euro africain des migrations, aux mesures destinées à favoriser le co-développement, à faciliter l'accès des étudiants africains aux universités européennes, à promouvoir des accords de réadmission pour lutter contre l'immigration illégale.

100 La conférence de Rabat est une formidable occasion de fonder un nouveau partenariat entre l'Europe et l'Afrique en matière d'immigration. Ce partenariat doit s'organiser sur une base d'égalité, de réciprocité et de confiance mutuelle. Ne laissons donc pas passer cette occasion!

Immigration et Identité nationale

Besançon - Mardi 13 mars 2007

- 5 Mes chers amis,
Merci à vous tous. Merci d'être venus si nombreux ce soir, pour témoigner que la France ce n'est pas fini, que la France veut continuer de vivre, qu'elle continue de vivre dans le coeur d'une multitude de Français qui, comme vous tous, espèrent encore en elle, croient en ses valeurs. Je veux parler de la France parce que je suis candidat à la
- 10 présidence de la République Française.
La France c'est vous, c'est chacun d'entre nous avec son histoire, avec sa mémoire, avec son expérience de la vie, avec ses rêves.
La France c'est un destin commun fait d'une multitude de destinées individuelles. C'est une multitude de petites patries qui forment ensemble une grande patrie.
- 15 Ce sont des provinces qui se sont comprises et qui se sont aimées.
C'est une façon d'être, de vivre, de penser, c'est un idéal, c'est une espérance. La France ce n'est pas une race, ce n'est pas une ethnie.
Elle s'est forgé, au cours d'une longue histoire, une personnalité, une identité qui est une part de nous-mêmes, de notre propre identité. Il y a une identité française, une
- 20 identité nationale dans laquelle nous nous reconnaissons.
Parler de l'identité nationale ne me fait pas peur. J'ai bien compris que pour certains c'était un gros mot. J'ai bien compris que parler de l'identité nationale ce n'était pas convenable. J'ai bien compris que c'était un sujet tabou, qu'il était dangereux de s'aventurer sur ce terrain, qu'un homme politique soucieux de sa carrière devait éviter ce sujet.
- 25 Mais je ne crois pas à la politique qui ne dit rien, qui ne pense rien, qui préfère se taire plutôt que prendre des risques.
Je veux dire la vérité aux Français, je veux être sincère, je veux être honnête. C'est ma conception de la politique. C'est l'idée que je me fais de la dignité de la fonction
- 30 présidentielle. C'est la ligne de conduite que je me suis fixée depuis le début de cette campagne.
Je n'en changerai pas.
Rien ni personne ne m'en fera changer.
- 35 Je continuerai à parler de l'identité nationale parce que je crois que l'identité nationale pour un peuple c'est quelque chose d'essentiel, et parce que je crois que la France traverse une crise d'identité, que cette crise est grave, que cette crise est profonde, que cette crise est dangereuse. A nous contester le droit de parler de notre identité nous créons les conditions d'une crise identitaire. Nous ne savons plus qui nous sommes parce que nous n'avons plus le droit de parler de ce que nous sommes.
- 40 Je continuerai donc de parler de l'identité nationale parce que c'est un sujet qui concerne tous les Français, parce que je ne veux pas laisser le monopole de la nation à l'extrêmedroite, parce que je me fais une haute idée de la France, parce que je n'ai pas honte de mon pays, parce que je n'ai pas honte de ses valeurs, de sa culture, parce que je n'ai pas à m'excuser d'être Français, parce qu'au contraire j'en suis fier, parce que j'aime
- 45 la France pour ce qu'elle m'a donné en partage, pour ce qu'elle m'a permis de devenir.
Je continuerai à parler de l'immigration en posant le problème de l'identité nationale parce que ce que nous avons de plus précieux à offrir à tous ceux qui veulent vivre en
- France c'est la fierté d'être Français qui est bien davantage qu'un statut juridique, et

50 parce que le partage de cette identité qui est la nôtre, avec la culture, la langue, les valeurs qui la fondent est la condition de leur intégration réussie.
Comment réussir l'intégration de ceux que nous accueillons si nous ne prenons pas la peine de leur parler du pays où ils veulent vivre ?
Je dis cela parce que la France que j'aime est une France ouverte et accueillante, une

55 France généreuse et fraternelle, et que, pour qu'elle le reste, il ne faut pas que l'immigration soit ressentie comme une menace sur son identité.
La France que j'aime, la France en laquelle je crois, ce n'est pas une France immobile, ce n'est pas une France enfermée dans son passé, prisonnière de son histoire. C'est une France ouverte, ouverte sur les autres, ouverte sur le monde, ouverte sur l'avenir. C'est

60 une France qui évolue. C'est une France qui vit avec son temps. C'est une France à laquelle chacun apporte sa contribution. C'est une France que chaque histoire personnelle, chaque destin particulier contribue à enrichir, à transformer.
La France éternelle, ce n'est pas pour moi la France éternellement identique à elle-même.

65 C'est la France qui ne meurt pas mais qui se métamorphose tous les jours.
C'est la France dont le visage change imperceptiblement à chaque fois que parmi les Français apparaît un nouveau visage. Il faut respecter l'identité de ceux qui viennent mais ceux-ci doivent respecter l'identité du pays qui va devenir leur.
La France éternelle, c'est la France dont l'esprit est plein de tout ce qui dans le monde a

70 apporté quelque chose à l'idée d'humanité.
C'est la France qui accueille avec ferveur, depuis toujours, l'héritage de toutes les civilisations.
C'est la France dont Jaurès disait qu'elle « n'est pas résumée dans une époque ni dans un jour, ni dans le jour d'il y a des siècles, ni dans le jour d'hier, mais qui est tout

75 entière dans la succession de ses jours, de ses siècles, de ses aurores, de ses crépuscules».
Mais cette France qui n'est jamais tout à fait la même, ne cesse jamais en réalité d'être fidèle à elle-même, à sa promesse de civilisation, au pressentiment de son unité, à son exigence d'égalité, à son amour de la liberté, à son besoin de fraternité qui sont dans sa

80 pensée depuis son premier jour, par-delà les vicissitudes de l'histoire.
Certains d'entre vous se souviennent peut-être du discours si émouvant de Malraux pour la commémoration de la mort de Jeanne d'Arc. Malraux y raconte que :

85 « Lors de l'inauguration de Brasilia, les enfants représentèrent quelques scènes de l'histoire de France. Apparut Jeanne d'Arc, une petite fille de 15 ans, sur un joli bûcher de feu de Bengale, avec sa bannière, un grand bouclier tricolore et un bonnet phrygien.
Dans le grand bruit de forge où se forgeait la ville, Jeanne et la République étaient toutes deux la France parce qu'elles étaient toutes deux l'incarnation de l'éternel appel à la justice. »

90 Les enfants de Brasilia avec leur touchante innocence avaient compris mieux que nous qu'à des siècles de distance, Jeanne d'Arc et la République incarnaient le même idéal, la même idée de la France. Ils avaient compris qu'au fond la France c'était toujours le même idéal poursuivi sous des formes et avec des moyens différents. Ils avaient compris que la France est une synthèse toujours recommencée à partir des mêmes principes et des mêmes valeurs.

95 Quand je veux défendre l'identité de la France, je veux défendre ces principes avec lesquels nous n'avons jamais transigé et que nous ne négocierons jamais avec personne.
Quand je veux défendre l'identité de la France, je veux défendre ces valeurs sans lesquelles être Français n'a tout simplement plus aucune signification.

100 Je veux défendre la séparation du temporel et du spirituel.

Je veux défendre la liberté de l'esprit.
 Je veux défendre la justice.
 Je veux défendre l'égalité de l'homme et de la femme.
 Je veux défendre la neutralité du service public.
 105 Je veux défendre la laïcité.
 Je veux défendre la liberté de conscience.
 Je veux défendre la liberté d'expression.
 Je veux défendre la république, la démocratie et les droits de l'homme.
 Quand je veux défendre l'identité de la France je veux défendre un héritage de valeurs
 110 de civilisation.
 Je veux défendre un héritage de pensée claire et d'humanisme.
 Je veux défendre l'héritage des Lumières et celui de deux mille ans de civilisation
 chrétienne.
 A ceux qui veulent venir vivre en France, je veux dire simplement que la France ne
 115 commence pas avec eux, qu'elle a déjà une longue histoire, qu'elle a déjà une morale,
 qu'elle a déjà une culture, qu'il leur faut accepter de les prendre en partage, de recueillir
 cet héritage, d'en être fier.
 La France n'a jamais demandé à personne d'oublier ses origines, son histoire, ses
 souffrances. Elle demande seulement d'être aimée et respectée.
 120 La France n'a jamais demandé à personne de se renier. Mais à force d'excommunier la
 nation, à force de dénigrer la France, à force de la mettre en demeure d'expié son
 histoire, à force de cultiver la repentance et la haine de soi, il devient de plus en plus
 difficile d'intégrer, de socialiser et même d'éduquer. Car on cherche rarement à
 s'intégrer à ce qu'on a appris à détester.
 125 A force d'abaïsser la nation on rend l'intégration impossible. A force on laisse le champ
 libre aux communautés, aux tribus, aux bandes et aux prédateurs de toutes sortes qui
 cherchent à profiter de la moindre défaillance de l'Etat, de la moindre faille dans la
 République.
 A force d'abaïsser la nation c'est la République que l'on abîme, c'est la démocratie que
 130 l'on met en péril, c'est la solidarité que l'on détruit.
 A force d'abaïsser la nation c'est notre capacité à vivre ensemble qui risque d'être
 remise en cause.
 A force de sous-estimer la crise d'identité, à force d'ignorer la perte du sens et des
 repères et les souffrances qui en sont les conséquences, à force que l'immigré se sente
 135 rejeté et que celui qui l'accueille se sente dépossédé de son identité et de plus en plus
 étranger dans son propre pays, on prépare la haine, non la fraternité.
 A force de laisser se désintégrer ce bien commun qu'est la nation, à force de laisser
 dépérir ce sentiment d'appartenance à une communauté de destin qui est inscrite au plus
 profond de l'identité nationale, plus personne ne peut plus se parler ni se comprendre.
 140 Fatalement le fossé se creuse entre les générations, entre les classes, entre les quartiers.
 A force de laisser l'identité nationale se dissoudre dans le marché mondial, on prépare
 l'aplatissement du monde et l'appauvrissement de toute pensée humaine.
 Il faut savoir ce que l'on veut.
 Ecoutez ce qu'a dit un jour Claude Lévi-Strauss, le plus grand anthropologue peut-être
 145 du XXe siècle : « Il est souhaitable que les cultures se maintiennent diverses, seulement
 il faut consentir à en payer le prix : à savoir que les cultures attachées chacune à un
 style de vie, à un système de valeurs, veillent sur leurs particularismes ; et que cette
 disposition est saine, nullement – comme on voudrait nous le faire croire –
 150 pathologique. »
 Chaque culture se développe en échangeant avec les autres, mais pour échanger il faut

avoir quelque chose en propre à échanger.

Pourquoi les bonnes consciences, pourquoi les bien-pensants, pourquoi la gauche n'entendent-ils pas la grande voix de Lévi-Strauss ?

155 Pourquoi font-ils semblant de ne pas comprendre que le maintien de la diversité dans un monde ouvert exige de la part de chaque culture une forme de résistance ?

Il est incohérent de défendre la diversité culturelle et en même temps de tout céder. De céder sur la langue, de céder sur les valeurs, de céder sur la mémoire.

160 La nation n'est pas une donnée de la nature. C'est une volonté de vivre et d'agir ensemble, c'est un fait de culture. La nation se désintègre quand la culture qui lui est propre se désagrège.

A l'origine de la crise de l'identité nationale, il y a le renoncement culturel.

165 A Besançon, je suis venu parler de la nécessité de reconstruire une culture commune qui nous permette à tous, de nouveau, de nous parler et de nous comprendre, qui donne à chacun les moyens de comprendre ce qu'il éprouve et de l'exprimer sans avoir recours à la violence, qui lui donne assez de confiance en soi pour s'ouvrir à l'autre au lieu de le rejeter, qui lui donne la force de vaincre sa peur et de redevenir acteur de sa propre existence.

170 Si j'ai souhaité parler de culture ici à Besançon plutôt que dans les lieux habituels où l'on en parle, c'est parce que pour moi la culture ce n'est pas seulement l'affaire de Paris, ce n'est pas seulement l'affaire de quelques grandes métropoles.

Pour moi la culture n'est pas réservée seulement à quelques privilégiés, elle n'est pas que pour une petite élite.

175 Pour moi il n'y a pas qu'une seule culture. A côté de la haute culture, celle des grandes oeuvres de l'esprit, celle qui élève l'âme et l'intelligence humaines à la plus grande hauteur possible et à laquelle tout le monde a droit, il y a bien d'autres cultures qui grandissent aussi l'homme, qui lui donnent de la fierté, du bonheur et des valeurs.

C'est dire que je ne suis pas venu vous parler ce soir seulement de la culture au sens que l'on donne à ce mot quand on parle du Ministère de la Culture.

180 Je ne suis pas venu vous parler seulement de ce que l'on appelle la politique culturelle. Je suis venu vous parler de la culture au sens le plus large du terme.

Je suis venu vous parler de tout ce qui concerne les valeurs, la morale, le rapport aux autres et le rapport à la vie.

185 Je suis venu vous parler de ce qui donne du sens, des repères, de la compréhension. Je suis venu vous parler de l'éducation.

Je suis venu vous parler de la culture ouvrière parce qu'il y a une façon d'être des ouvriers, un rapport particulier des ouvriers à la vie et au travail.

Je suis venu vous parler de la culture paysanne parce qu'il y a un rapport particulier des paysans au travail, à la terre, au temps.

190 Je suis venu vous parler de la culture des artisans parce qu'il y a un rapport particulier des artisans avec la perfection du geste, avec la précision de la technique.

Je suis venu vous parler d'une politique de civilisation qui est une politique où l'idée de culture joue un rôle central.

195 Je crois dans la force créatrice du capitalisme mais je suis convaincu que le capitalisme ne peut pas survivre sans une éthique, sans le respect d'un certain nombre de valeurs spirituelles, de valeurs morales, sans l'humanisme, sans la culture. Il faut remettre de la culture dans le capitalisme. Il faut rééquilibrer le capitalisme par la culture. Il faut remettre le capitalisme au service d'une certaine idée de l'homme.

200 Comme la santé, comme l'éducation, la culture ne peut pas être abandonnée à la seule loi du marché. La culture ne peut pas être qu'une marchandise. Elle est trop intimement liée à l'homme, à sa dignité, à sa conscience.

Il faut qu'il y ait quelque chose au-dessus de la marchandise. Il faut qu'il y ait quelque chose au-dessus de l'argent. A Venise, à Gênes, à Florence, à Amsterdam, à Bruges le
 205 capitalisme était au service d'un projet de civilisation, d'une conception de l'homme. Les travailleurs incarnent un type de civilisation, un type d'homme qui respecte le travail comme une condition de la liberté, qui pense que l'honneur c'est toujours s'efforcer de faire le mieux possible ce qu'on a à faire, que la dignité c'est de ne rien devoir qu'à soimême et que le premier devoir d'un homme c'est de transmettre ses
 210 valeurs à ses enfants. Aux ouvriers qui ont tant de savoir-faire, aux paysans qui depuis des générations font fructifier leur terre, aux artisans qui n'aiment que ce qui est parfait et dont les secrets se transmettent de génération en génération depuis des siècles, aux ingénieurs qui subissent eux aussi la concurrence des ingénieurs de l'Inde ou de la Chine dix fois
 215 moins payés, je me refuse à dire que tout est fini, qu'il n'y a plus de place pour eux, qu'ils doivent disparaître, qu'ils ne servent plus à rien. Je veux leur dire que rien n'est perdu. Un métier qui disparaît, un village qui se vide, un bassin industriel qui s'effondre, c'est un drame. Aucune nécessité économique ne justifie que la politique soit indifférente à
 220 ce drame et à la souffrance qu'il cause. Nulle impuissance publique n'oblige à accepter sans rien faire ce gâchis humain qu'un petit effort d'imagination, de volonté et de morale suffirait à éviter. A quoi sert la politique si on ne peut rien faire sur rien ? A quoi sert la politique si la seule loi qui s'impose est celle de la rentabilité à court terme ? A quoi sert la politique si elle se contente d'accompagner une sorte de sélection naturelle qui fait triompher le fort et anéantit le faible, si elle ne donne pas sa chance à chacun ? Ici à Besançon il y a une culture du travail, une culture ouvrière qui fut longtemps celle
 225 du textile et de l'horlogerie qui a été durement frappée par la crise. Cette culture n'est pas morte, il ne faut pas qu'elle meure. Cette culture du travail, ce savoir-faire fruit du travail de générations commence à s'employer dans des activités nouvelles qui ont les mêmes exigences comme les nanotechnologies ou la mécanique de précision. Voilà ce qu'il faut soutenir, encourager. Il y a dans les vieux bassins industriels en déclin une culture, un savoir-faire, des valeurs qui sont des atouts qu'il ne faut pas laisser perdre. Il ne faut pas se contenter de perpétuer les vieux métiers en les soutenant à bout de bras. Il faut aider les vieux métiers à se transformer en nouveaux métiers. Il
 230 faut investir dans la réindustrialisation, dans les activités nouvelles. Dans ces vieux bassins industriels comme ici, il y a des traditions, des valeurs, des disciplines, une rigueur, des compétences qu'il faut perpétuer et dont il faut tirer le meilleur parti. Je ne veux pas d'une France sans usine, sans agriculture, sans artisanat. Si les usines partaient tout le reste partirait aussi.
 235 La France sans paysan, sans artisan, sans ouvrier serait une France appauvrie moralement, culturellement, économiquement. Je pense aussi aux employés, aux techniciens, aux ingénieurs, aux cadres, je pense aux infirmières, je pense aux professeurs, aux médecins, à tous ceux qui aiment leur métier, qui en sont fiers. Ils ont ce sens du devoir, ce sens moral, ce courage qui sont des valeurs auxquelles je crois, qui
 245 sont les valeurs autour desquelles les Français doivent se rassembler parce que ce sont les valeurs de la France. Ce sont les valeurs grâce auxquelles la France peut se redresser, grâce auxquelles elle peut relever les défis de la mondialisation. Ce sont les valeurs communes de toutes nos cultures. Car toute oeuvre demande le goût de l'effort et de la perfection, toute oeuvre réussie est le fruit de la perfection, toute
 250 oeuvre réussie est le fruit d'un dépassement de soi, d'une victoire de la volonté. L'oeuvre réussie est toujours une forme d'accomplissement, de récompense du travail.

255 Le grand artiste qui ne travaille pas est un mythe. Comme est un mythe l'ouvrier qui ne se donne pas tout le mal qu'il peut pour faire de son mieux, pour avoir le geste le plus exact, pour fabriquer la pièce la plus belle, la plus parfaite.

La culture commune c'est d'abord un socle de valeurs partagées. Dans le monde de la production, comme dans celui de l'école ou celui de l'art, la valeur commune, fondatrice, c'est la valeur du travail.

260 Il faut réhabiliter la valeur travail.
 Il faut réhabiliter l'oeuvre comme accomplissement du travail.
 Il faut réhabiliter la création comme accomplissement humain.
 Il faut récuser la culture de la facilité et du moindre effort.
 Il faut récuser la culture de l'assistanat qui est dégradante pour la personne.

265 Je veux revaloriser le travail, je veux l'augmentation des salaires qui sont trop bas dans notre pays, je veux encourager par tous les moyens la création mais je veux qu'il n'y ait plus d'aides sans contrepartie, plus de droits sans devoirs, plus de revenus d'assistance sans une activité d'intérêt général.

Au coeur d'une culture commune il y a une morale commune, un système de valeurs commun. Cette culture commune du travail, cette morale de l'effort, elle s'inculque dès le plus jeune âge. Elle s'apprend dans la famille. Elle s'apprend à l'école. Je souhaite une école qui place au coeur de ses valeurs le travail, l'effort, le mérite.

270 Je souhaite une éducation qui fasse redécouvrir aux enfants le plaisir de la connaissance après le long effort de la pensée, qui leur fasse aimer le savoir comme la récompense du travail de l'intelligence.

275 Je voudrais que tous les enfants, quand ils seront devenus adultes, aient un jour envie d'écrire à leur instituteur : « Merci de m'avoir rendu curieux de ce qui est beau ». Nos enfants le pourront-ils encore si nous négligeons l'école ? Si nous les laissons sans valeur et sans repère ? Si nous renonçons à la culture commune qui permet aux hommes de se parler et de se comprendre ? Si nous ne leur enseignons plus la morale, le civisme, la grandeur de la raison ? Si l'enfant qui fait quelque chose de mal n'est pas sanctionné ? Si le maître ne fait pas respecter son autorité tout en respectant dans chaque enfant les possibilités infinies de l'adulte en devenir ?

280 Malraux avait proposé un jour comme devise à la jeunesse : « Culture et courage ». Je ne vois rien de plus grand, de plus beau. A condition que nous construisions une école pour faire des adultes et non de grands enfants. A condition que nous nous posions sans cesse la question non seulement de savoir quel monde nous allons laisser à nos enfants mais aussi à quels enfants nous allons laisser le monde, et donc de nous demander à nous-mêmes quel exemple nous leur donnons, quelles valeurs nous leur transmettons.

285 A condition que nous ayons le courage de tenir à la jeunesse le langage de la vérité. A condition que nous cessions d'excuser toujours les voyous et de mesurer la gravité d'une faute par l'âge de celui qui la commet. A condition que nous nous appliquions à nous-mêmes cette morale de la responsabilité que nous voudrions inculquer aux plus jeunes, car la jeunesse a besoin d'exemplarité. Le courage c'est que les hommes

295 politiques, les fonctionnaires, les juges, les policiers, les patrons, les parents assument leurs responsabilités s'ils veulent que les jeunes comprennent la nécessité d'assumer les leurs.

Le juge qui commet une faute doit être sanctionné, comme les parents qui n'envoient pas leurs enfants à l'école ou qui les laissent brûler des voitures.

300 Le courage c'est ne jamais laisser impuni le jeune qui commet une faute. Le courage c'est que la sanction soit rapide et proportionnée à la faute pour que l'enfant ou l'adolescent mesure la gravité de son geste. Il faut être juste mais il faut être sévère. La jeunesse cherche toujours des limites. Il faut les lui montrer. On ne rend pas service l'enfant en lui passant ses caprices, en lui pardonnant toutes ses fautes. Ce n'est pas

305 parce que l'enfant s'affirme en disant non qu'il faut toujours lui dire oui.
 C'est mépriser la jeunesse que de lui laisser croire qu'elle a toujours raison, que tout lui est dû. On méprise la jeunesse quand on lui excuse tout. Quels éducateurs serons-nous si nous nous laissons aller à ces petites lâchetés ? Si les multirécidivistes n'ont rien à craindre ? Si les mineurs peuvent se livrer aux pires excès sans être punis ? Si les

310 voyous ne peuvent même pas être appelés des voyous ? « Culture et courage » ? Oui, à la condition que nous soyons nous-mêmes courageux vis-à-vis de nos enfants et à condition que nous soyons capables de remettre la culture au centre de nos politiques, c'est-à-dire de passer d'une politique de gestion à une politique de civilisation. C'est à vrai dire la seule réponse qui soit à la mesure de la crise morale dans laquelle nous

315 sommes plongés.
 Depuis 2 siècles à chaque fois que le destin de la France se trouva mis en question, à chaque fois qu'un doute s'installa sur ce qu'elle allait devenir, à chaque fois qu'elle fut plongée dans la tragédie, c'est la question de l'éducation et de la culture qui surgit au milieu du drame comme si elle était le remède au malheur. Condorcet recherché par les

320 agents de la Terreur qui voulaient l'assassiner en appela aux progrès de la culture par l'éducation et à la force de la raison pour faire barrage à la folie des hommes qui avaient trahi l'idéal des Lumières.
 Carnot rédigeait son grand plan d'instruction publique pendant qu'à Waterloo la France agonisait.

325 Après le désastre de 1870 et la crise sanglante de la Commune, les républicains firent de la réforme intellectuelle et morale la pièce centrale de leur programme de redressement national.
 En 1940, avant d'entrer dans la Résistance et de mourir assassiné par la Gestapo, Marc Bloch proposa à son tour à la France vaincue de se redresser par l'éducation. Il écrivit :

330 « la tradition française, incorporée dans un long destin pédagogique, nous est chère. Nous entendons en conserver les biens les plus précieux : son goût de l'humain ; son respect de la spontanéité spirituelle et de la liberté ; la continuité des formes d'art et de pensée qui sont le climat même de notre esprit. Mais nous savons que, pour lui être vraiment fidèle, elle nous commande elle-même de la prolonger ».

335 Que dire de mieux aujourd'hui encore sur ce que nous devons faire, sur l'idée de l'homme qui doit nous guider et sur la nécessité de regarder autour de nous et devant nous pour que cette idée de l'homme ne meure pas faute de s'être donné les moyens de vivre pleinement avec son temps, pour que l'école contribue de nouveau à réduire les inégalités au lieu de les aggraver, pour que l'égalité des chances cesse d'être un

340 mensonge, pour que le fils d'ouvrier et le fils d'immigré aient de nouveau le sentiment d'être des citoyens à part entière et non plus des laissés-pour-compte, pour qu'ils se sentent libres de choisir leur destin.
 Contre l'héritage de mai 68, contre le refus de toute autorité, contre le relativisme culturel et moral, contre le nivellement par le bas, contre la dévalorisation des diplômes,

345 contre l'inculture, il n'y a pas d'autre choix que l'excellence. Il n'y a pas d'autre choix qu'une éducation exigeante qui pousse les élèves à se dépasser au lieu de les inciter à la facilité. Il n'y a pas d'autre choix que de restaurer l'autorité du professeur et le respect. Notre école doit redevenir le creuset d'une culture commune.
 Chaque génération invente des formes de pensée, d'art et de culture, des idéaux, des

350 manières de vivre qui lui sont propres. La jeunesse d'aujourd'hui est en train d'inventer les siennes. C'est la génération d'Internet, du portable et du jeu vidéo.
 Mais l'école n'est pas faite pour apprendre aux jeunes à être jeunes. L'école est là pour leur donner les moyens de penser par eux-mêmes, pour leur apprendre à faire la

355 différence entre Madame Bovary et un bon compte-rendu de fait divers dans un journal,

entre Antigone et Harry Potter.

Est-ce trop demander ?

360 La démocratisation de la culture c'est se donner les moyens de faire comprendre et
aimer Sophocle, Shakespeare ou Racine au plus grand nombre. Ce n'est pas les
supprimer des programmes pour qu'un plus grand nombre d'élèves puisse suivre plus
facilement. Ce n'est pas alléger le programme de mathématiques pour faciliter la vie de
ceux qui ne veulent faire aucun effort, c'est faire aimer et comprendre les
mathématiques même à ceux qu'elles rebutent.

365 La démocratisation de la culture c'est d'abord qu'un nombre de plus en plus grand de
jeunes quitte l'école avec les moyens intellectuels et les qualifications qui leur
permettent de trouver leur place dans la société.

C'est qu'un nombre de plus en plus grand de jeunes s'engagent dans la vie avec dans la
tête quelques leçons de science et d'humanité qui leur permettent de se comprendre et
de comprendre le monde.

370 C'est qu'un nombre de plus en plus grand de jeunes affrontent l'existence avec l'esprit
ouvert pour accueillir toute la beauté du monde et les moyens d'exprimer ce qu'ils
éprouvent. Les maîtres qui ont enseigné à ma génération nous ont fait un cadeau dont
alors nous n'imaginions pas le prix en nous faisant réciter les fables de La Fontaine et
quelques vers de Verlaine ou de Victor Hugo.

375 Jamais je n'ai oublié:

« Ce siècle avait deux ans...

Alors dans Besançon, vieille ville espagnole,

Jeté comme la graine au gré de l'air qui vole,

Naquit d'un sang lorrain et breton à la fois

380 Un enfant sans couleur, sans regard et sans voix »

Je le dis aux plus jeunes, c'est un privilège que de naître dans un pays qui a tant donné
aux grandes oeuvres de l'esprit et ce serait un grand gâchis que de ne pas faire l'effort de
les connaître. L'ignorant n'est pas libre. La culture émancipe et libère.

385 Nos enfants qui savent tant de choses par ailleurs seront-ils plus heureux de n'avoir pas
appris, ou si peu, de poésie et d'avoir si peu lu les grands auteurs ?

La question de la culture aujourd'hui c'est celle de l'enseignement artistique. C'est-à-
dire à la fois celle de l'enseignement de ce qu'est l'art, de ce qu'est la beauté et celle de
l'enseignement de la pratique artistique, de la pratique de la musique, du chant, de la
danse, de la peinture, du dessin, du théâtre...

390 La question fondamentale est celle de l'enseignement artistique non plus comme le
parent pauvre de l'enseignement général, mais comme le pilier d'une culture générale
qui naturellement englobe aussi la culture technique, la culture scientifique, l'histoire, la
géographie et la philosophie.

395 L'école ne peut pas enseigner la création artistique mais elle peut donner le goût de l'art
et contribuer à former le jugement.

Malraux disait que la culture ce n'était pas connaître les grands artistes, c'était les
aimer.

400 Pour aimer il faut avoir accès aux oeuvres. L'accès aux oeuvres pour tous, c'est avec la
culture de l'effort, la culture générale et l'enseignement artistique, un autre enjeu majeur
de la politique de civilisation qui est seule capable de répondre à la crise morale.

405 Il faut par tous les moyens mettre le théâtre, la musique, la danse, l'opéra, la peinture,
la sculpture, le cinéma à la portée de tous. A côté des politiques culturelles des
collectivités locales auxquelles la décentralisation adonné un souffle nouveau, le grand
problème à résoudre est celui d'une coopération plus étroite entre les institutions
culturelles et l'Education Nationale. Un certain nombre d'expériences réussies doivent
nous inciter à aller beaucoup plus loin sur une beaucoup plus grande échelle. Ce qui

posera évidemment le problème des rapports entre l'Education Nationale et l'administration de la culture dont tout le monde sent bien qu'ils ne peuvent rester en l'état, avec deux mondes clos face à face réussissant à peine à se parler et plus rarement encore à se comprendre. Mais les barrières bureaucratiques ne sont pas les seuls obstacles. Il y a aussi les barrières qui sont dans les têtes et il y a les barrières qui séparent la politique du patrimoine et celle de la création.

410 La conservation et la valorisation du patrimoine, sa transmission aux générations futures, ce sont à mes yeux les premiers devoirs de l'Etat.

415 Le patrimoine c'est l'âme d'un pays. Mais il faut le faire vivre. Si Lascaux devait être fermée pour ne pas disparaître, il faut bien en revanche que les pièces du répertoire soient jouées, que les monuments soient des lieux de vie, que les oeuvres ne restent pas indéfiniment cachées dans les réserves des grands musées. Il faut que le patrimoine soit remis au coeur de la cité et de la société et non tenu en marge, abusivement préservé au nom d'une vision excessivement élitiste de l'art et de la culture.

420 Dans le patrimoine que nous reçu en héritage, le plus précieux est notre langue. La France c'est une langue, une langue qu'elle met à la disposition de tous les hommes. Le Français disait Rivarol ce n'est plus la langue française, c'est la langue humaine.

425 Le Français c'est l'âme de la France, c'est son esprit, c'est sa culture, c'est sa pensée, c'est sa liberté. C'est le droit de penser autrement que selon la pensée dominante. La diversité linguistique c'est la condition de la diversité culturelle et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

430 La langue n'est pas une marchandise, la langue n'est pas une technique. L'obsession d'une langue unique au prétexte de l'efficacité est un leurre qui masque les effets de domination de la pensée unique dont la langue unique est l'antichambre. Mais l'efficacité n'est même pas prouvée : la Renaissance où tout le monde s'est mis à penser et à écrire dans sa langue nationale fut plus féconde pour la pensée humaine que les longs siècles de domination exclusive du latin, comme si la créativité était bel et bien inséparable de la diversité.

435 Nous avons le devoir pour nos enfants, pour l'avenir de la civilisation mondiale, pour la défense d'une certaine idée de l'homme, de promouvoir la langue française. Si je suis élu, je mettrai la francophonie au rang des priorités diplomatiques de la France.

440 Je renforcerai tout à la fois le dispositif de l'action culturelle de la France à l'étranger et l'aide à la création, parce que c'est par la création que le Français rayonne. Je veillerai à ce que dans les entreprises installées sur le territoire français la langue de travail soit le Français dès lors qu'il n'y a aucune nécessité économique ou commerciale qui oblige à s'exprimer dans une autre langue.

445 Je me battrai pour que dans les instances européennes et à l'ONU le Français continue d'être employé. Ce sera naturellement une obligation absolue pour tout représentant de la France dans des organisations internationales. Surtout je me battrai pour que soit généralisé partout en Europe l'enseignement de deux langues étrangères parce que c'est la seule façon efficace pour que l'hégémonie de l'anglais soit battue en brèche.

450 Mais le patrimoine linguistique de la France, ce n'est pas seulement le Français, c'est aussi l'extraordinaire richesse de ses langues régionales. Il suffit de se souvenir de l'oeuvre immense de Mistral pour prendre conscience de l'appauvrissement que constituerait la disparition de toutes ces langues très anciennes qui ont concouru à la formation de la langue française et qui continuent à vivre en partie en elle.

455 Je souhaite que leur enseignement soit correctement pris en charge par l'éducation nationale.

460 Je souhaite que l'on soutienne leur pratique et leur diffusion. Mais je ne veux pas de
cette logique de confrontation avec le Français que cherchent à faire prévaloir certains
indépendantistes qui veulent en finir avec l'unité française que nous avons mis si
longtemps à construire et qui reste le bien le plus précieux mais aussi le plus fragile que
nous ayons à léguer à nos enfants.

465 Si je suis élu, je ne serai pas favorable à la Charte européenne des langues régionales. Je
ne veux pas que demain un juge européen ayant une expérience historique du problème
des minorités différente de la nôtre, décide qu'une langue régionale doit être considérée
comme langue de la République au même titre que le Français.

470 Car au-delà de la lettre des textes il y a la dynamique des interprétations et des
jurisprudences qui peut aller très loin. J'ai la conviction qu'en France, terre de liberté,
aucune minorité n'est opprimée et qu'il n'est donc pas nécessaire de donner à des juges
européens le droit de se prononcer sur un sujet qui est consubstantiel à notre identité
nationale et n'a absolument rien à voir avec la construction de l'Europe.

475 Mais cette attention portée au patrimoine que nous devons être en mesure de léguer à
nos enfants comme faisant partie de ce que nous avons de plus précieux à leur
transmettre, ne doit pas nous faire oublier que notre culture ne rayonnera pas et même
ne survivra pas si elle n'est pas une force de création. Mais ici aussi il faut parler de la
création au sens large car une société est créative dans tous les domaines ou elle ne l'est
dans aucun.

480 En 1969, Georges Pompidou disait : « le monde a besoin d'une nouvelle Renaissance ».
Aujourd'hui, tout reste à faire pour que survienne cette nouvelle Renaissance, pour
retrouver cet état de grâce où dans l'art, dans la science, dans l'économie, dans la
société, partout la vie explose, partout l'intelligence humaine se met à féconder l'avenir.
Tout paraissait possible aux hommes de la Renaissance. Tout paraissait possible à ceux
des Lumières. Tout paraissait possible aux capitaines d'industrie, aux savants, aux
485 instituteurs, aux artistes, aux hommes politiques vers les années 1880. Tout paraissait
possible aux hommes du Conseil National de la Résistance, aux hommes de 1958, aux
hommes des Trente Glorieuses.

490 Il nous faut retrouver cette foi dans l'avenir, cette foi dans les capacités humaines et
dans le génie français. Dans cette France qui a si souvent étonné le monde, qui est si
souvent ressuscitée quand on la croyait morte, qui a si souvent précédé le mouvement
de la civilisation, si souvent accompli des actes exceptionnels. La France des croisades
et des cathédrales, la France des droits de l'homme et de la Révolution.

495 C'est ce sentiment qu'il nous faut faire renaître, contre cet « à quoi bon » sinistre et
désolé qui hante notre époque.

500 L'Etat a son rôle à jouer, pour le meilleur ou pour le plus mauvais, pour tout tirer vers le
haut ou vers le bas. Vers le bas, c'est le conservatisme, l'immobilisme, la frilosité, le
malthusianisme, le nivellement. Vers le haut, c'est la qualité de l'homme, de
l'éducation, de la vie, la politique de civilisation. C'est la réforme intellectuelle et
morale par l'école, par le civisme, par la revalorisation du travail, C'est la création mise
au coeur de la politique.

505 Nous ne préserverons notre identité, nous ne regagnerons notre prospérité, notre
influence dans le monde qu'à proportion de notre force créatrice. Notre avenir est entre
les mains des créateurs. C'est l'investissement d'aujourd'hui dans la création et dans
l'innovation qui fera la prospérité de demain.

La création c'est ce qui donne son style, sa forme, son âme à une époque. Etatiser la
création, la culture reviendrait à les tuer. Le totalitarisme asservit toujours l'art et la
culture pour mieux étouffer la liberté. Mais la création a toujours eu besoin d'être

510 soutenue, encouragée. Il lui faut un environnement, un climat, une volonté qui lui soient favorables.

Plus encore peut-être qu'hier, la création de demain sera dans le mélange, l'essaimage, le métissage. Elle sera dans l'échange, le croisement des regards, la fécondation réciproque des cultures, des techniques et des savoirs. Elle jaillira de la rencontre de l'artiste, du savant, de l'ingénieur, de l'entrepreneur, au croisement des technologies de la communication, de la science, de l'économie et de toutes les formes d'art et de pensée.

515 Ce que la France réussit au XIXe siècle avec le prix de Rome, ce que l'Autriche réussit à Vienne au tournant du XIXe et du XXe siècle, ce que l'Allemagne réussit avec le Bauhaus dans les années 20, ce que la France de nouveau réussit pendant les Trente Glorieuses, pourquoi serions-nous incapables de le réussir à l'orée du XXIe siècle ? Appuyé sur un patrimoine extraordinaire qui exprime la continuité de la nation, qui est au coeur de son identité, riche d'un fabuleux héritage de pensée, de sensibilité, d'intelligence et de savoir-faire, notre pays a tous les moyens de redevenir l'un des plus créatifs du monde. Au-delà des sciences, des techniques, de la mode, du luxe, nous avons tous les atouts pour explorer de nouveaux secteurs d'excellence où notre culture, notre génie national peuvent faire merveille.

520 Ce que nous avons fait pour l'aéronautique, l'espace et le nucléaire nous pouvons le faire aussi pour le numérique qui annonce un bouleversement du savoir, l'émergence d'une nouvelle forme d'intelligence collective qui nous obligera tôt ou tard à tout repenser : nos institutions, notre système d'enseignement, nos politiques publiques, notre système juridique. Nous ne devons pas attendre. Fixons-nous comme objectif que la prospective sur la société numérique devienne une priorité nationale et débouche sur une stratégie collective. Je voudrais que nous anticipions au lieu de subir.

530 Ce que nous faisons pour le cinéma nous pouvons le faire aussi pour l'architecture, l'urbanisme ou le design. Fixons-nous pour objectif d'être dans ces domaines le pays le plus créatif et le plus en avance. A une époque où la technique change toutes les perceptions et toutes les relations, le moment est venu de remettre le temps, l'espace, le paysage, la ville au coeur d'un projet de civilisation. Le temps est venu d'exprimer à travers eux les caractères d'une nouvelle société, de nouveaux rapports sociaux, d'une nouvelle universalité, d'un nouvel humanisme qui restent à inventer.

540 Ce nouvel humanisme, la France est la mieux placée pour le promouvoir du fait de son histoire, de sa culture, de la place si singulière qu'elle occupe sur la scène du monde. Ce nouvel humanisme s'exprimera dans une nouvelle politique éducative et une nouvelle politique culturelle.

545 Je veux donner à chaque Français les moyens de réaliser ses projets et tout particulièrement à la jeunesse parce qu'elle porte en elle le monde de demain. Je vous propose de construire une société de créateurs et d'entrepreneurs. Je vous propose que chaque université soit dotée d'un dispositif d'aide à la création. Je vous propose que les projets à buts non lucratifs soient autant soutenus que les projets à buts lucratifs.

550 Je propose que des écoles de projets soient créées.

Je propose de développer le micro crédit pour financer les micros projets.

Je vous propose des prêts aux jeunes créateurs à taux zéro, parce que l'intérêt c'est le prix du temps, parce qu'un taux zéro c'est un acte de foi dans l'avenir.

555 Malraux voulait créer partout des Maisons de la culture pour mettre la culture à la portée de chacun. Dans notre époque où c'est l'intelligence collective qui enfante l'avenir, où c'est le métissage des cultures et des idées, le mélange, le brassage qui est la principale force de création dans tous les domaines, je propose de créer partout des Maisons des créateurs où se retrouveront tous ceux qui aspirent à inventer, à créer, à

560 entreprendre dans tous les domaines, où ils pourront trouver des soutiens, des conseils, des formations, des aides, mais aussi où ils échangeront, où ils croiseront leurs expériences, leurs idées, leurs projets, où ils formeront des projets communs, où ils inventeront ensemble l'avenir.

Derrière la question de l'identité nationale c'est le problème de la transmission de la

565 culture et des valeurs qui est posé.
L'urgence c'est de refaire de la famille, de l'école et des institutions culturelles des lieux de transmission.

L'urgence c'est de faire découvrir et de faire aimer à tous les enfants de France, quelles que soient leurs origines, quelle que soit la couleur de leur peau, quelle que soit leur

570 religion, quel que soit le quartier où ils habitent, ce qui est le plus grand et le plus beau dans l'héritage auquel tous les Français ont droit.

L'urgence c'est que chacun puisse participer d'une sensibilité commune, partager le même amour pour la même beauté, la même admiration pour les mêmes chefs d'oeuvre, les mêmes rêves remplis des mêmes figures héroïques et des mêmes espérances.

575 Quand chacun sera également ému par la tristesse de ces vers de Victor Hugo, l'enfant de Besançon, que du temps de ma jeunesse on apprenait à l'école. Vous souvenez-vous?
« Et là dans cette nuit qu'aucun rayon n'étoile,
L'âme, en un repli sombre où tout semble finir,
Sent quelque chose encore palpiter sous un voile... »

580 C'est toi qui dors dans l'ombre, ô sacré souvenir ! »

Mais si la poésie peine à arracher l'homme à la triste réalité de la crise française. Si l'art, si la culture, si la quête de la connaissance et du savoir remplissent si mal aujourd'hui leur rôle de trait d'union entre les Hommes, c'est que la vie est trop dure et trop lourde.

585 Il faut bien prendre la mesure du danger : l'identité nationale ne résistera pas longtemps à l'effritement de la cohésion sociale. Pour retrouver la confiance des Français qui ont été si souvent trahis, il n'y a pas d'autre moyen que de tenir ses engagements, de dire ce que l'on fera et ensuite de le faire.

Si je suis élu je tiendrai les engagements que j'ai pris. Je faciliterai l'accès à la propriété

590 en permettant de déduire les intérêts d'emprunt du revenu imposable.
J'exonérerai de droits de succession le fruit d'une vie de travail que chacun veut légitimement transmettre à ses enfants sans repayer des impôts.
J'exonérerai de charges et d'impôts les heures supplémentaires pour que celui qui veut travailler plus pour gagner plus puisse le faire.

595 J'instituerai des peines planchers pour les récidivistes.

Je ne permettrai plus que des revenus d'assistance puissent être versés sans aucune activité d'intérêt général en contrepartie.

Je poserai comme conditions au regroupement familial de pouvoir loger sa famille avec les revenus de son travail et non avec ceux de ses allocations, et d'avoir appris à parler

600 le Français avant de venir.
Je le dis.
Je le ferai.
Je ne vous décevrai pas.
Je ne vous trahirai pas.

605 Vive la République !
Vive la France !

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
Rupture du Jeûne

Grande Mosquée de Paris

5 Lundi 1er octobre 2007
Monsieur le Recteur, cher Dalil,
Monsieur le Recteur de la Grande Mosquée de Lyon, cher Kamel,
Mesdames et Messieurs les Présidents,
Mesdames et Messieurs les membres du Conseil Français du Culte Musulman,
10 Mesdames et Messieurs les membres des Conseils Régionaux du Culte Musulman,
Vous savez, le CRCM, c'est une institution pour laquelle je me suis beaucoup engagé.
J'ai été beaucoup critiqué pour avoir porté ces institutions mais, aujourd'hui, je
constate avec bonheur que personne ne veut les remettre en cause. Tous les ont
critiquées à l'extérieur, tous les ont critiquées à l'intérieur, mais aujourd'hui personne
15 ne veut plus la mort du CFCM. Cette victoire c'est la plus belle que vous pouviez
espérer remporter Messieurs les Aumôniers généraux, nationaux et régionaux,
enfin, Mesdames et Messieurs,
Je me réjouis de me retrouver ici parmi vous. Ce n'est pas la première fois, je suis
souvent venu.
20 Je crois qu'il n'y a pas d'exemple d'un Président de la République qui se soit rendu à
la Grande Mosquée de Paris pour participer à un Iftar. Même le Président Doumergue,
je ne sais pas si on lui offert à l'époque.
La République s'est constamment souciée de la Grande Mosquée de Paris. C'est
d'ailleurs l'un de mes illustres prédécesseurs, Gaston Doumergue, qui l'a inaugurée il y
25 a plus de 80 ans en hommage aux musulmans morts pour défendre les valeurs portées
par la France. et je veux rappeler à nos compatriotes qu'il est des musulmans Français
qui se sont battus pour défendre la France et, rien que pour cela, il était important que le
chef de l'Etat vienne ici le rappeler. La Grande Mosquée de Paris a une histoire.
Oui, je me sens bien parmi vous. Vous m'avez connu en tant que ministre chargé des
30 cultes. Vous m'accueillez maintenant en tant que Président de la République, Président
de tous les Français, garant de la Nation et de la cohésion nationale.
Ce moment de partage, et de prières, a donc pour moi valeur de symbole !
Je souhaite que nous profitions, ensemble, de cette soirée festive pour faire le point
sur la place de l'islam, sur son devenir dans la République.
35
J'ai souvent eu l'occasion de le dire, l'islam est, par le nombre de pratiquants, la
deuxième religion de notre pays. Nous sommes en période de ramadan, et chacun de nos
concitoyens peut constater cette réalité, s'il est attentif au monde qui l'entoure, à son
voisin, son collègue de travail, son camarade de classe qui pratique ce pilier de l'islam,
40 du lever au coucher du soleil.
Même au gouvernement, certains s'obligent à ce jeûne. Cette proximité illustre, du
sommet à la base de notre société, la place de l'islam comme composante intime de
notre pays. N'en déplaise à quelques-uns que je combats, l'islam c'est aussi une partie
de la France. Moi qui me suis tellement battu pour qu'il y ait un islam de France et non
45 pas un islam en France.
Cet islam de France, j'ai eu le sentiment très tôt qu'il avait besoin d'une impulsion
forte pour avoir toute sa place, une place qui rassure à la fois ceux qui sont musulmans
et ceux qui ne le sont pas.
C'est pour cette raison que je m'en suis occupé.

50 Certes en 2002, l'idée était déjà dans l'air comme tant d'idées qui sont dans l'air. Les idées dans l'air, il faut leur donner du corps.

Ensemble, nous avons offert à l'islam en France les moyens d'une transformation en un islam de France. Ensemble, nous avons dessiné un cadre national et régional, afin que chacun puisse s'exprimer et assumer des responsabilités au service de toute la

55 communauté musulmane. Cela a demandé du temps, de la patience, vertu qui honore ceux qui croient. Ensemble, nous avons bâti le Conseil Français du Culte musulman. Je me souviens de ce weekend que nous avons passé ensemble. Cela a été terrible ! Et, en plus, il faisait froid.

Il fallait aux musulmans de France une représentation institutionnelle capable de

60 défendre les intérêts des fidèles et des mosquées, et capable ainsi de faire vivre la laïcité en étant auprès des pouvoirs publics les représentants de ces fidèles

Une deuxième étape est intervenue avec la Fondation pour les oeuvres de l'islam de France, qui a pour objectif de financer les lieux de cultes à la mesure du respect que doit inspirer une grande religion. Cette Fondation est la vôtre puisqu'elle rassemble les

65 représentants de l'ensemble de l'islam de France. Elle s'inscrit dans le cadre de la loi que la France s'est donnée en 1905, afin de respecter la neutralité de l'Etat et de donner aux religions tout l'espace qui est le leur. Merci au recteur Boubakeur d'avoir accepté d'en assumer la responsabilité.

Une troisième étape a été franchie, quand la France s'est dotée d'aumôniers

70 musulmans, certains sont là ce soir, je les salue chaleureusement. Ils sont maintenant partout où la foi souhaite s'exprimer, dans les armées, dans les hôpitaux mais aussi dans les prisons. Ils contribuent à compléter votre présence au sein des institutions françaises et à donner de la visibilité à l'islam, à le faire connaître, à le faire apprécier, et à placer dans la lumière ce qui se cachait.

75

Je me réjouis aussi que des nouveaux carrés musulmans aient été créés dans des cimetières en Basse-Normandie ou en Rhône-Alpes par exemple, même si c'est insuffisant

Ces avancées prouvent, si besoin en était, que le dialogue instauré voici quelques

80 années fonctionne et permet de réaliser progressivement une bonne et juste représentation de l'islam dans la société française.

Après le temps de la construction, voici maintenant l'heure de consolider cet édifice et c'est à vous, représentants de l'islam de France, de donner toute l'ampleur de vos ambitions.

85 Vos statuts prévoient en 2008 des élections. Je les suivrai avec attention, car le CFCM n'est plus uniquement l'affaire des musulmans. Il est la manifestation institutionnelle permettant à l'islam d'accéder à cette juste place que vous revendiquez. Il est la fierté des fidèles qui peuvent se dire que l'islam, comme les autres cultes présents sur notre territoire, a sa représentation. En ce sens, le CFCM est un facteur d'intégration et

90 d'apaisement.

Si le CFCM n'existait plus, s'il perdait de sa légitimité, ce seraient tous les musulmans de France, et d'abord les responsables que vous êtes, qui en pâtiraient.

Et cela d'autant plus que, vous le savez bien, l'installation de l'islam dans les sociétés occidentales est une affaire complexe, pour des raisons à la fois internes et

95 internationales. Pour des raisons propres aussi à l'islam que vous n'ignorez pas et qui expliquent les difficultés d'accueil que vous pouvez rencontrer dans certaines sociétés. La France est aujourd'hui le pays d'Europe où réside le plus grand nombre de personnes d'origine ou de confession musulmane. Mais c'est aussi un pays qui a réellement progressé dans la place faite à l'islam comme religion, dans l'intégration de

100 l'islam dans l'espace public. C'est, grâce à vous, un pays où le dialogue entre les

pouvoirs publics et les musulmans apparaît plus serein, moins tendu et, pour tout dire, plus fraternel.

105 Cela ne veut pas dire que nous sommes d'accord sur tout, cela veut dire que nous sommes capables de gérer nos désaccords en fonction des traditions démocratiques qui sont les nôtres. Grâce à vous, notre pays ne connaît aucune montée de tension dans les rapports entre musulmans et non musulmans. Certes, des cas d'islamophobie existent je ne le nie pas. Mais il y a un très large consensus dans la société française pour les combattre.

110 Grâce à vous, grâce à votre manière de débattre avec l'ensemble de la société, notre pays est aussi celui où l'islam, vécu au quotidien, apparaît comme compatible avec les valeurs de laïcité, de tolérance, et du respect des personnes.

Ces valeurs, que partagent les sociétés européennes, ne sont pas incompatibles avec le message premier de l'islam que l'on ne doit pas confondre avec l'islamisme, qui cherche à instrumentaliser l'islam pour couvrir une idéologie qui est celle de haine des autres.

115 Ces valeurs, qui mettent le progrès de l'homme au coeur de nos préoccupations, ce sont les nôtres, quelle que soit notre foi. Elles résultent aussi du message divin que l'on retrouve dans le Deutéronome de l'Ancien Testament et dans le Coran:

« tu ne tueras point »,
120 « tu honoreras ton père et ta mère »,
« tu ne convoiteras pas les biens de ton prochain »...

Tous ces principes portés par les religions du Livre sont des principes civilisateurs.

C'est pour cela que je considère que la foi est non seulement porteuse d'espérance, mais aussi du rappel que vivre ensemble suppose le respect de l'Autre.

125 Cette situation de paix que connaît notre pays, nombreux sont ceux qui nous l'envient. Certains extrémistes voudraient y mettre un terme. Ceux qui tuent au nom de l'islam et qui voudraient nous précipiter dans une guerre de religion à l'échelle mondiale. Ils salissent l'islam en parlant en son nom. Ils n'ont rien à voir avec l'islam. Ceux qui parlent de haine au nom de l'islam blasphèment l'islam. Ceux qui veulent tuer au nom de l'islam, ceux qui veulent la violence au nom de l'islam, ceux qui veulent la détestation de l'autre au nom de l'islam n'ont rien à faire sur le sol de la République française. Que les choses soient claires. Ceux qui veulent vivre la foi dans le respect des principes de l'islam, dans le respect de la laïcité et de la République sont les bienvenus sur le territoire de la République. Voilà le message que je veux porter au nom de la

135 République. Cette situation de paix, je veux que nous la confirmions, je veux que nous la consolidions et que nous refusions cette guerre de religion à l'échelle mondiale. Je veux d'ailleurs dire que le souci de la diversité que j'ai toujours porté comme ministres des Cultes et comme Président de la République sur le territoire de la République française, j'aimerais que chaque société à travers le monde, le porte avec la même force.

140 En France, nous respectons ceux qui pratiquent l'islam. Je souhaite que, dans les pays majoritairement musulmans, on ait le même respect de la différence et de l'identité de l'autre. Croire, c'est un facteur d'espérance et c'est parfaitement respectable, mais si la diversité est bonne en France, alors convenons que la diversité est bonne dans toutes les sociétés à travers le monde. Et je veux dire avec la même force que je me suis toujours battu pour que les Musulmans de France puissent vivre l'islam de France mais je veux que, partout ailleurs, ceux qui sont dans un pays musulman et qui ont une autre foi ou qui n'ont pas de foi - et c'est leur droit - puissent également être respectés dans leur identité et dans leur diversité. La diversité, on ne peut pas la souhaiter lorsque l'on est minoritaire et la combattre lorsque l'on est majoritaire.

150 Cela doit être la même situation, me semble-t-il, partout dans le monde.

Je sais pouvoir compter sur vous. Cette exemplarité de l'islam de France, j'en ai

besoin car c'est aussi ce qui permet à la France de faire entendre sa voix et d'oeuvrer à la paix dans les conflits où l'excuse religieuse est utilisée pour cacher la folie des hommes. La France dans un contexte international tourmenté prouve ainsi que les valeurs

155 laïques et religieuses sont compatibles, que la foi musulmane est porteuse de paix, de respect et de tolérance.

Ce message, il faut que nous le portions ensemble, avec vos imams. Je voudrais ainsi saluer à cette occasion la mise en place du cycle de formation laïque pour les imams et

160 aumôniers mis en place à la Faculté de science sociale et d'économie de l'Institut catholique de Paris. Les imams sont les bienvenus sur le territoire de la République française et ceux qui sont les bienvenus ce sont ceux qui portent un message de paix, d'amour de l'autre, de respect de la diversité, d'un islam de France. Ceux qui ne veulent pas porter ce message seront expulsés du territoire français. Je veux que l'on me comprenne bien.

165 J'ai toujours tendu la main aux pratiquants sincères, engagés, y compris à tous ceux qui ont une conception d'un islam épicé, et je ne me suis jamais - l'expression n'est pas de moi d'ailleurs, je crois que c'est Tahar Benjelloun qui l'avait utilisé il y a bien longtemps - mais je veux dire avec la même sincérité que je ne ferai preuve d'aucune faiblesse à l'endroit des extrémistes et de ceux qui bafouent nos principes et qui bafouent l'islam.

170 Je vois dans ce qui est fait dans la formation des imams l'exemple que les hommes et les femmes porteurs d'une foi, d'une espérance, d'une charité sont plus souvent capables de travailler ensemble que ceux qui en sont dépourvus. C'est un beau symbole, l'Institut catholique de Paris qui forme des imams aux valeurs de la République, aux valeurs de la laïcité, c'est un beau message.

175 J'y vois aussi le fait que vous avez entendu mon message de l'année dernière, dans ces mêmes lieux, je vous indiquais que la formation des imams me semblait être une des priorités de l'islam de France. Vous pouvez le constater, l'islam de France avance. Je serai à vos côtés pour défendre vos droits, je vous demande d'être à mes côtés pour exercer vos devoirs. Il n'y a pas de droits sans devoirs et puis je suis particulièrement

180 heureux que Fadela Amara soit ici parce que c'est très important pour moi que dans le gouvernement de la France, Fadela soit membre comme Rachida Dati comme Garde des Sceaux. Je peux vous dire à chacun d'entre vous, je n'ai pas trahi l'engagement qui était le mien, donner toute sa force à l'islam de France et combattre de toutes mes forces les extrémistes. Les deux vont de paire. Vous savez bien que vous avez en moi un ami, je

185 vous souhaite à tous, pour vous et vos familles, un bon ramadan.

Seul le prononcé fait foi 1/14
Discours de M. le Président de la République

Une nouvelle politique pour les banlieues

5

Palais de l'Élysée - Vendredi 8 février 2008

Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie d'avoir accepté mon invitation.

Si j'ai souhaité vous réunir aujourd'hui c'est parce que ce dont je veux parler ne peut
10 pas s'accomplir par la seule volonté de l'Etat et par la seule action de l'administration.
Nous avons tous appris au moins une chose au cours de ces vingt dernières années, c'est
qu'il ne suffisait pas de créer un Ministère de la Ville, ni de débloquer des crédits, ni de
repeindre les immeubles pour que dans certains quartiers de plus en plus d'habitants ne
se sentent pas laissés pour compte, abandonnés de tous, mis à l'écart de la République,
15 de ses solidarités, de ses lois.

Vingt ans d'efforts de la part de tous les gouvernements, avec des moyens qui ont fini
au bout du compte par être considérables, vingt ans de politique de la ville, vingt ans de
travail de tant de femmes et d'hommes de bonne volonté, de tant de Ministres
compétents, de tant de maires ayant chevillé au corps le souci du bien public, vingt ans
20 de travail acharné de tant d'enseignants, de tant d'éducateurs, de travailleurs sociaux, de
tant d'associations qui ont déployé tant de trésors d'intelligence et de générosité n'ont
pas réussi à empêcher que les fractures se creusent, qu'une forme de désespérance
s'installe et finisse par devenir une souffrance.

Car c'est toujours une souffrance de ne plus pouvoir espérer. C'est toujours une
25 souffrance de se sentir dépossédé de son avenir, d'avoir peur pour l'avenir de ses
enfants, peur du regard des autres, peur d'une société dans laquelle on se sent étranger,
dont on se sent rejeté, dont on ne comprend pas les codes, dont personne ne vous a
appris les règles.

Oui, nous le savons tous, il y a des quartiers en France où il est plus difficile que partout
30 ailleurs de s'en sortir, de réussir, de réaliser ses ambitions, ses rêves.

Il y a des quartiers en France où la vie est plus dure qu'ailleurs parce que tous les
handicaps, toutes les difficultés y sont concentrés, parce qu'il y a plus de pauvreté, plus
de chômage, plus de violence, plus d'insécurité qu'ailleurs.

Il y a des quartiers en France où il y a tellement de handicaps, tellement de difficultés,
35 tellement de précarité, tellement de violence, tellement de souffrance qu'ils se replient
sur eux-mêmes, qu'ils ressentent tout ce qui leur est extérieur comme une menace.

Il y a des quartiers dans notre pays, dans notre démocratie, dans notre République où
l'on a moins de droits, moins de chances que les autres.

40 Seul le prononcé fait foi 2/14

Avec ce qui se passe dans ces quartiers, ce n'est pas seulement l'idée que nous nous
faisons de la laïcité, c'est l'avenir de notre démocratie, c'est l'avenir d'une certaine idée
de la République qui sont en jeu. C'est l'idée même de nation qui est en cause.

Le malaise ne vient pas seulement de l'urbanisme et de l'architecture, il n'est pas
45 seulement économique ou social, il est plus profond, il est aussi identitaire, il est
culturel, il est moral, bref il est humain et pas seulement matériel.

Pendant 20 ans on a concentré l'essentiel des efforts et des moyens pour corriger ce que

l'architecture et l'urbanisme des années 60 et 70 avaient de démoralisant et d'inhumain, pour essayer de mettre de la convivialité, de la chaleur, de la vie dans les grands ensembles qui peu à peu se transformaient en ghettos.

50 Pendant 20 ans on a dépensé de l'argent, de l'énergie, de l'imagination pour remettre de la qualité là où la quantité avait été jusque-là le seul critère, quand il avait fallu venir à bout des bidonvilles, quand il avait fallu faire face à la poussée des naissances de l'après-guerre et à l'immigration.

55 Il a fallu quand même bien longtemps pour prendre la mesure du problème que posait le cadre de vie, de la dégradation, de la solitude, de l'angoisse, de l'isolement, du mal-être qu'il générerait.

Je veux rendre hommage à tous les Ministres de la Ville qui se sont succédés depuis 1988 et qui ont mis tant d'ardeur à essayer de faire prendre conscience de l'ampleur de la crise des banlieues, des conséquences graves qu'elle pouvait avoir sur l'équilibre social et sur l'unité du pays si un effort suffisant n'était pas accompli, si les moyens nécessaires pour l'enrayer n'étaient pas mis en oeuvre.

60 Je veux rendre hommage à Jean-Louis Borloo qui a réussi à lancer le premier plan de rénovation urbaine réellement à la hauteur de l'enjeu.

65 Je veux saluer le travail remarquable de l'ANRU et ses premiers succès. Je veux dire que cet effort ne sera ni arrêté, ni ralenti, qu'il se poursuivra aussi longtemps que nécessaire.

Je veux dire à tous les maires qui veulent rénover, qui veulent construire, qui veulent des efforts en matière d'urbanisme, en matière d'architecture, je veux leur dire que l'Etat les aidera, les soutiendra, les accompagnera.

70 Je veux leur dire que nous devons réinventer la ville. Je veux leur dire que c'est un enjeu formidable pour le XXI^e siècle. Nous avons besoin de repenser la ville et la façon d'y vivre.

75 Nous avons besoin de repenser l'urbanisme, l'aménagement, l'architecture. Et le problème n'est pas de savoir si l'on doit construire des immeubles hauts ou des immeubles bas, mais de savoir si ce que l'on construit est beau, agréable à vivre, si l'homme y trouve toute sa place ou si au contraire il s'en sent exclu.

C'est un enjeu de civilisation. Je veux que l'Etat s'y engage fortement, et pas seulement sur le grand Paris mais sur tous les grands projets urbains qui contribuent à dessiner la ville du futur, la ville sans pollution et sans violence, la ville qui réunira les hommes au lieu de les diviser, qui intégrera au lieu d'exclure, la ville qui donnera à chacun les moyens de réaliser ses rêves et ses ambitions au lieu de les décourager, la ville où chacun aura le sentiment qu'il a sa place, la ville où chacun, quelles que soient ses origines, quel que soit le quartier où il habite, saura qu'il a les mêmes chances et qu'il a les mêmes droits, où nul n'aura plus de raison d'avoir peur du regard des autres.

85 Cette nouvelle ville nous la construirons ensemble.

Seul le prononcé fait foi 3/14

90 Cette nouvelle ville ce ne sont pas seulement les urbanistes et les architectes qui peuvent l'inventer, ce n'est pas seulement la politique qui peut la bâtir.

Cette nouvelle ville c'est un projet de société et c'est l'affaire de tous.

Ce à quoi je vous appelle, c'est à une refondation non pas seulement de la ville dans sa dimension matérielle, mais de la République elle-même.

95 Ce à quoi je vous appelle, ce n'est pas seulement à briser les ghettos urbains mais aussi les ghettos intellectuels, culturels, sociaux, les ghettos psychologiques.

Ce à quoi je vous appelle, c'est à briser ces ghettos dans lesquels la peur de l'autre, le manque de confiance en soi et d'estime de soi enferment les esprits et les dressent les uns contre les autres.

100 A quoi servirait-il de rénover les bâtiments, à quoi servirait-il de développer les territoires, si l'on ne s'occupait pas en même temps des personnes ?
A quoi servirait-il de casser les ghettos urbains si les ghettos qui sont dans les têtes devaient perdurer ?
A quoi servirait-il de réinsérer les quartiers dans la ville si ceux qui les habitent restent exclus de la société ?

105 A quoi servirait-il de désenclaver les territoires si ceux qui y vivent restent enclavés dans leurs statuts de chômeurs ou de précaires et si leurs enfants sont convaincus qu'ils n'ont aucune chance de promotion sociale ?
Depuis 25 ans, on proclame vouloir traiter les habitants des quartiers comme des citoyens à part entière. Pourtant on ne cesse de leur appliquer des dispositifs

110 d'exception.
Depuis 1996, 751 quartiers prioritaires ont été classés en Zone urbaine sensible. S'y ajoutent les 2200 quartiers prioritaires couverts par la politique de la ville. Quand tout le monde est prioritaire, qui peut l'être réellement ? Aucun quartier n'est jamais sorti de ces dispositifs et zonages qui étaient censés constituer un moyen de revenir à l'égalité.

115 Pourquoi cet échec? Parce que depuis que la politique de la ville existe, les habitants des quartiers n'ont eu qu'un seul ministre : celui de la ville. Les autres administrations s'en sont désintéressées et les services publics ont déserté les quartiers.
Parce que la politique de la ville ne traite pas de la ville, mais de l'assistance dans laquelle, avec les meilleures intentions du monde, on a enfermé les habitants des

120 quartiers.
Je veux une politique d'égalité des chances sur l'ensemble du territoire. Je veux une France où l'on ne parlera plus de quartiers sensibles, mais de quartiers populaires où il fait bon vivre. Cet objectif, je m'engage à le suivre, à l'évaluer et à l'atteindre en

125 donnant aux habitants des quartiers les mêmes services publics qu'à tous les autres.
Je demande donc, aujourd'hui, aux ministres responsables de politiques touchant la vie des habitants des quartiers de me présenter, chacun, un programme sur 3 ans de mobilisation de leurs services sur les quartiers qui sont vraiment en difficulté. Chacun devra présenter des objectifs ambitieux de réduction des écarts entre ces quartiers et

130 l'ensemble du territoire.

Seul le prononcé fait foi 4/14

135 Le Conseil Interministériel des Villes deviendra, sous l'autorité du Premier ministre, le lieu de décision et de suivi des résultats obtenus. Il ne sera plus un forum, mais un lieu de travail où seront examinés par les ministres des dossiers précis, quartier par quartier. Pour que ce pilotage se traduise rapidement par des résultats sur le terrain, la chaîne des responsabilités sera clarifiée. Elle ira des Préfets de région aux représentants de l'Etat dans le quartier. Je veux que ce représentant de l'Etat sur place soit doté d'une véritable

140 autorité sur les services de l'Etat dans le quartier pour pouvoir leur imposer la mise en oeuvre des objectifs définis au plan national et pour pouvoir les obliger à travailler ensemble. Je veux qu'ils soient à temps plein et qu'il y en ait un par quartier. Leur généralisation devra être effective d'ici le 1er septembre.

145 Si aujourd'hui les postes de fonctionnaires restent vacants dans les quartiers, je veux qu'à l'avenir, les agents les plus expérimentés et les plus motivés se portent candidats. Et je demande au ministre chargé de la Fonction Publique de me proposer rapidement des solutions innovantes pour les y inciter.

Pourquoi ne pas envisager des postes qui sortiraient des catégories de la Fonction Publique ? Pourquoi ne pas développer des aides à la mobilité professionnelle du conjoint ?

150 Tant de problèmes n'ont que trop duré. Je les affronterai en concentrant les efforts là où résident les besoins. Ce principe je veux qu'il soit appliqué aux contrats urbains de cohésion sociale. En 2009, lorsqu'il s'agira de les renouveler, il faudra bien se demander si les 2200 quartiers bénéficiant de ces aides exceptionnelles sont tous en difficulté.

155 Ce principe, je veux l'appliquer à la solidarité financière que nous devons aux communes les plus pauvres. Car s'il y a des villes avec des pauvres, il y a aussi des villes pauvres qui n'ont tout simplement pas les moyens de s'occuper de leur population.

160 Et, il faut bien le dire, il y aussi des villes avec des quartiers en difficulté qui utilisent au bénéfice d'autres quartiers les dotations supplémentaires qui leur sont accordées.

Je souhaite un partenariat de confiance avec les collectivités. C'est pourquoi, je demande au Premier ministre et à Michelle ALLIOT-MARIE de conduire avec les élus locaux une réflexion sur la répartition des dotations aux collectivités. Un projet de réforme devra être préparé d'ici l'été pour être traduit dans la prochaine loi de finances.

165 Avec les associations, je veux également engager un nouveau partenariat pour les aider à se professionnaliser dans la durée plutôt que de vivre toujours dans la fragilité. L'Etat s'engagera désormais systématiquement à leur égard sur plusieurs années. C'est un véritable dialogue sur leurs résultats que nous pourrons enfin mener.

170 Ce seront aussi des relations simplifiées. Pour financer quatre ballons de football, il n'y a pas besoin d'une commission réunissant 15 fonctionnaires. L'Etat règlera désormais les petites dépenses, en 48 heures, avec un simple chéquier.

Tant d'associations, dont un grand nombre sont présentes parmi nous aujourd'hui, réalisent un travail formidable au quotidien dans les quartiers. En même temps, je tiens à rappeler que les efforts de la collectivité doivent aller aux quartiers. Ils n'ont pas pour vocation première le

Seul le prononcé fait foi 5/14

fonctionnement des associations. Leur travail, je tiens donc à le saluer aussi parce qu'il repose sur des milliers de bénévoles dont l'engagement est exemplaire.

180 Le premier devoir de l'Etat c'est d'assurer la sécurité. Le premier droit des citoyens c'est le droit à vivre tranquillement sans se trouver sans cesse menacé par des voyous. Parce qu'avec la peur au ventre, on ne vit pas.

185 J'assume tout ce que j'ai dit par le passé sur ce sujet. Je veux une France qui soit juste, une France qui protège les honnêtes gens et qui soit plus sévère vis-à-vis de celui dont la seule idée est d'empoisonner la vie des autres et d'abord celle des habitants de son quartier.

Tel est le message que j'ai voulu adresser à tous les délinquants par la loi sur la récidive et

l'excuse de minorité qui a été votée en août dernier.

190 A présent, avec Michelle ALLIOT-MARIE, nous allons mettre fin à la loi des bandes, cette loi du silence et des trafics en renforçant l'efficacité des Groupes d'Intervention Régionaux qui seront recentrés sur la mise à jour de l'économie souterraine.

Nous allons également installer une police qui protège, à tout moment, les habitants des quartiers.

195 Ce sera le rôle des 200 « unités territoriales de quartier ». En trois ans 4 000 policiers viendront ainsi renforcer la sécurité dans les banlieues, notamment dans les départements les plus marqués par les violences urbaines. Contre ces violences, en particulier, seront déployées des compagnies spécialisées au recrutement sélectif et comptant plus d'une centaine d'hommes.

200 Mais je ne veux pas que malgré ces efforts, certains habitants continuent de méconnaître ce que la police fait pour eux et que la défiance continue de servir la loi du silence. Je veux que les habitants et les forces de sécurité apprennent à se connaître et à se respecter.
L'éthique des forces de sécurité doit donc être au-dessus de tout soupçon.

205 Des réservistes expérimentés seront recrutés comme délégués à la cohésion police – population.
Ils s'appuieront sur des "volontaires citoyens de la police nationale", c'est-à-dire des habitants,
dont je veux engager le recrutement pour qu'ils s'impliquent dans la sécurité de leur

210 propre quartier.
Le retour de la sécurité et de la tranquillité, c'est aussi d'en finir avec ces incivilités qui empoisonnent la vie des habitants au quotidien : les tapages nocturnes, les rodéos, les squats dans les halls d'immeubles...

215 Se respecter soi-même, c'est aussi respecter les autres. C'est respecter son immeuble, son quartier, son environnement.
Chacun doit prendre ses responsabilités. Il n'est pas admissible que des voitures brûlées ne soient pas évacuées avant de longs mois, que les ascenseurs ne soient pas réparés.

220 J'ai demandé à Christine Boutin de conclure avec les bailleurs sociaux un nouveau pacte social pour qu'à l'avenir la qualité du service qu'ils rendent aux habitants soit évaluée et qu'elle conditionne le maintien des avantages divers dont ils bénéficient.

Seul le prononcé fait foi 6/14

225 Et je voudrais en finir avec ce postulat idéologique énonçant que le logement social doit être locatif, comme si on ne pouvait avoir des revenus modestes et devenir propriétaire. On ne mesure pas le coût dû en partie au fait que les habitants, notamment les plus jeunes, ne s'approprient pas leur logement. Je demande donc à Christine BOUTIN de me

230 présenter, à partir de l'accord déjà conclu avec les bailleurs sociaux, un plan complet en faveur de l'accession sociale à la propriété prévoyant des règles de saine gestion des copropriétés.
Briser la logique du ghetto c'est aussi empêcher que se renouvelle ce qui est arrivé à cette femme de Montfermeil qui a dû refuser un emploi parce qu'elle n'a aucun moyen de se déplacer tôt le

235 matin. Je veux dire qu'il est inadmissible que dans certains quartiers de la République la population soit assignée à résidence.
L'Etat va donc se réengager pour aider les collectivités à construire des voies de bus, des

240 tramways et à les sécuriser. 500 millions d'euros mobilisés dans le cadre du Grenelle de l'environnement seront consacrés aux quartiers en difficulté.
En Ile-de-France, les besoins sont flagrants. Chacun sait qu'il est indispensable de réaliser le

245 barreau de Gonesse pour désenclaver le quartier de la Fauconnière, le tramway T4 jusqu'à Montfermeil et Clichy, ou encore le tram-train entre Massy et Evry.
Une part de l'effort financier sera donc réservée à l'Ile-de-France.
Dans les autres régions, l'Etat apportera sa contribution aux projets qui seront présentés par les autorités organisatrices de transport des nouvelles équipes municipales pour les

250 quartiers dont l'isolement est un obstacle à l'emploi pour ses habitants et n'a que trop duré.
 En attendant que les travaux lancés soient réalisés, je tiens à ce que soient créées d'urgence, dans l'année, les lignes d'autobus permettant un désenclavement rapide des quartiers particulièrement isolés.

255 L'Etat, n'admettra plus que les citoyens soient les otages des égoïsmes territoriaux, que des lignes de tramway soient construites sans desservir, aussi, les quartiers en difficulté. Il saura en tirer les conséquences dans les aides qu'il apporte aux collectivités.
 Sortir du ghetto, c'est faire revenir la vie dans les quartiers.
 A quoi peuvent s'occuper les jeunes de Grigny qui n'ont ni cinémas, ni théâtres ?

260 Quelle égalité des chances pour les 15 000 habitants du quartier nord de Bondy qui n'ont aucune banque à proximité ?
 Sortir du ghetto c'est faire revenir les commerces, recréer des places de marché ?
 Redonner vie aux activités culturelles, aux loisirs.

265 Il y a dans ces banlieues qu'on a mises en marge de la République, dans ces quartiers où s'accumulent tous les handicaps, toute une population qui ne demande qu'à vivre de son travail.
 Il y a dans ces banlieues, dans ces quartiers toute une jeunesse pleine d'énergie, pleine de courage, pleine d'ambition.

270 Seul le prononcé fait foi 7/14
 Il s'y trouve, au milieu des difficultés innombrables, une vie, une imagination, une créativité qui ne demandent qu'à s'exprimer, qui ne demandent qu'à agir, et malgré les obstacles on y voit sortir des talents exceptionnels qui seraient infiniment plus nombreux à éclore si l'on en mettait simplement en oeuvre les moyens nécessaires pour assurer l'égalité des chances.

275 On parle toujours des voyous qui empoisonnent la vie de tout le monde. On parle toujours des trafiquants, on parle toujours des bandes qui font parfois régner la terreur. On montre avec complaisance les voitures incendiées, les pillages, les émeutes.
 Et l'on ne voit pas derrière toute cette population, toute cette jeunesse qui ne demande qu'une chose, c'est qu'on lui donne les moyens d'étudier, de travailler, d'entreprendre. On ne voit pas les parents qui sont prêts à tout sacrifier pour que leurs enfants s'en sortent. On ne voit pas qu'il y a dans ces quartiers un sang neuf, une vitalité qui est une richesse inestimable et dont la France a besoin.

285 Ce que nous avons à accomplir est immense. C'est une révolution des mentalités, une révolution des comportements, un changement profond dans nos priorités et dans nos méthodes.

290 Cela ne peut pas être accompli par l'Etat seul et par l'administration, mais avec vous tous, avec tous les élus, toutes les associations, tous les habitants, avec tous ceux qui tous les jours tentent d'aider, d'accompagner, de soutenir, de former ceux qui en ont besoin, ceux qui ont été durement éprouvés par les accidents de la vie et qui ne peuvent pas s'en sortir tous seuls.

295 Si nous voulons réussir à sortir de la situation où nous nous trouvons, si nous voulons éviter que se construise malgré nous une société où chacun se barricaderait avec ceux qui lui ressemblent, qui vivent comme lui, qui pensent comme lui, qui ont les mêmes origines, la même religion, la même éducation, si nous voulons empêcher que le communautarisme, les tribus et les bandes finissent par miner définitivement la

300

République, alors nous devons mobiliser non seulement toutes les politiques publiques mais aussi toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté qui n'acceptent pas une telle issue.

305 C'est ce que Fadela Amara s'emploie à faire avec ardeur depuis huit mois, avec succès puisque vous êtes là.

Fadela, elle n'a jamais appartenu à la famille politique dont je suis issu, elle n'a jamais partagé mes engagements et je ne lui ai pas demandé de renier les siens, d'oublier ses convictions, son histoire. Je lui ai simplement dit : « Viens mettre en oeuvre ce pour quoi tu te bats. »

310 Et elle est venue parce qu'elle pensait que la situation était devenue telle qu'il n'était plus possible d'attendre.

Elle est venue parce qu'elle pensait que c'était son devoir et que remplir ce devoir était la

315 meilleure façon d'être fidèle à elle-même.

Elle est venue avec cette générosité, avec cette sincérité, avec cette volonté qu'elle met dans tout ce qu'elle entreprend.

Je voudrais lui rendre hommage pour ce qu'elle est et pour ce qu'elle accomplit.

320 Et je voudrais vous dire, je voudrais dire à tous les Français combien l'ouverture et la diversité sont importantes pour que le sentiment d'appartenance à une même nation soit fort.

Je voudrais dire combien l'entrée dans le gouvernement de Fadela, de Rama et de Rachida

325 constitue un fait historique sur lequel il sera difficile de revenir et quelque chose d'absolument nécessaire pour que dans certains quartiers, dans certaines banlieues chacun puisse se reconnaître dans la nation et dans la République, pour que chacun retrouve confiance dans les institutions.

Seul le prononcé fait foi 8/14

330 Maintenant, ceux qui réclament avant tout la justice et le respect savent qu'ils seront traités avec justice et avec respect.

Maintenant, chacun sait que quelles que soient son origine, la couleur de sa peau, la consonance de son nom ou le quartier où il est né, il peut prétendre par son travail, par ses compétences à tous les postes, à toutes les responsabilités.

335 Maintenant, chacun sait qu'il n'y a pas d'autre limite à ses ambitions que celles que lui imposent son travail et son talent.

Maintenant, chaque enfant perçoit qu'il n'est pas condamné à être un étranger dans son propre

pays parce qu'il reconnaît dans la République une part de lui-même.

340 Nous avons un défi immense à relever, celui de prouver que l'effort paie et que tous les enfants de la République peuvent réussir.

A ce jeune issu de l'immigration, qui travaille à l'école, qui veut faire des études, je veux dire que notre pays ne doit plus répondre à son courage par la lâcheté des discriminations. Je veux le dire aux enfants d'immigrés, qui eux sont français et qui

345 croient, souvent à tort, quelque fois à raison que la France les aime moins.

Je veux leur dire qu'en France personne ne doit plus être jugé sur la couleur de sa peau, ou

l'adresse de son quartier. Je veux lui dire que je serai toujours de l'origine de celui que l'on

350 discrimine.

Je veux une démocratie irréprochable et en graver les principes dans le Préambule de notre Constitution. J'ai demandé à Simone Veil de conduire un débat national sur ces principes, parmi lesquels il y a la diversité. Si pour des raisons éthiques, la diversité ne peut se définir sur une base ethnique, elle doit néanmoins refléter la richesse de notre société à tous les niveaux de responsabilité.

355 La fonction publique doit nous y aider. Elle doit intégrer et promouvoir les enfants issus de l'immigration, comme elle a su promouvoir autrefois les enfants des classes populaires.

360 Avant la fin de l'année, nous aurons pris des mesures pour qu'en cinq ans elle s'ouvre largement à la diversité. Toutes les pistes sont à l'étude, et notamment les préparations spécifiques. La France c'est vous tous, dans la diversité de ce que vous êtes et de ce que vous croyez.

365 La France c'est une identité dans laquelle se croisent les fils d'une multitude d'histoires individuelles et de cultures. La France c'est une multitude de petites patries qui n'en forment qu'une. La France c'est une nation qui fonde son unité non sur l'uniformité, l'homogénéité ou la pureté mais sur l'égalité et sur la fraternité.

370 Pour la France, la diversité ce n'est pas une menace, mais c'est une richesse. La France c'est une idée que chacun prend en partage et que chacun contribue à construire. La France c'est quelque chose que chacun reçoit et auquel chacun donne. Je veux que tout soit fait pour que chacun puisse se sentir fier d'être Français.

375 Mais être Français, c'est avoir des droits et des devoirs. Nul ne peut se contenter de n'avoir que des droits. Nul ne peut réclamer d'être aidé, soutenu, accompagné s'il n'est pas prêt à faire tous les efforts qu'il peut.

380 Seul le prononcé fait foi 9/14 L'argent de la solidarité nationale c'est l'argent des Français qui l'ont gagné en travaillant dur. Cet argent, on n'a pas le droit de le gaspiller. Cet argent, on n'a pas le droit de s'en servir pour subventionner ceux qui ne veulent pas travailler.

385 Cet argent, il doit être utilisé pour réparer des accidents, pour permettre à celui qui part avec plus de handicaps dans la vie d'avoir les mêmes chances de réussite que les autres. L'assistanat est dégradant pour la personne humaine et il la rend de plus en plus dépendante

390 quand il s'agirait au contraire de lui donner les moyens de reconquérir son autonomie. Ce qui devrait être l'objectif, c'est que chacun, dès lors qu'il n'est pas malade ou trop usé par la vie, puisse vivre de son travail et non du travail des autres, c'est que la solidarité nationale permette de dépasser des moments difficiles mais ne permette pas de vivre mieux sans travailler qu'en travaillant.

395 Il n'y a pas d'issue dans la dévalorisation du travail. Je me refuse à proposer l'assistanat comme idéal à la jeunesse. Ce que je veux proposer à la jeunesse, c'est une formation et un emploi. Ce que je veux proposer à la jeunesse, c'est de l'aider non à rester dans l'enfance mais à devenir adulte.

400

Ce que je veux proposer à la jeunesse, c'est de construire avec elle une société où les adultes n'auront plus peur des jeunes et où les jeunes cesseront d'avoir peur du monde des adultes.

405 Ce que je veux proposer à la jeunesse, c'est de lui donner les moyens de sa liberté et de sa responsabilité.

Ce que je veux proposer à la jeunesse française, et en particulier à celle qui subit le plus de

410 handicaps, qui a le plus de difficultés pour s'en sortir, ce sont les moyens de sa réussite. Je veux que pour toute cette partie de la jeunesse qui a le sentiment que quoi qu'elle fasse elle ne s'en sortira pas, la promotion sociale redevienne une réalité.

J'adresse un appel aux entreprises françaises pour qu'elles redonnent un espoir à cette partie de la jeunesse qui se sent le plus abandonnée, qui se sent victime d'une

415 discrimination inacceptable parce qu'elle habite dans certains quartiers.

Car les entreprises ont aussi leur rôle à jouer aux côtés de tous les autres acteurs pour lutter contre l'exclusion, pour aider chacun à trouver sa place dans la société.

Je veux remercier la centaine de chefs d'entreprises qui sont présents aujourd'hui et dont la

420 présence témoigne de l'engagement qui est le leur.

Je veux remercier tous ceux qui dans les jours qui viennent vont signer avec Christine Lagarde et Fadela Amara un engagement à recruter plusieurs milliers de jeunes issus des quartiers en difficulté.

425 Je veux remercier Laurence Parisot qui a encouragé avec beaucoup de force cet engagement des entreprises.

Et cette jeunesse, dès lors qu'elle sentira qu'on lui fait confiance, qu'on lui donne sa chance, elle donnera le meilleur d'elle-même, elle deviendra pour nos entreprises, pour notre économie, un atout formidable.

430 S'il faut d'un côté combattre la délinquance, démanteler les trafics qui rapportent plus que le

travail, lutter par tous les moyens contre les économies parallèles qui contribuent à marginaliser certains quartiers et certains jeunes, il faut en même temps que la jeunesse voie que l'on est prêt à lui faire confiance, à lui permettre de réaliser ses projets.

435 On s'est trop moqué des jeunes auxquels on n'a offert que des petits boulots ou des stages sans intérêt qui ne débouchaient jamais sur rien.

Seul le prononcé fait foi 10/14

Je veux proposer aux jeunes un véritable contrat d'autonomie.

440 Ce contrat, les jeunes le signeront avec des entreprises spécialisées dans l'insertion professionnelle. Nous allons sélectionner les meilleures. Elles travailleront avec les associations, les services de l'Etat, les missions locales et l'ANPE. Elles seront rémunérées selon leur performance.

445 C'est un nouveau service public d'excellence qui sera mis sur pied au coeur des cités dès le mois de juin. Et si cette expérience est probante, nous pourrons la généraliser à toute la France.

Avec le contrat d'autonomie, les jeunes qui en ont besoin pourront apprendre les codes nécessaires à l'insertion dans l'entreprise, sans lesquels la réussite est impossible et l'accès à un emploi difficile, et ils pourront compléter leur formation.

450 A l'issue de cette période de soutien intensif et personnalisé, qui pourra durer quelques semaines ou quelques mois selon les cas, tous les efforts seront faits pour que chacun

puisse accéder à un emploi durable, à un contrat d'apprentissage ou à une formation vraiment qualifiante. Il continuera à être suivi pendant 6 mois.

Si les termes du contrat sont respectés, si le jeune est assidu, s'il fait des efforts, s'il travaille, il pourra bénéficier d'une bourse.

455 Je ne veux pas d'une société où un jeune serait contraint de refuser un entretien d'embauche

parce qu'il n'aurait pas les moyens de se déplacer.

Voilà, les choses sont claires : ceux qui sont prêts à faire quelque chose pour eux-mêmes, l'Etat les aidera. Ceux qui ne veulent rien faire, l'Etat ne fera rien pour eux.

460 Le contrat d'autonomie c'est un signe de confiance adressé à toute la jeunesse et c'est une

exigence, un appel à l'effort et au dépassement de soi. On ne rend pas service à la jeunesse en

465 n'exigeant rien d'elle. Il ya toute une jeunesse qui ne demande qu'à travailler, qu'à entreprendre et qu'il faut aider, qu'il faut encourager.

Dans les quartiers aujourd'hui, un jeune sur deux veut créer son activité. Pour les aider, les

professionnels de la création d'entreprise vont être, là encore, sélectionnés. Ils devront les

470 accompagner aussi bien avant qu'après la création de l'entreprise, leur dire quelles actions de

professionnalisation, quelles expertises sont nécessaires, comment avoir accès à la médiation

bancaire ou à des financements privilégiés.

475 Cette réforme de l'aide à la création d'entreprise, je veux la commencer avec les jeunes des

quartiers qui habitent là où les structures d'accompagnement à la création sont aujourd'hui les

moins présentes.

480 Au total, avec l'ensemble des outils que l'Etat va mobiliser, c'est plus de 100 000 jeunes que

nous allons accompagner vers l'emploi dans les 3 prochaines années.

Je veux être le Président d'une France qui donne les moyens à celui qui veut entreprendre, qui

485 accompagne celui qui veut s'en sortir, mais qui sache aussi redonner sa chance à celui qui a subi un échec.

Le premier échec c'est le décrochage scolaire, c'est la sortie de l'école, chaque année, de

490 150 000 jeunes sans aucune qualification. Je ne veux plus qu'on laisse les « intermittents des collèges », ces jeunes si souvent absents, disparaître à 16 ans.

Lorsqu'on les retrouve quelques années plus tard, c'est parmi les chômeurs ou les délinquants.

Aujourd'hui personne ne se sent responsable de ces jeunes. Je demande à l'Education Nationale, dont c'est la mission, d'identifier ces jeunes qui ne sont inscrits dans aucun

495 établissement l'année suivante.

Seul le prononcé fait foi 11/14

Je veux que tous les moyens soient mobilisés pour qu'à partir de 16 ans tout jeune sorti du

500 système scolaire sans aucune qualification puisse être accueilli dans une école de la 2e chance.

Là où elles existent, ces écoles sont un succès. Je veux qu'elles soient généralisées sur tout le territoire.

505 Je veux que l'école de la 2e chance devienne pour notre République en ce début de XXIe siècle une priorité comme l'école primaire le fut jadis pour la IIIe République. Je ne veux pas qu'on le fasse à moitié, juste pour quelques-uns, juste pour se donner

510 bonne conscience. Je veux que la deuxième chance devienne un droit pour tous. Je veux que ces écoles puissent bénéficier de la taxe d'apprentissage. Je veux que l'Etat s'engage financièrement. Parce que ce qui coûte le plus cher à la société, ce qui coûte le plus cher à l'économie, c'est de laisser une partie de la jeunesse à la dérive, sans aucun repère, sans aucune formation, condamnée à la marginalité parce qu'à un moment, à 12

515 ans ou à 14 ans, elle a décroché de l'école. Le développement de la deuxième chance, ce sera l'une des priorités de mon quinquennat. Il faut du temps parce qu'il faut former les enseignants, il faut créer les structures, mais l'on va s'y mettre, c'est un dossier que je suivrai personnellement parce que beaucoup

520 de choses se jouent sur cette idée de la deuxième chance, parce que l'on sait que ce type d'école permet d'obtenir des résultats mais qu'aujourd'hui, il y en a encore trop peu par rapport aux besoins et que les parents, les éducateurs se trouvent désemparés face à ce vide. La deuxième chance, c'est aussi celle que l'on offre à celui qui n'a pas le bac et qui veut

525 poursuivre des études supérieures. Celui qui pour une raison ou une autre a décroché du lycée et qui veut reprendre ses études. Le système de la capacité en droit doit être élargi à d'autres disciplines. Il faut créer des passerelles, développer des systèmes comme celui du Conservatoire National des Arts et Métiers.

530 La deuxième chance c'est un projet de société. L'autre grande priorité c'est de faire en sorte que la première chance puisse être réellement saisie. Je veux que dès le plus jeune âge les enfants des milieux défavorisés qui montrent de

535 aptitudes scolaires, qui ne peuvent pas étudier chez eux dans de bonnes conditions et qui risquent d'être happés très vite par un environnement qui les détourne de l'étude, puissent se voir proposer un hébergement dans des internats, pas les austères internats de jadis mais des internats d'excellence, modernes, où il ferait bon vivre et étudier, où les enfants seraient totalement pris en charge pendant la semaine et où ils

540 bénéficieraient d'un accompagnement scolaire et éducatif. Ce serait un instrument de mixité et de promotion sociales. Ce serait une bonne façon d'aider les familles et d'offrir aux enfants une vie plus équilibrée, d'échapper à l'attraction de la rue et des bandes. Il faut là encore faire des internats d'excellence non un outil à la marge mais

545 l'instrument d'un véritable projet de société où la promotion sociale retrouve toute sa place. Je veux que l'Etat s'y engage massivement à côté des communes, des départements et des régions. Je ne veux pas que la politique de la ville soit un tonneau des Danaïdes, parce qu'on n'aura fait que panser les plaies que l'on n'osait pas nommer et cacher des erreurs sans

550 avoir le courage de les affronter. Ces erreurs, c'est le regroupement de la misère, c'est la ségrégation urbaine, c'est aussi une

politique d'accueil qui fait le malheur de tant d'immigrés que l'on n'arrive plus à intégrer.

555

Seul le prononcé fait foi 12/14

Je veux en finir avec des politiques qui font monter la colère de ceux que l'on accueille si mal.

560

Je veux que les logements sociaux cessent d'être attribués par communautés et par ethnies. Et je demande à Brice HORTEFEUX et à Christine BOUTIN de poursuivre les discussions qu'ils ont déjà engagées en ce sens avec la plus grande fermeté.

Je veux que l'on cesse de faire subir des exclusions de toutes sortes aux personnes dont l'immigration a été mal préparée. Je veux que l'on respecte la dignité des personnes qui sont

565

accueillies en France.

Nous le ferons en fixant chaque année, comme d'autres démocraties, le nombre d'étrangers à qui la France peut offrir de réelles chances d'intégration. Une commission présidée par Pierre

MAZEAUD doit en examiner les principes.

570

Et c'est pour que la France soit une terre d'immigration réussie, que la loi adoptée en novembre dernier a prévu qu'on ne pouvait faire venir sa famille en France sans avoir les revenus nécessaires pour qu'elle vive décemment et qu'on ne pouvait s'installer en France sans un « contrat d'accueil et d'intégration pour la famille », ou sans se donner la peine d'écrire et de parler le Français.

575

Car on ne peut vouloir s'installer en France sans respecter sa culture, ses valeurs et les lois de la République.

Il n'y a pas de place en France pour la polygamie, pour l'excision, pour les mariages forcés, pour le voile à l'école et pour la haine de la France. Car on ne construit rien sur la haine des autres.

580

Derrière la détestation il y a le repli sur soi, le communautarisme et la loi des tribus, celle de la force brutale et systématique.

Si on vit en France, je veux que l'on respecte la France. Car la France est un pays dont on ne peut qu'être fier.

C'est quand on aime la France, qu'on est Français.

585

Pour que tous les enfants aiment la France, pour qu'ils prennent sa culture, sa langue et son

histoire en partage, la première condition est que l'école de la République leur apprenne.

En relevant ce défi, je sais que notre système scolaire trouvera un nouveau souffle.

590

La panne de l'intégration des enfants nés dans les banlieues, c'est là qu'elle se trouve. Parce que les enfants dont les parents ne savent pas écrire partent dans la vie avec plus de handicaps que les autres.

Pour que grâce à l'éducation, ces enfants puissent avoir l'espoir réel de changer leur condition, ils doivent avoir la meilleure école, celle voulue par Condorcet et par Jules

595

Ferry.

C'est l'école de l'excellence pour tous, car l'élitisme républicain est la condition de la promotion sociale. C'est l'école de la citoyenneté, du respect et de l'autorité qui transmet le savoir, mais aussi le savoir-être.

600

Seul le prononcé fait foi 13/14

Mais lorsque dans notre pays on a scolarisé les enfants des paysans, on ne les a pas rassemblés en plein champ ! On a créé des internats, on a mis en place des transports

scolaires pour que les enfants de la campagne soient dans la même école que ceux des villes et qu'ensemble ils construisent l'avenir de notre pays.

605 Je veux faire la même chose avec les enfants des cités. On ne peut plus accepter qu'ils soient
scolarisés dans des établissements dont on sait qu'ils ne conduisent qu'à l'échec.
Je veux donc casser les ghettos scolaires en fermant les collèges les plus dégradés. Car
la

610 différence entre un collège de centre ville et un collège au pied des barres, c'est que
dans le
premier, il faut être le meilleur de sa classe, alors que trop souvent dans le second,
réussir c'est faire autre chose que d'être le meilleur.
Et cet enfant qui ne veut pas progresser, même le maître le plus expérimenté ne saurait

615 l'aider.
Cet enfant, je veux lui redonner l'envie d'être le premier dès le plus jeune âge. C'est
pourquoi, dans les écoles primaires des quartiers, Xavier DARCOS va renforcer les
équipes éducatives et étendre aux jeunes orphelins de 16h les mesures
d'accompagnement éducatif.

620 Mais je veux aller plus loin, en appliquant ce qui a tant réussi dans quelques écoles
primaires
pionnières, comme celle de la Saulaie à Oullins : les élèves de classes entières sont
scolarisés
dans d'autres écoles de la même ville pour y découvrir un autre environnement, d'autres
625 camarades, d'autres enseignants. La mixité est une condition de la réforme de la carte
scolaire. Je demande par conséquent à tous les inspecteurs d'académie de faire des
propositions aux communes pour l'expérimenter aux écoles primaires les plus en
difficulté.
Je veux que la République redevienne une incitation à imaginer des pratiques

630 courageuses, pas une excuse pour ne pas agir.
Je veux donner à tous les enfants le goût d'apprendre en leur offrant des formations qui
les
motivent. Dans des collèges et lycées des quartiers, dont des lycées professionnels, 30
sites

635 d'excellence vont être créés.
Ils auront des classes d'élite rassemblant les meilleurs élèves et bénéficiant d'un
enseignement d'excellence. L'encadrement sera renforcé et une banque de stages sera
créée pour que la recherche d'un stage en entreprise par les jeunes qui sont en 3ème ne
soit plus jamais vécue par eux comme leur premier échec professionnel.

640 Nous aurons réussi le jour où il y aura plus de diversité à Henri IV, mais aussi des
classes d'élite dans le collège République à Bobigny, le jour où des établissements
privés prestigieux
s'implanteront dans les quartiers en difficulté. Certains comme l'Ecole alsacienne sont
prêts à le faire. L'Etat doit les y encourager.

645 C'est ainsi que je veux donner de l'espoir aux jeunes, en leur ouvrant les filières qui leur
sont
fermées, l'ENA, HEC et les universités.
J'ai donc demandé à Xavier DARCOS de veiller à ce que tous les proviseurs présentent
chaque année 5 % de leurs élèves les plus méritants en classe préparatoire. La demande

650 formulée par ces élèves sera automatiquement acceptée. Pour avoir toutes les chances
de réussir, ils bénéficieront

Seul le prononcé fait foi 14/14

655 d'un accompagnement personnalisé ainsi que d'une priorité d'accès aux internats et aux logements étudiants.

Ensemble, nous devons bâtir une France vivante, fière de sa diversité, capable de se regarder telle qu'elle est et de se rêver telle qu'elle peut devenir, une France qui participera au monde de demain fait de mélanges, d'ouverture et de rencontres entre toutes les cultures.

660 Je pense à ceux qui ont tout quitté pour venir en France, je pense à leurs enfants à l'identité

déchiré entre un pays mythique qu'ils ne connaissent qu'en rêve et la dure réalité de notre société dans laquelle ils vivent.

665 Je pense au défi que leurs espoirs et leurs souffrances nous imposent de relever. Je pense à tous ceux qui sont venus et qui ne repartiront pas, je pense à leurs enfants qui n'ont qu'un seul pays, qu'une seule patrie qui s'appelle la France. Je pense à cette Nation qui est notre bien le plus précieux. Je pense à ce que nous allons transmettre à nos enfants et je me dis que nous n'avons pas le droit d'échouer.

8. Bibliographie

8.1. Livres

- Bachem, Rolf. 1979. *Einführung in die Analyse politischer Texte*. München: Oldenbourg.
- Bochmann, Klaus, Jürgen Erfurt und Reinhard Hopfer. „Der politische Text – sprachlich-kommunikatives Wesen und Voraussetzungen seiner sprachwissenschaftlichen Analyse. Thesen.“ In: Bochmann, Klaus. (Hrsg). 1986. *Eigenschaften und linguistische Analyse politischer Texte*. Berlin : Akademie der Wissenschaften der DDR.
- Fellerer, Jan und Michael Metzeltin. „Diskursanalyse“. In: Metzeltin, Michael (Hg.). 2006. *Diskurs, Text, Sprache. Eine methodenorientierte Einführung in die Sprachwissenschaft für Romanistinnen und Romanisten*. Wien: Praesens Verlag, p.227-272.
- Hachette. *Dictionnaire pratique du français*. Berlin : Langenscheidt.
- Haëm, Rudolph de. 1999. *L'entrée et le séjour des étrangers en France*. Paris : Que sais-je? Presses universitaires de France.
- Insée 1997. « Les immigrés en France » Paris : collection: contours et caractères.
- Jäger, Siegfried. “Discourse and knowledge: theoretical and methodological aspects of a critical discourse and dispositive analysis.” In: Wodak Ruth und Michael Meyer (Hrsg). 2001. *Methods of Critical Discourse Analysis*. London: SAGE Publications Ltd, p.32-62.
- Jäger, Siegfried. 1994. *Text- & Diskursanalyse. Eine Einleitung zur Analyse politischer Texte*. Duisburg: DISS, 5. Auflage.
- Lamizet, Bernard 2002. *Politique et identité*. Lyon : Presses universitaires de Lyon
- Metzeltin, Michael (Hg.). 2006. *Diskurs, Text, Sprache. Eine methodenorientierte Einführung in die Sprachwissenschaft für Romanistinnen und Romanisten*. Wien: Praesens Verlag, p.227-272.
- Meyer, Michael. “Between theory, method, and politics: positioning of the approaches to CDA”. In: Wodak Ruth und Michael Meyer (Hrsg). 2001. *Methods of Critical Discourse Analysis*. London: SAGE Publications Ltd, p. 14-31.
- Noiriel, Gérard 2001. *Etat, nation et immigration*. Paris : Gallimard.

- Noiriel, Gérard. 1992. *Population, immigration et identité nationale en France. XIXe – Xxe siècle*. Paris : Hachette.
- Noiriel, Gérard. 2002. *Atlas de l'immigration en France*. Paris : Éditions Autrement
- Pitte, Jean-Robert 1997. *La France*. Paris : Nathan.
- Roman, Joël. « La laïcité française à l'épreuve de la diversité. » In : Philippe Dewitte (Hg.). *Immigration et intégration : l'état des revoirs*. Paris: Éditions la découverte 1999, p. 377-384.
- Sarkozy, Nicolas. 2007. *Bekenntnisse. Frankreich, Europa und die Welt im 21. Jahrhundert*. München: Bertelsmann.
- Schor, Ralph. 1996. *Histoire de l'immigration en France de la fin du XIXe siècle à nos jours*. Paris: Armand Colin.
- Van Dijk, Teun. « Multidisciplinary CDA: a plea for diversity ». In: Wodak Ruth und Michael Meyer (Hrsg). 2001. *Methods of Critical Discourse Analysis*. London: SAGE Publications Ltd, p.95-120.
- Vinsonneau, Geneviève. 2002. *L'identité culturelle*. Paris: Armand Collin.
- Wodak, Ruth. “The discourse-historical approach”. In: Wodak Ruth und Michael Meyer (Hrsg). 2001. *Methods of Critical Discourse Analysis*. London: SAGE Publications Ltd, p. 63- 94.
- Wodak, Ruth. “What CDA is about – a summary of its history, important concepts and its developments”. In: Wodak Ruth und Michael Meyer (Hrsg). 2001. *Methods of Critical Discourse Analysis*. London: SAGE Publications Ltd, p. 1-13.

8.2. Sites Internet

- Amnesty International. 2002. « Le centre de Sangatte ».
<http://www.gisti.org/doc/actions/2002/amnesty/note.html> (le 24 février 2009)
- Askolovitch, Claude. 2006. « Banlieues: la guerre de Sarkozy ». *Le Nouvel Observateur* Nr°2186.
<http://hebdo.nouvelobs.com/hebdo/parution/p2186/articles/a318104-.html?xtmc=banlieueslaguerredesarkozy&xtcr=2> (le 6 avril 2009)
- Devedjian, Patrick. 2008. « Pour une approche globale de la politique de la ville ».
<http://www.u-m->

[p.org/site/index.php/ump/s_informer/communiques/pour_une_approche_globale_de_la_politique_de_la_ville](http://www.ump.org/site/index.php/ump/s_informer/communiques/pour_une_approche_globale_de_la_politique_de_la_ville) (le 7 février 2009)

Dossier de Presse *Une nouvelle politique pour les banlieues* :

http://www.elysee.fr/documents/index.php?lang=fr&mode=view&cat_id=5&press_id=1021 (le 7 février 2009)

Hortefeux, Brice. « Missions et rôle ».

www.immigration.gouv.fr/article.php?id_article=4 (le 3 mars 2009)

Le Bars, Stéphanie. 2007. « La Fondation de l’islam doit rationaliser l’installation des mosquées ».

http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1009047 (le 7 février 2009)

Le Monde. 2008. « Le plan ‘Espoir Banlieue’ de Nicolas Sarkozy devrait être moins ambitieux qu’attendu ».

http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=1023753 (le 24 février 2009)

UMP. « Nos valeurs ».

http://www.u-m-p.org/site/index.php/ump/l_ump/nos_valeurs (le 5 décembre 2008)

UMP. « Notre histoire ».

http://www.u-m-p.org/site/index.php/ump/l_ump/notre_histoire (le 5 décembre 2008)

Van Eeckhout, Laetitia. 2007. « L’identité nationale, une conception récupérée par la droite dure ».

www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=984146 (le 14 janvier 2009)

Van Eeckhout, Laetitia. 2007. « Pétition d’universitaires contre un ministère ‘de l’immigration et de l’identité nationale’ ».

http://www.lemonde.fr/web/recherche_breve/1,13-0,37-980432,0.html (le 14 janvier 2009)

Wikipedia. « Grande Mosquée de Paris ».

http://fr.wikipedia.org/wiki/Mosqu%C3%A9e_de_Paris (le 7 février 2009)

Zappi, Sylvia. 2002. « Comment Paris et Londres veulent en finir avec Sangatte ».

http://www.lemonde.fr/cgi-bin/ACHATS/acheter.cgi?offre=ARCHIVES&type_item=ART_ARCH_30J&objet_id=783498 (le 20 janvier 2009)

8.3. Discours

Déclaration sur le concept d'immigration choisie, la lutte contre l'immigration clandestine :

<http://discours.vie-publique.fr/notices/063002600.html> (le 28 septembre 2008)

Immigration et identité nationale :

http://www.u-m-p.org/site/index.php/ump/s_informer/discours/nicolas_sarkozy_a_besancen (le 26 septembre 2008)

Grande Mosquée de Paris:

http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=cview&cat_id=7&press_id=485&lang=fr (le 27 septembre 2008)

Une nouvelle politique pour les banlieues:

http://www.elysee.fr/documents/index.php?lang=fr&mode=view&cat_id=7&press_id=1019 (le 26 septembre 2008)

Lebenslauf

Persönliche Daten

Name: Greifeneder
Vorname: Isabella Christine
Geboren am: 05.04.1984
Geburtsort: Ried im Innkreis, OÖ
Staatsbürgerschaft: Österreich
Eltern/ Geschwister: Greifeneder Nikolaus (Vater: selbstständig im Transportwesen Greifeneder Transporte)
Greifeneder Erika (Mutter: Einzelhandelskauffrau)
Greifeneder Klaus (Lehrling als Einzelhandelskaufmann)
Greifeneder René (Friseurschule Meininghaus Nürnberg, Deutschland)

Ausbildung:

Sommersemester 2007-2009: **Universität Wien:** Absolvierung des Lehramtstudiums

WS 2006: Auslandsemester an der **Universität Avignon, Frankreich**

seit WS 2005: **Universität Wien:** Lehramt Englisch / Französisch

WS 2002/2003 – SS 2005: **Universität Passau:** Lehramt Englisch / Französisch

1998-2002: Bundesoberstufenrealgymnasium (**BORG**) Ried/Innkreis, OÖ

1994-1998: **Musikhauptschule** Haag/Hausruck, OÖ

1992-1994: **Volksschule** Weibern, OÖ

1990-1992: **Volksschule** Taiskirchen, OÖ

Längere Auslandsaufenthalte neben Erasmus:

Juli / August 2007: **Au-pair in GB**, Nähe Colchester;